

**SOUUDAN — UNE ÎLE PRISE DANS LA GUERRE  
CHINE — CONTRACEPTION : CES JEUNES  
HOMMES QUI CHOISISSENT LA VASECTOMIE**

Culture  
L'actualité  
littéraire mondiale



**Courrier  
international**

N° 1792 du 6 au 12 mars 2025  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)  
France : 5,20 €

Allemagne 6,50 €, Andorre 6,20 €,  
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 €,  
Es pagne 5,80 €, Grande-Bretagne  
5,80 €, Grèce 6 €, Italie 5,80 €,  
Japon 1300 Y. Maroc 50 DH,  
Pays-Bas 6,20 €, Portugal cont. 5,80 €,  
Sénégal 3400 FCFA, Suisse 7,20 CHF,  
TOM 1100 XPF, Tunisie 11 DT,  
Afrique CFA autres 3700 FCFA.

# UKRAINE LA PAIX À QUEL PRIX ?



*Alors que Donald Trump gèle l'aide militaire à Kiev, l'Europe annonce un plan massif pour se réarmer. Mais peut-elle se défendre seule contre Poutine ? Les analyses de la presse étrangère.*

M 03183 - 1792 - F: 5,20 €



« Bon les enfants  
vous montez dans la voiture,  
je compte jusqu'à 7 ! »

Nouveau Tayron, jusqu'à 7 places.\*



**Nouveau Tayron.**  
Chacun y trouve sa place.

\* Uniquement disponible sur les motorisations eTSI et TDI.

**Modèle présenté:** Nouveau Tayron R-Line Edition 1.5 eTSI 150 ch. Certains équipements sont en option.  
Plus d'informations sur [volkswagen.fr](http://volkswagen.fr)

Cycles mixtes de la gamme Nouveau Tayron (l/100 km) WLTP : 0,4-6,9. Rejets de CO<sub>2</sub> (g/km) WLTP : 9-157.

Valeurs au 11/10/2024, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

Volkswagen Group France – SAS au capital de 198 502 510 € – 11, av. de Boursonne, Villers-Cotterêts – RCS Soissons 832 277 370.



Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer



**LES CHOIX  
DE "COURRIER"**  
CLAIRE CARRARD

## Ukraine : la paix à quel prix ?

Cela ressemble à une rupture sans fin. Après avoir repris langue unilatéralement avec Vladimir Poutine, le 12 février, après les attaques frontales de son vice-président, J. D. Vance, contre les Européens à la Conférence de Munich, au terme d'un ballet diplomatique savamment orchestré (Emmanuel Macron, puis Keir Starmer sont venus tenter de faire entendre la voix des Européens à la Maison-Blanche), Donald Trump a encore fait monter la tension d'un cran le 28 février en admonestant publiquement son invité du jour, Volodymyr Zelensky. Les images de l'incident (un piège, pour beaucoup) ont fait le tour du monde et choqué tous les alliés de l'Ukraine.

Le président ukrainien était venu signer un accord sur les minerais jugé scandaleux par la plupart des commentateurs de la presse étrangère. Il est reparti sans avoir rien signé, ni obtenu aucune garantie de sécurité. Dans **The New York Times**, Thomas Friedman signe à ce propos un édito cinglant. «*Sommes-nous gouvernés par un parrain de la Mafia qui espère se partager des territoires avec la Russie exactement comme le font les chefs de Cosa Nostra?*» s'interroge-t-il en dénonçant un racket américain. Pour la Maison-Blanche, il n'y a plus ni règles ni alliés, se désole le chroniqueur. Et cela change tout. Face à ce camouflet diplomatique pour Kiev, comment les Européens allaient-ils réagir? Depuis des semaines, les États-Unis multipliaient les signes d'hostilité envers le Vieux Continent. Ces derniers jours, l'actualité s'est brusquement accélérée, forçant l'UE et le Royaume-Uni à répondre. Réunis à Londres le 2 mars, les Européens ont bien tenté de

sauver les meubles, réaffirmant leur soutien à l'Ukraine tout en tentant de préserver ce qu'il reste de l'Alliance transatlantique. Mais l'exercice s'est avéré délicat. Car, «*au-delà des embrassades, explique le Financial Times, un sérieux avertissement a été lancé au dirigeant ukrainien : il ne peut y avoir de paix durable sans la Maison-Blanche*». La presse ukrainienne l'a bien compris : «*Le facteur clé reste la paix avec Trump*», écrit le quotidien de Lviv **Vyssokiy Zamok**. Ce qui risque d'être difficile et douloureux à accepter pour la société ukrainienne.» On en était là, à disserter sur une réconciliation entre Kiev et Washington, quand Donald Trump a décidé de porter le coup de grâce et annoncé une pause dans l'aide militaire américaine à l'Ukraine. Un coup de tonnerre et une façon d'imposer un «*ultimatum*» à Zelensky. La paix, si paix il y a, se fera aux conditions du président américain. Qui fait de plus en plus le jeu de Vladimir Poutine. On l'a encore vu aux

Nations unies, le 24 février, quand, pour la première fois, les Américains ont voté avec la Russie (et la Corée du Nord) contre une résolution condamnant l'invasion russe de l'Ukraine. C'est dire le fossé qui se creuse chaque jour un peu plus avec Kiev mais aussi avec les Européens, qui se revoient le 6 mars pour un Conseil de défense d'une importance cruciale. Pour l'UE, il n'est plus temps de tergiverser, mais le défi à relever est de taille : «*En vérité, il faudrait sans doute dix ans à l'Europe pour atteindre en matière de défense une autonomie qui lui permettrait de se passer des États-Unis*», déplore **The Economist**. C'est ce double enjeu que nous avons choisi de décrypter dans notre dossier cette semaine, «Ukraine : la paix à quel prix?». Au prix d'un rapprochement entre Washington et Moscou qui ne laisse pas d'inquiéter, de concessions majeures sans doute pour l'Ukraine en matière de territoires, de ressources et de sécurité. Au prix, enfin, d'un

réel changement de paradigme dans la construction d'une architecture de sécurité européenne. Mais plutôt que de penser à augmenter les dépenses, prévient **Domani**, il faut surtout mettre un terme à la «cacophonie stratégique» entre les États membres. Le quotidien italien dénonce avec force «une sorte de course au réarmement sans queue ni tête». Mardi 4 mars, au moment de boucler ce numéro, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, annonçait ainsi que l'Union européenne était prête à mobiliser 800 milliards d'euros pour réarmer le continent. Des chiffres qui laissent forcément songeur en pleine restriction budgétaire partout dans l'UE. Le sommet spécial, prévu jeudi 6 mars, devrait permettre d'y voir plus clair sur le financement de ce plan. Le feuilleton est loin d'être fini.

### En couverture :

illustration de **Doug Chayka**  
parue dans **Foreign Policy**,  
Washington.

CHINE p.20

## De jeunes hommes brisent le tabou de la vasectomie

En Chine comme ailleurs dans le monde, la contraception repose surtout sur les femmes. Mais de plus en plus d'hommes optent pour la stérilisation et partagent leur expérience sur Internet. Une enquête du magazine en ligne **Sixth Tone**.



TURQUIE p.6

## Vers la fin du PKK?

Abdullah Öcalan, chef historique du PKK, a demandé la dissolution du mouvement armé, après quatre décennies de guérilla. Un appel qui ouvre un processus incertain, souligne la presse turque.

SOUDAN p.30

## L'île de Tuti, une oasis jetée dans la guerre

Coincé entre Khartoum et Omdourman, l'îlot autrefois connu pour sa qualité de vie subit de plein fouet le conflit qui ravage le pays depuis 2023, raconte **The Times**.



LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

**Ha'aretz** Tel-Aviv, quotidien. **The Continent** Johannesburg, hebdomadaire. **Dagens Nyheter** Stockholm, quotidien. **Daraj** (daraj.com) Beyrouth, en ligne. **Domani** Rome, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Financial Times** Londres, quotidien. **Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien. **Gandhara** (gandhara.rferl.org) Kaboul, en ligne. **New Scientist** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Profil** Moscou, hebdomadaire. **Sixth Tone** (sixthtone.com) Shanghai, en ligne. **Tages-Anzeiger** Zurich, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Die Welt** Berlin, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.

LITTÉRATURE p.44

## “To blurb or not to blurb”, telle est la question

Présentes sur les couvertures de livres en anglais, ces citations d'écrivains, conçues comme des conseils de lecture, sont aujourd'hui contestées, explique l'autrice Rebecca Makkai.



## SOMMAIRE

- 7 jours dans le monde  
**6. Turquie.** Vers la fin du PKK?  
**9. Israël.** La politique prime sur les otages  
**À la une**  
**10. Ukraine :** la paix à quel prix?  
**D'un continent à l'autre**  
**20. Chine.** Des jeunes hommes brisent le tabou de la vasectomie  
**22. Afghanistan.** Entre les ténèbres et Facebook, il faut choisir  
**24. France.** Du sang neuf pour la chasse  
**25. Politique.** Bayrou dans la tourmente de Bétharram  
**26. Danemark.** Comment des ados sont changés en tueurs  
**27. Royaume-Uni.** Recrute "huissier de la verge noire" (H/F)  
**28. Syrie.** À Homs, le chaos de la transition  
**29. Égypte.** Sissi dans le piège de Trump  
**30. Soudan.** L'île de Tuti, une oasis jetée dans la guerre

## Transversales

- 34. Économie.** En Argentine, le coût de la vie explose  
**36. Sciences.** Le cerveau des bilingues à la loupe  
**37. Signaux.** Faites vos jeux  
**360°**  
**38. Portfolio.** Ceux qui restent  
**42. Musique.** Les riffs du metal conquièrent le Kenya  
**44. Littérature.** "To blurb or not to blurb", telle est la question  
**46. Histoire.** Les jouets indémodables des petits Romains



## SUR NOTRE SITE

## Ukraine. L'Europe au pied du mur

Après l'annonce le 4 mars du plan Rearm Europe, qui devrait mobiliser 800 milliards d'euros pour la défense européenne, les dirigeants de l'UE devront discuter, lors du sommet extraordinaire du 6 mars, de la poursuite du soutien à l'Ukraine, ce qui constituera sans doute une nouvelle donne dans un paysage géopolitique bouleversé. À suivre sur notre site.

## Guerre commerciale. L'heure de la riposte

Cette fois-ci, le Canada et le Mexique n'y échapperont pas : la hausse des taxes douanières de 25 % décidée par Donald Trump devait entrer en vigueur le 4 mars. Quant à la Chine, un nouveau décret impose 20 % de droits de douane supplémentaires sur ses produits. Les trois pays annoncent déjà des contre-mesures. Retrouvez les analyses de la presse étrangère sur notre site.

## Surf. À Nazaré, au Portugal, le pèlerinage des fous de la vague

Ce spot de la côte atlantique attire de nombreux surfeurs en quête d'une expérience sportive mais aussi mystique, relève le magazine **Expresso**, parti à leur rencontre. Un reportage à retrouver dans notre édition Week-end.

**L'horoscope de Rob Brezsny** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

## NOUVEAU HORS-SÉRIE

**Des hauts et pas mal de bas : pour la presse internationale, la société française semble bien souvent au bord de la crise de nerfs. Mais elle est aussi capable de partager des moments de joie et de construire son avenir.**



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**Courrier international**

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international  
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

## Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de **237,20 €\***  
 **1 AN** (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **175 €** au lieu de **290,60 €\***

Monsieur  Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>  
 ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.  
 Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international.  Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.  
 Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sorties de données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles-et-efficacite-a-notre-delegue-a-la-protection-des-donnees> au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@courrierinternational.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

**Courrier international**

## Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

## Votre abonnement à l'étranger :

**Belgique :** (32) 2 744 44 33  
 abonnements@sai.ppm.com  
**États-Unis/Canada :** (1) 800 363 1310  
 expressmag@expressmag.com  
**Suisse :** (41) 022 860 84 01  
 abonne@edigroup.ch



**Courrier international**

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €  
**Actionnaire :** La Société éditrice du Monde

**Président du directoire, directeur de la publication :** François-Xavier Devaux  
**Directrice de la rédaction, membre du directoire :** Claire Carrard  
**Conseil de surveillance :** Louis Dreyfus, président  
**Dépôt légal Mars 2025.** Commission paritaire n° 0727 C 82101.  
**ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France**

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [courrierdeslecteurs@courrierinternational.com](mailto:courrierdeslecteurs@courrierinternational.com) Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briland, Nicolas Coispel, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négro, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17/48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16/55), Laurence Habay (cheffe des services adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Benjamin Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutaeu (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavou (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engolan (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotekovets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 16/93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16/14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16/57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgan Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillauma (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16/39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandaki (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée), Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaya (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaëlle Boukandoura (Turquie), Philippe Misckowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de service, Économie, 16/47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16/15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béclot (chef de service, 17/32), Hugo Florent, Ouméma Nechi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (16/96)

SITE INTERNET Clain Pomarès, Nicolas Coispel, Mélanie Chenouard (chef de service), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Etienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cury-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16/51), Jean-Luc Majouret (16/42)

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minadier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17/35), Solal Abélès, Françoise Hérolé, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersson MAQUETTE Cécile Chemel (première maquette tître), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet ICONOGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17/37), Diane Perpère (16/08), Alizée Marchal (17/38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45/5) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malestherbes ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainley, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Étienne Bouche, Anne-Dominique Bouille, Maxime Bourdier, Barbara Bouyne, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Émilie Cochaud-Kaminski, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Éloïse Duval, Hélène Frédéric, Dorian Gallais, Daniel Golossov, Hélène Krum, Yousa Larbi Alami, Léo Maillard, Florian Mattern, Camille Milou Giradeau, Valentine Morizot, Benjamin Plet, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Maddalena de Vio, Laure Weil-Rabaud, Aruzhan Yeralyeva

PUBLICITÉ MP publicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 52 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cialdeila (élisabeth.cialdeila@mppublicite.fr, 3968) Directeur de la publicité David Delannoy Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mppublicite.fr) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steeve.dablin@mppublicite.fr, 3884)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16/06) Gestion Lucie Madalena (16/46) Droits Blandine Mosnat (16/52) Comptabilité et trésorerie (48/88 45/51) DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Lot Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (0157 28 32 20) Chef de produits Valentine Moreau (0157 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (chef de service), Louise Dugeai, Camille Lefai, Mynn-May Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 TÉL. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 03-065, is published weekly at \$1.00 per copy per week & issue Aug and Dec by Courrier International SA c/o Distribution Grid, ar 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International, PO Box 100, 8275, Avenue Marco Polo, Montreal, QC H2V 7A, Canada.



Origine du papier : Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eurofication : Pot - 0,0,03 g/kg/ tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Origine du papier : Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eurofication : Pot - 0,0,03 g/kg/ tonne de papier. Papier imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Ce numéro comporte un encart La croix posé en aléatoire sur certains abonnés France Métropolitaine



# Votre épargne est entre de bonnes mains



**CARAC**

## Carac Épargne Patrimoine une assurance vie à la hauteur de vos projets

**3,50%**

de rendement<sup>(1)</sup>  
servi en 2024  
sur le fonds en euros

**0%**

de frais<sup>(2)</sup>  
sur l'ensemble  
de vos versements

**Jusqu'à 1 000€**

abondés<sup>(3)</sup>  
du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2025  
Offre soumise à conditions

Les rendements passés ne préjugent pas des rendements futurs.

Carac Épargne Patrimoine est un contrat d'assurance sur la vie, individuel, multisupports à versements libres, libellé en euros et en unités de compte.

Les montants investis sur les supports en unités de compte ne sont pas garantis mais sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers et immobiliers. La Carac s'engage sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur. Le risque financier de moins-value est donc supporté par l'adhérent.

(1) Taux net de frais de gestion et brut de prélèvements sociaux sur le contrat Carac Épargne Patrimoine. Les rendements passés ne préjugent pas des rendements futurs. Ce taux s'applique aux garanties en cours au 31 décembre de l'exercice concerné. Il ne s'applique pas en cas de décès ou de rachat au cours de l'exercice concerné.

(2) Frais de gestion appliqués sur l'épargne gérée : 0,90 % sur le support « Sécurité » libellé en euros et de 0,90 % à 1 % sur les supports libellés en unités de compte, selon les modalités précisées dans le règlement mutualiste.

(3) Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2025, la Carac propose une offre promotionnelle de bienvenue. Pour tout nouvel adhérent souscrivant à Carac Épargne Patrimoine, la Carac offre sous forme d'abondement : 50 € si le versement initial est supérieur ou égal à 2000 € et inférieur à 10 000 €, 100 € si le versement initial est supérieur ou égal à 10 000 € et inférieur à 50 000 €, 500 € si le versement initial est supérieur ou égal à 50 000 € et inférieur à 100 000 €, 1000 € si le versement initial est supérieur ou égal à 100 000 €.

Toutes les modalités et conditions des offres sont disponibles sur Carac.fr à l'adresse suivante : <https://www.carac.fr/operations-promotionnelles>

### Carac - Mutuelle d'épargne, de retraite et de prévoyance

Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité - SIREN : 775 691 165

Siège social : 159, Avenue Achille Peretti - CS 40091 - 92577 Neuilly-sur-Seine cedex

N° Cristal : 0 969 32 50 50 (Appel non surtaxé) - [www.carac.fr](http://www.carac.fr)

Contactez  
un conseiller

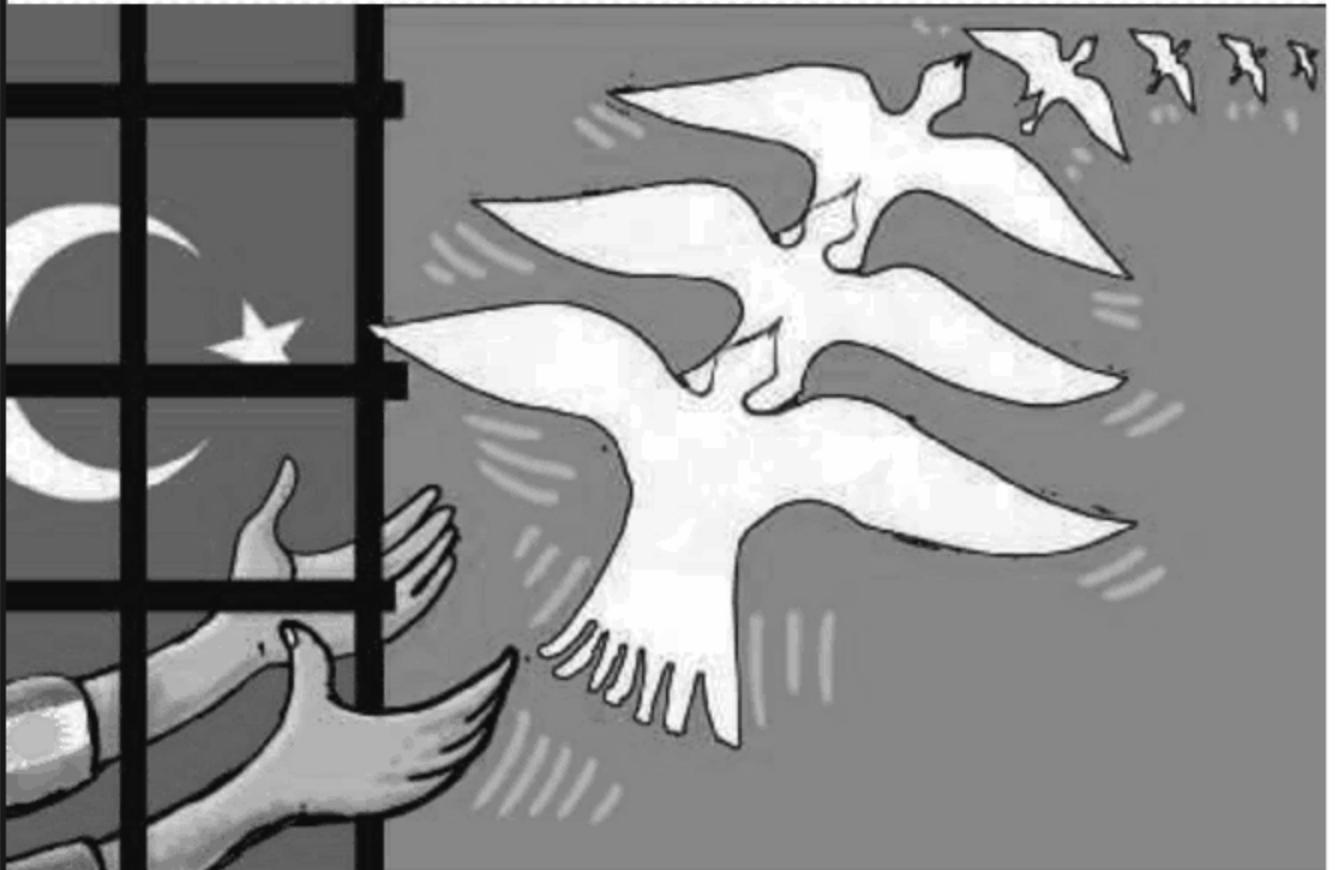
▶ N°Cristal 09 69 32 64 45

APPEL NON SURTAXÉ



[www.carac.fr](http://www.carac.fr)





## Turquie. Vers la fin du PKK ?

**Le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, a demandé, le 27 février, la dissolution du mouvement armé, après quatre décennies de guérilla. Un appel qui ouvre un processus incertain, souligne la presse turque.**

**L**e fondateur du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), Abdullah Öcalan, a appelé le 27 février à déposer les armes et à dissoudre l'organisation. Deux jours plus tard, la guérilla repliée dans les montagnes irakiennes annonçait un cessez-le-feu avec effet immédiat, rapporte le média **Diken**. Âgé de 75 ans, Abdullah Öcalan est détenu depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul.

Après quatre décennies de guérilla, ces annonces ont été accueillies avec espoir et circonspection. «*Bien sûr que je veux la paix, je suis une mère, comment pourrais-je ne pas l'espérer?*» témoigne sur la grande place de Diyarbakir une femme kurde, citée par **Bianet**. À Diyarbakir et Van, les deux plus grandes villes kurdes de Turquie, l'appel d'Abdullah Öcalan a été lu par des responsables du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM), le principal parti prokurde de Turquie, qui avaient été autorisés à lui rendre visite en prison dans la matinée.

Dans la foule, constatait **Bianet**, la surprise a rapidement laissé la place aux larmes. Certains des habitants présents disaient espérer que cette déclaration

débouche sur la libération des prisonniers du PKK, mais aussi des prisonniers politiques kurdes dans leur ensemble, et sur le retour des combattants dans leurs familles. Mais ils appelaient à une «*paix honorable*», craignant des conditions défavorables pour les Kurdes.

Créé autour de revendications politiques de gauche et de demandes de droits culturels pour la minorité kurde du pays (20 % de la population), le PKK s'est lancé en 1984 dans une guerre contre l'Etat turc. Au cours de ces années de lutte, plus de 50 000 personnes ont péri. En plus d'appeler à déposer les armes, le fondateur du PKK semble, dans son texte, renoncer à toutes ses revendications, notamment la possibilité d'une fédération ou d'une certaine autonomie régionale pour les Kurdes de Turquie.

«*Plus qu'un texte de négociations avec l'Etat, ce message peut-être interprété comme une reddition officielle*», analyse le journaliste Murat Yetkin sur son blog. En l'absence de détails sur les contreparties éventuelles et les garanties données par l'Etat turc, il reste à voir au cours des prochains mois quelles seront les décisions de la direction du PKK. Dans une note qu'il a transmise oralement à la délégation qui lui a rendu

✓ Dessin de Hassan Bleibel,  
Liban.

visite, le fondateur du PKK a néanmoins précisé que «*l'abandon des armes et la dissolution seront liés à des progrès démocratiques et juridiques*», souligne le quotidien de gauche **Evrensel**.

«*Tant qu'ils n'abandonnent pas les armes, ils ne doivent pas oublier que, s'ils refusent, nous disposons d'autres moyens pour anéantir le terrorisme*», menace de son côté le quotidien progouvernemental **Türkiye**. Et de fait, rapporte **Diken**, l'armée turque a bombardé le 2 mars des positions tenues par la guérilla kurde en Irak et les forces des YPG, la branche syrienne du PKK, près du barrage de Tichrine, sur le fleuve Euphrate, où des mercenaires pro-Ankara affrontent sans succès les forces kurdes depuis des mois.

Cet appel à faire taire les armes intervient, en outre, dans un contexte de répression accrue contre le mouvement démocratique kurde. Des centaines d'arrestations ont été conduites ces derniers mois dans les rangs du DEM et de ses alliés de gauche. Les personnes ciblées sont accusées de «*propagande*» ou d'*«appartenance*» à une «*organisation terroriste*». C'est sous de telles accusations qu'ont été démis de nombreux maires de villes à majorité kurde. C'est notamment le cas à Van. Ceux qui ont manifesté contre cette décision ont été réprimés par les forces de l'ordre, et les autorités ont interdit, le 28 février, tout rassemblement pendant deux semaines, rapporte l'hebdomadaire **Gazete Oksijen**.

Mais alors, pourquoi déposer les armes maintenant? Le PKK serait terriblement affaibli et n'aurait d'autre choix. Voilà des années que l'armée turque, dotée de moyens de plus en plus sophistiqués, le combat sans relâche. L'annonce d'Abdullah Öcalan pourrait aussi avoir pour objectif d'empêcher une vaste offensive militaire turque contre les Kurdes de Syrie. Pour le président

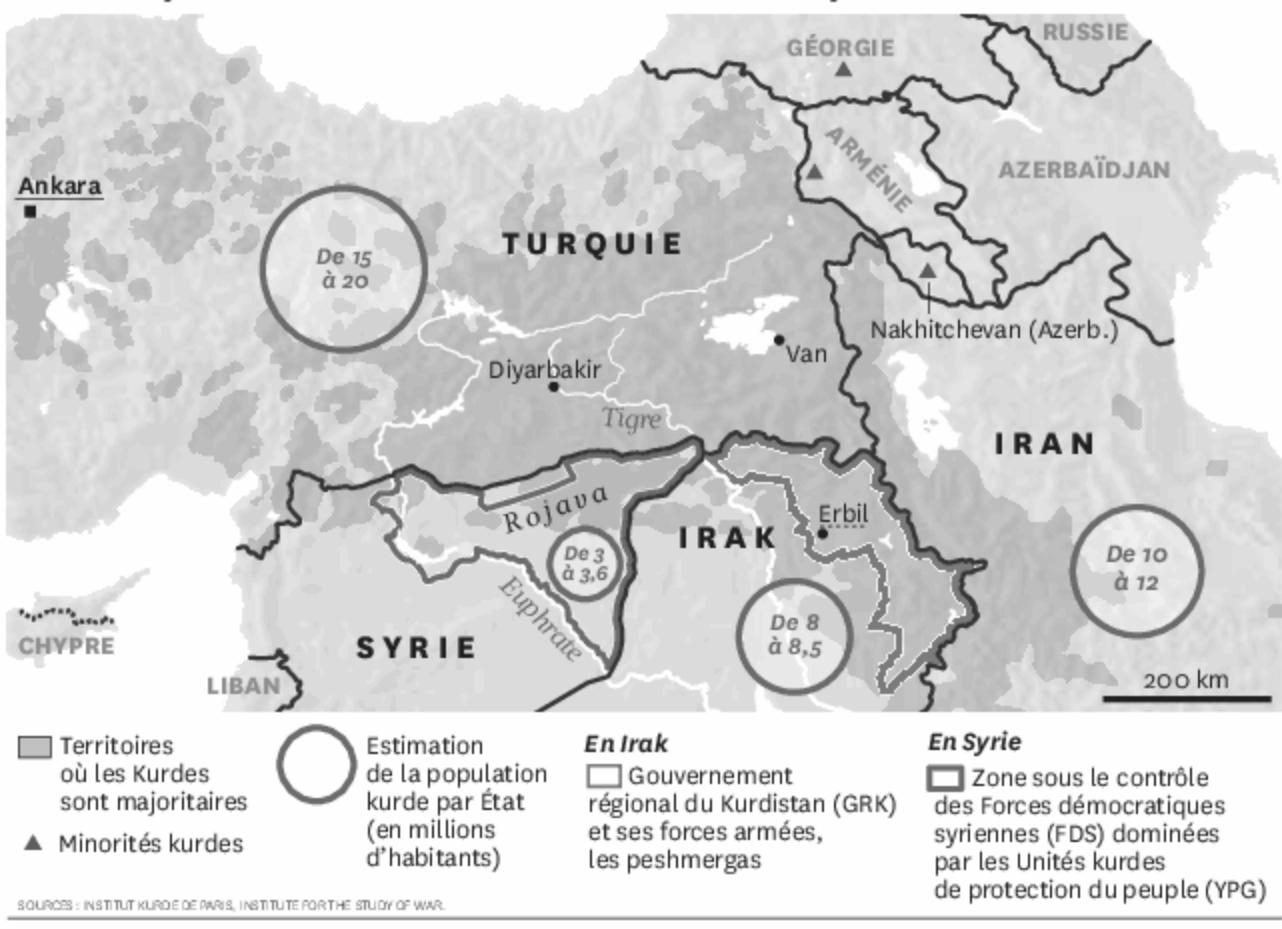
Recep Tayyip Erdogan, les avantages qu'il pourrait tirer d'un tel accord semblent évidents, note le quotidien **Birgün**. Sa popularité pourrait s'en trouver renforcée. Mais surtout, déplore le journal de gauche, il pourrait vouloir conclure un accord avec les députés kurdes en vue d'amender la Constitution pour lui permettre de briguer un nouveau mandat. «*Ce genre de marchandise opportuniste, d'alliance avec le fascisme, est une erreur historique.*»

— **Courrier international**

### Des implications régionales

●●● Quelque 40 millions de Kurdes vivent à cheval sur quatre pays. Le président du Kurdistan irakien (GRK), Nechirvan Barzani, a salué l'initiative d'Abdullah Öcalan, note le média kurde irakien **Rudaw**. En Syrie, Mazloum Abdi, commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition dominée par la milice kurde des YPG, a lui aussi exprimé sa satisfaction, tout en précisant que l'appel d'Abdullah Öcalan «concerne le PKK, pas notre région», rapporte **Bianet**. En d'autres termes, «les FDS continuent de tenir tête au nouveau président syrien par intérim, qui exige l'intégration des forces kurdes syriennes à la nouvelle armée nationale syrienne et le transfert du contrôle des réserves d'hydrocarbures, nombreuses dans la région contrôlée par les forces kurdes, à Damas», conclut pour sa part **L'Orient-Le Jour**.

### Près de 40 millions de Kurdes écartelés entre 4 États



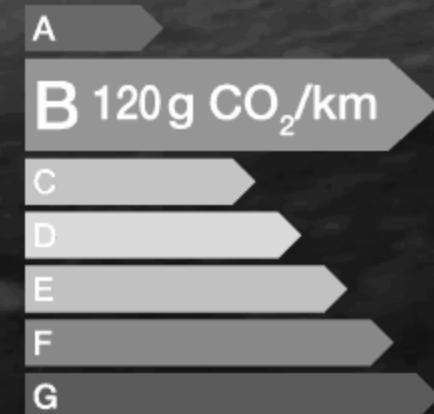
# NOUVEAU CITROËN C3 AIRCROSS

## IMPOSSIBLE DE RÉSISTER AU CONFORT



À PARTIR DE  
**19 700€<sup>(1)</sup>**

Jusqu'à  
**8 ans de**  
garantie  
Citroën, We Care



Modèle présenté : Nouveau C3 Aircross Hybride 136ch MAX, boîte automatique avec option teinte Vert Montana et toit bi-ton Blanc Opale (**28 500€**). (1) Exemple pour l'achat d'un Nouveau C3 Aircross YOU Turbo 100ch neuf à partir de **19 700€**, hors option. Montants exprimés TTC. Offre valable jusqu'au **31/03/25** réservée aux personnes physiques, pour un usage privé, dans le réseau Citroën participant. Citroën We Care : détails sur [citroen.fr](#).



CITROËN

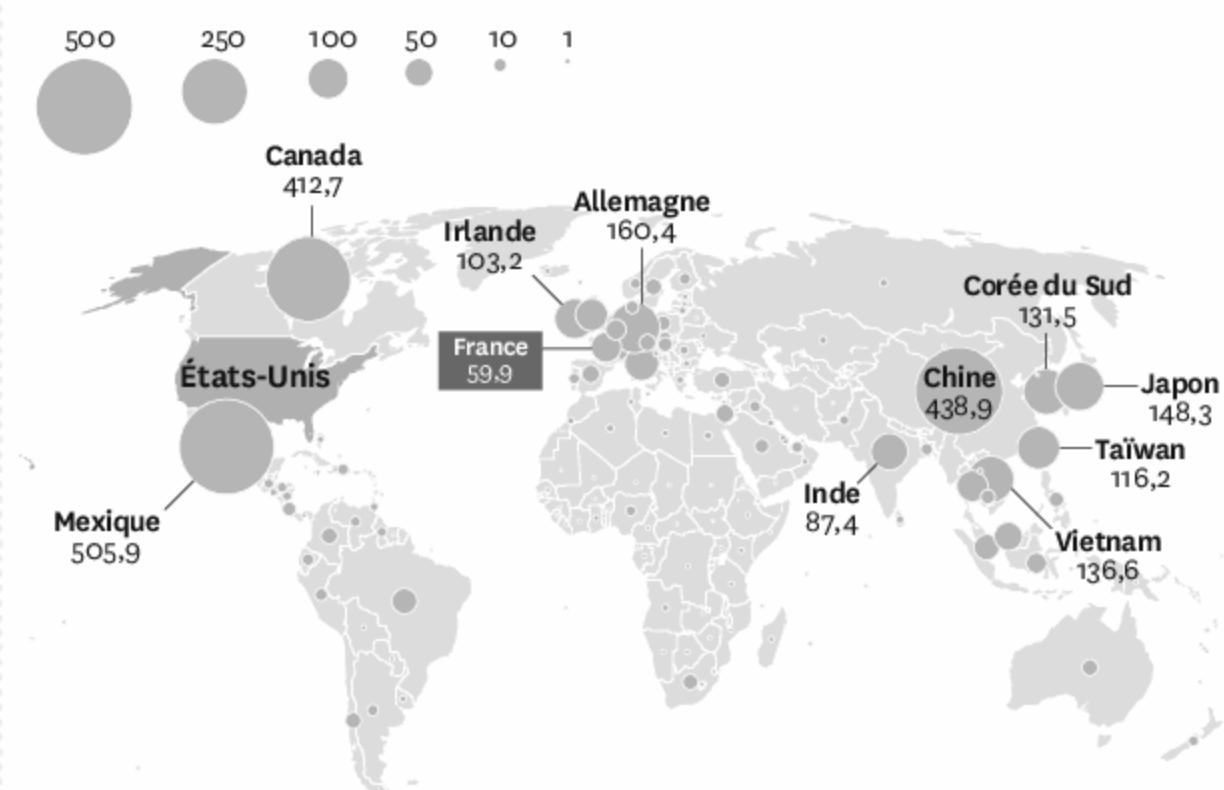
Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer

L'INFOGRAPHIE  
DE LA SEMAINE

## La guerre commerciale est déclarée

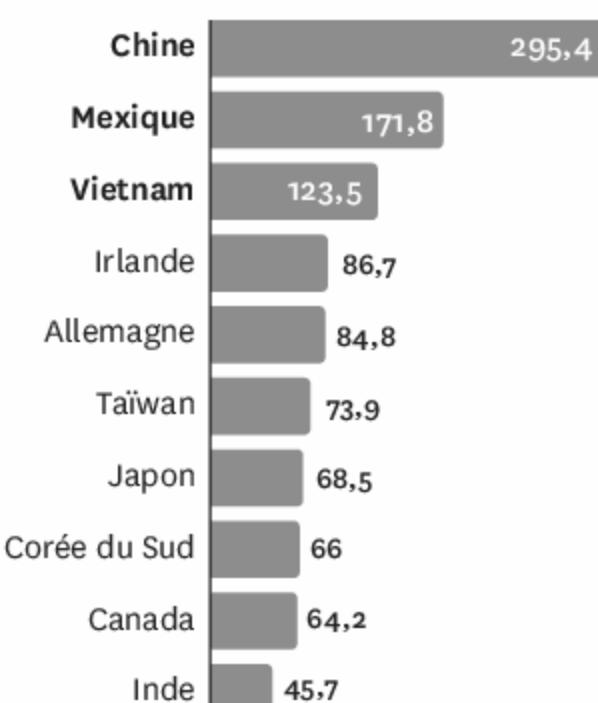
### Les plus gros exportateurs vers les États-Unis

Valeur des biens exportés en 2024 (en milliards de dollars)



SOURCES : "THE GUARDIAN", INTERNATIONAL TRADE ADMINISTRATION.

Top 10 des pays qui ont le plus gros excédent commercial avec les États-Unis (en milliards de dollars)



SOURCE : "THE GUARDIAN"

**ÉCONOMIE** — “Il l'a fait”, lance **The Economist** le 4 mars alors que, dans la nuit, Donald Trump a confirmé l'entrée en vigueur de droits de douane de 25 % sur les produits canadiens et mexicains entrant aux États-Unis. “Pour faire bonne mesure, il a ajouté 10 % de droits de douane supplémentaires sur les produits chinois, en plus de la taxe de 10 % imposée le mois dernier.” Les trois pays ont aussitôt annoncé qu'ils allaient répliquer. En 2024, ils ont été les principaux pays exportateurs vers les États-Unis (40 % du total), avec chacun plus de 400 milliards de dollars de produits exportés. Viennent ensuite les alliés européens et asiatiques (Allemagne, Japon, Corée du Sud et Vietnam), qui, eux aussi, craignent d'être visés par la politique protectionniste du président américain.

## Mariage de raison



**AUTRICHE** — Après plusieurs mois de négociations entre les différents partis politiques, un accord de coalition sans le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), pourtant sorti vainqueur des élections de septembre, a été trouvé le 27 février. “*Austria 3: le mariage de raison*”, est-il écrit sur le vinyle qui s'affiche à la une du quotidien **Kleine Zeitung**, en référence à un groupe de pop rock autrichien. En arrière-plan, les membres de la nouvelle coalition : les présidents du Parti social-démocrate autrichien (SPÖ), Andreas Babler, du Parti populaire autrichien (ÖVP),

Christian Stocker, et du parti libéral Neos, Beate Meinl-Reisinger. Le 3 mars, Christian Stocker est officiellement devenu le nouveau chancelier. Une politique d'austérité est annoncée. Le journal de Graz rappelle que le pays compte économiser 6,3 milliards d'euros cette année, et plus de 8 milliards en 2026.

### Accord minimaliste

**COP16** — Trois mois après l'échec des négociations de Cali, en Colombie, et après trois jours d'intenses discussions, 150 pays réunis à Rome se sont finalement mis d'accord le 28 février sur une stratégie pour mobiliser 200 milliards de dollars par an de 2025 à 2030. “Il existe enfin un chemin commun, tracé pour tenter

de protéger la biodiversité planétaire”, applaudit **La Repubblica**. Certains considèrent cependant qu'il s'agit d'un accord au rabais, car ce montant annuel est jugé insuffisant pour protéger la biodiversité mondiale. “Mais c'est tout de même un premier pas”, admet le journal romain.

# 31%

**DES MOINS DE 25 ANS SERONT OBÈSES DANS LE MONDE EN 2050**, selon des prévisions publiées par **The Lancet** le 4 mars. L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, d'une part, et l'Amérique latine et les Caraïbes, d'autre part, hébergeront alors un tiers des 746 millions de jeunes obèses. L'explosion du surpoids extrême observée depuis trente ans se poursuit donc, faisant peser un lourd fardeau sur les systèmes de santé.

## Skype, c'est fini

**INTERNET** — “Microsoft ferme Skype, le pionnier de la téléphonie et de la visiophonie sur Internet, qui fut le principal moyen de rester connecté au milieu des années 2000”, annonce **CNN** le 28 février. Le service sera débranché le 5 mai. Il y a quatorze ans, le géant américain du numérique avait pourtant déboursé 8,5 milliards de dollars pour “ce qui constituait alors la plus grande acquisition jamais réalisée par l'entreprise”. Né en 2003 en Estonie, Skype “s'était rapidement imposé comme le moyen de passer des appels gratuits dans le monde entier”. Mais sa popularité avait faibli, malgré la pandémie de Covid-19 qui avait vu les appels en visio exploser, mais avait davantage profité à des “services concurrents, comme Google Meet et Zoom”. Skype a également souffert de la notoriété grandissante de FaceTime (Apple) et de WhatsApp (Meta). “Mais, si Skype disparaît, les souvenirs qu'il évoque – sans même parler de sa sonnerie merveilleusement étrange – resteront gravés dans nos mémoires pendant des années”, s'émeut **The Verge**.

## Un baiser de vie



**GRÈCE** — “De l'oxygène !” s'exclame à la une de son édition du week-end, le 1<sup>er</sup> mars, le quotidien **Efimerida**

Ton **Syntakton** (Efsyn), au lendemain des “plus grands rassemblements de l'histoire du pays”. Deux ans après l'accident ferroviaire de Tempi, qui avait causé la mort de 57 personnes, plusieurs millions de manifestants ont défilé dans les rues d'Athènes, de Thessalonique et de nombreuses autres villes. Ils ont réclamé justice alors que l'enquête piétine et que les autorités sont accusées de dissimulation. “Le peuple revient au premier plan de la vie politique, se félicite le quotidien de gauche. Dans une démocratie qui perd chaque jour son oxygène, les citoyens ont donné un baiser de vie.”

✓ Dessin de Kichka  
paru dans i24News, Tel-Aviv.



## Israël. La politique prime sur les otages

Pour maintenir sa coalition à flot, Benyamin Nétanyahou refuse d'entamer les négociations sur la deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu avec le Hamas, déplore ce journal de gauche.

—Ha'aretz (Tel-Aviv)

**S**ur ordre du Premier ministre Benyamin Nétanyahou, l'armée a fermé dimanche [2 mars] tous les points de passage vers la bande de Gaza et empêché l'aide humanitaire d'entrer dans l'enclave. Cette mesure était justifiée officiellement par le rejet par le Hamas de la "proposition Witkoff", qu'Israël a acceptée.

Cette proposition, présentée par l'envoyé spécial du président américain Steve Witkoff, prévoit un cessez-le-feu temporaire pendant le Ramadan et la Pâque juive. La moitié des otages seraient libérés le premier jour de sa mise en œuvre et le reste plus tard



ÉDITO

— en cas d'accord sur un cessez-le-feu permanent. Or si cette proposition a vu le jour, c'est parce que Nétanyahou a refusé de procéder à la deuxième phase de l'accord original pour le retour des otages, qu'Israël avait pourtant signé.

D'après ce texte, le retour des otages était conditionné à la fin de la guerre et au retrait total de l'armée israélienne de Gaza. Or Nétanyahou n'est pas disposé à proclamer la fin de la guerre ni à annoncer un retrait de Gaza, et ce pour une raison qui n'a rien à voir avec les otages ni même avec les nécessités de la guerre. Elle n'a aucun rapport non plus avec le comportement méprisable du Hamas lors de la mise en œuvre de la première phase de l'accord — il a remis le corps d'une Palestinienne et non celui de Shiri Bibas et organisé des cérémonies humiliante les otages et les exposant dangereusement à une foule en colère.

Non, derrière le refus de Nétanyahou figure son souci de maintenir en vie son gouvernement. Il a donc accepté ce nouveau demi-plan, qui occultera ses engagements précédents et rebattra les cartes des négociations, afin de gagner du temps, du temps qui prolongera la vie de son cabinet mais écourtera celle des otages. C'est également pour cela qu'il a suspendu l'aide humanitaire à Gaza, en violation de l'accord original.

Les familles des otages sont furieuses, et ce à juste titre. Elles comprennent que Nétanyahou est accapré par la politique intérieure et que sa priorité, c'est le ministre des Finances [d'extrême droite] Bezalel Smotrich, et non les otages et leurs familles. Elles comprennent également que la suspension de l'aide humanitaire à

Gaza a pour but d'apaiser l'extrême droite et que le gouvernement espère que l'administration Trump gobera l'argument selon lequel le rejet de la proposition Witkoff est à mettre sur le compte du Hamas.

"Nétanyahou a procédé à un assassinat ciblé de l'accord, a lancé Einav Zangauker [la mère d'un otage] ce week-end. La crise qui frappe désormais les négociations a été créée de toutes pièces par Nétanyahou. Il y a un plan qui pourrait être mené à bien demain matin : mettre fin à la guerre et les ramener tous [les otages] au pays en une seule fois." Elle a raison. Nétanyahou a simplement décidé de ne pas entamer de négociations sur un cessez-le-feu permanent.

Les négociations sur la deuxième phase, qui devaient commencer au seizième jour de la première phase, n'ont pas eu lieu. La première phase est maintenant terminée et il reste 59 otages à Gaza, dont 24 sont toujours en vie. Ce n'est pas en prolongeant la première phase qu'on va les ramener au pays, mais en passant à la deuxième — c'est-à-dire en mettant fin à la guerre et en se retirant de Gaza, conformément à l'accord, au lieu d'affamer tout le monde à Gaza, y compris les otages.—

Publié le 3 mars

## Attaque au couteau

●●● Le 3 mars, un Israélien druze de 20 ans récemment rentré de l'étranger "s'est livré à une orgie de violence en commençant par poignarder les passagers d'un bus avant de sortir à la gare centrale de Haïfa, où il a continué ses attaques jusqu'à ce qu'il soit abattu", décrit le **Yediot Acharonot**. Un homme de 70 ans a succombé à ses blessures et quatre autres personnes ont été blessées. Les autorités israéliennes ont qualifié cette attaque d'"attentat terroriste", le premier mortel depuis le début de la trêve dans la bande de Gaza, le 19 janvier. Le Hamas a affirmé qu'il s'agissait d'une "réponse aux crimes de l'occupation en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem", indique **Ha'aretz**. Le suspect souffrirait de troubles psychologiques.

Du grand cinéma chinois. A couper le souffle.  
V.O.  
Un film d'une fascinante beauté.  
LE NOUVEL OBS



FESTIVAL DE CANNES  
PRIX UN CERTAIN REGARD

# BLACK DOG

UN FILM DE GUAN HU



狗牌

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

**à la une**

# UKRAINE LA PAIX À QUEL PRIX?



L'annonce de la suspension de l'aide militaire américaine, trois jours après la brouille spectaculaire entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky dans le Bureau ovale, met l'Ukraine au pied du mur. Les Européens pourront-ils, seuls, prendre la relève face à Poutine ? Rien n'est moins sûr. La paix, si paix il y a, se fera aux conditions des Américains et des Russes. Le rapprochement entre Washington et Moscou oblige en outre l'Europe à repenser sa défense. Mais n'est-il pas trop tard ? Les analyses de la presse étrangère.

# À Londres, les Européens pris entre deux feux

**Les dirigeants des grandes puissances du continent ont tenté, le 2 mars, de sauver les meubles après l'altercation entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky. Objectif : se montrer proactif sur le processus de paix, sans s'aliéner le président américain. Périlleux.**

— Financial Times (Londres)

**A** Lancaster House, cette demeure du XIX<sup>e</sup> siècle voisine du palais de Buckingham, c'était ce week-end l'heure de vérité pour l'Europe, dont les grandes puissances s'étaient réunies pour tenter de sauver ce qui peut l'être de l'ordre mondial post-1945.

Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, et le président français, Emmanuel Macron, ont formulé, de concert, un message clair : l'Europe doit prouver à Donald Trump que, face à la crise qu'elle vit, elle fait partie de la solution, pas du problème.

Comme le résumait un proche de Starmer avant le sommet du dimanche 2 mars, il n'y a pas d'autre choix que de se rabibocher avec la Maison-Blanche : « Le Premier ministre va rassembler les Européens pour s'assurer poliment qu'ils ont bien compris qu'il n'y a qu'une négociation qui vaille aujourd'hui, et c'est celle du président Trump. »

Passant en revue les ravages diplomatiques laissés par la terrible altercation dans le Bureau ovale entre Trump et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, Starmer et Macron n'ont laissé aucun doute dimanche : l'Europe doit intervenir pour tenter de préserver l'idée d'une paix négociée en Ukraine.

**“Il est très, très important que nous évitions le risque d'une division de l'Occident”.**

**Giorgia Meloni,**  
PREMIÈRE MINISTRE ITALIENNE

Pour Starmer, cela signifie que le Royaume-Uni et la France devront travailler avec Zelensky sur les contours d'un accord de paix au-delà de la trêve, pour l'Ukraine, puis aller présenter ce plan européen à Trump, en se posant en médiateurs dans la relation toxique qui s'est établie entre Kiev et Washington.

Keir Starmer a rappelé encore une fois dimanche qu'aucun accord final ne pourrait se faire sans l'Ukraine, en particulier sur le tracé de la « ligne » de cessez-le-feu entre ce pays et la Russie, mais que, en attendant, c'est l'Europe qui mènera les discussions diplomatiques pour le compte de Kiev.

Cette tâche délicate, sinon impossible, revient donc à trois dirigeants européens, ceux avec qui Trump semble entretenir les meilleures relations actuellement : Starmer et Macron, qui se sont rendus à Washington la semaine dernière, et la Première ministre italienne, Giorgia Meloni.

« Il est très, très important que nous évitions le risque d'une division de l'Occident », a estimé Meloni auprès de Starmer lors d'une rencontre bilatérale qui s'est tenue à Downing Street avant le sommet de Lancaster House.

La perspective d'une rupture définitive entre l'Europe et les États-Unis réjouit déjà le Kremlin. Dmitri Peskov, porte-parole du président Vladimir Poutine, a salué l'administration Trump pour « avoir changé de façon spectaculaire toutes les configurations de sa politique étrangère » et s'être rapprochée de la vision que se fait Moscou de son invasion de l'Ukraine.

**Sérieux avertissement.** La position de Trump « coïncide largement avec notre vision », a déclaré Peskov à la télévision, ajoutant qu'il était jusque-là « inimaginable » que les États-Unis et la Russie votent ensemble à l'ONU [comme cela s'est produit le 24 février] une résolution ne faisant pas porter à Moscou la responsabilité du conflit.

La rupture transatlantique est, de fait, un véritable danger dont la menace planait sur Lancaster House, malgré le soleil printanier qui régnait sur Londres. Comme pour appuyer là où ça fait mal, Elon Musk, le Monsieur Dégraissage de Trump, citait sur son réseau social X un commentateur politique américain estimant qu'il était « temps de sortir de l'Otan et des Nations unies ». « Je suis d'accord », a répondu le milliardaire.

Starmer et Macron se sont mis en quatre pour offrir à Zelensky l'accolade diplomatique, au sens figuré comme au sens propre, ainsi que l'ont montré les images à Downing Street samedi. Le roi Charles a également reçu le président ukrainien dimanche.

Mais au-delà des embrassades, un sérieux avertissement a été lancé au dirigeant ukrainien : il ne peut y avoir de paix durable sans la Maison-Blanche, aussi Zelensky doit-il rouvrir le dialogue avec Trump et signer l'accord qui donnera aux Américains des droits sur les ressources minières ukrainiennes.

← Illustration de Doug Chayka parue dans Foreign Policy, Washington.

## Dernière minute

### Trump suspend l'aide militaire à l'Ukraine

●●● Le président américain a ordonné le 3 mars une « pause » dans l'aide militaire des États-Unis à l'Ukraine. Selon **The Washington Post**, la décision a été prise lors d'une réunion lundi à la Maison-Blanche, trois jours après la désastreuse entrevue entre le président américain et son homologue ukrainien. Pour **CNN**, cela « représente le signe le plus concret de la détérioration des relations » entre Kiev et Washington depuis l'arrivée au pouvoir du milliardaire. La décision de l'administration républicaine « oblige Zelensky à accepter un cessez-le-feu selon les conditions dictées par Trump, sous peine de condamner le pays à des pertes encore plus lourdes sur le champ de bataille », note **The New York Times**.

## Opinion

### LA PLACE RETROUVÉE DU ROYAUME-UNI

Oubliées, les bisbilles autour des importations de saucisses. Éclipsés, les mots doux échangés entre Londres et Bruxelles, ces dernières années. « Le Brexit n'a plus aucune valeur dans le contexte actuel », tranche **The Daily Telegraph**. « Le nouvel ordre européen se bâtit devant nos yeux, avec à l'avant-poste les Britanniques, les Français et les Allemands, une fois que Friedrich Merz aura pris ses fonctions », assure le quotidien eurosceptique, heureux « de voir le Royaume-Uni reprendre une place de premier plan » au cœur des affaires du continent.

« Dans le sillage du douloureux divorce d'avec l'UE, le pays s'était auto-éclipsé de la scène internationale, développe le journaliste James Crisp. En tout et pour tout, il aura donc fallu presque dix ans, après le référendum de 2016, pour que le pays, recroqueillé dans une position défensive en matière de politique étrangère, se lève de nouveau. »

### Zelensky pour une trêve

●●● Dans un communiqué publié sur X le 4 mars, le président ukrainien a proposé une trêve dans le ciel et une trêve maritime, « si la Russie fait de même ». Volodymyr Zelensky se dit prêt à signer un accord sur les minéraux et la sécurité avec les États-Unis et à travailler sous le « leadership fort » de Donald Trump. Tout en admettant que sa rencontre du 28 février avec le président américain « ne s'[était] pas déroulée comme prévu », il a réitéré l'engagement de l'Ukraine en faveur de la paix et a remercié Trump et les États-Unis pour avoir fourni des lance-missiles Javelin, souligne **The Guardian**.

### 800 milliards d'euros pour réarmer l'UE

●●● C'est la somme qu'ambitionne de mobiliser la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui a présenté, mardi 4 mars à Bruxelles, son plan de réarmement de l'Union. « Après des décennies de sous-investissement, von der Leyen a déclaré que l'UE envisageait d'activer un mécanisme qui permettrait aux pays d'utiliser leurs budgets nationaux pour dépenser 650 milliards d'euros supplémentaires pour la défense sur quatre ans, sans déclencher de pénalités budgétaires », détaille le média économique américain **Bloomberg**. Un montant auquel s'ajoutent 150 milliards d'euros de prêts mis à disposition des États membres.

11 ← Au téléphone la veille du sommet, Starmer s'est démené, à en croire des responsables britanniques, pour assurer à Trump que le sommet de Lancaster House n'était en aucun cas organisé pour permettre à l'Europe de se liguer contre lui. «La priorité du Premier ministre est de tout faire pour défendre l'Ukraine», a déclaré un représentant britannique. Cela signifie que les États-Unis doivent être partie prenante. Il faut réparer la relation [entre Kiev et Washington] et revenir à l'accord sur les minerais.»

Selon plusieurs diplomates européens, Starmer, Macron et Meloni partagent également l'idée qu'ils devront prendre la tête des initiatives diplomatiques visant à préserver les garanties de sécurité américaines, non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour tout le continent européen.

**Sommet Europe-États-Unis ?** Starmer et Macron ont aussi promis une force de soutien franco-britannique en cas de trêve et appellent d'autres pays européens à les rejoindre au sein d'une «coalition des bonnes volontés». Pour l'heure, les candidats ne se bousculent pas.

Selon des sources britanniques, les deux dirigeants ont toutefois clairement indiqué qu'une telle force était condamnée à l'échec si les États-Unis leur refusaient un «filet de sécurité» – à savoir une couverture aérienne ainsi que des moyens de surveillance pour protéger les troupes européennes au sol.

Le Premier ministre britannique a souligné le danger d'un mauvais accord avec Poutine, rappelant l'échec des accords de Minsk sur l'Ukraine, signés en 2014 et 2015. «Nous ne pouvons accepter un accord faible que la Russie peut violer sans difficulté, comme ceux de Minsk», a déclaré Starmer.

## Toute rupture avec Trump pourrait encore réduire l'engagement des États-Unis dans la défense collective des pays de l'Otan.

De son côté, Donald Trump n'a donné aucun signe laissant penser qu'il était prêt à apporter son soutien à un accord. Les promesses européennes de réarmement arrivent peut-être trop tard – cela fait presque dix ans que Washington demande aux Européens de ne plus seulement s'abriter sous le parapluie américain.

Jeudi 27 février, à Washington, Trump a expliqué à Starmer que la présence d'entreprises et de personnels américains en Ukraine – pour exploiter les richesses minières du pays – devrait, selon lui, suffire à dissuader Poutine de toute nouvelle attaque.

N'ayant peut-être guère d'autre choix, l'Europe s'efforce à présent de limiter les dégâts. «Nous devons tout faire pour maintenir des liens transatlantiques forts», a écrit le président lituanien, Gitanas Nausėda, dans un message posté sur X après un appel vidéo avec Starmer et



## Russie-Ukraine : une décennie de conflit

### ❶ L'annexion de la Crimée et ❷ la guerre dans le Donbass

À la suite de la destitution du gouvernement ukrainien pro-russe, Moscou s'empare de la péninsule en février-mars 2014. Un mois plus tard, la Russie soutient les deux républiques séparatistes autoproclamées de Donetsk et Louhansk, dans le Donbass.

### ❸ Minsk II, fragiles accords

Avec l'implication de la France, de l'Allemagne et de l'OSCE, des accords sont signés en Biélorussie en 2015, gelant le conflit dans l'est de l'Ukraine. Kiev et Moscou divergent cependant dans leur interprétation des textes.

### ❹ L'invasion russe de février 2022

L'«opération militaire spéciale» russe se transforme en une longue guerre d'usure. Moscou aligne 400 000 soldats sur le front et contrôle environ 20 % du territoire ukrainien en février 2025.

### ❺ Le soutien américain remis en question : quelle paix sera possible ?

L'arrivée au pouvoir de Trump change radicalement la donne pour l'Ukraine. Alors qu'un rapprochement jusque-là improbable avec Moscou semble se dessiner pour les États-Unis, les alliés européens de Kiev s'interrogent sur la suite du conflit.



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

### En Tchéquie, des voitures aux armes, un nouveau moteur de l'industrie se dessine.

Dans un pays dépendant des exportations, en particulier dans le secteur de l'automobile, la perte de vitesse des constructeurs permet à l'industrie de l'armement, dont la croissance explose depuis trois ans, de capter une main-d'œuvre qualifiée, explique Martin Ehl dans le quotidien tchèque **Hospodarske Noviny**.

d'autres dirigeants des pays Baltes, dimanche matin. L'inquiétude monte dans les capitales européennes, notamment celles des pays de l'Est, les plus exposés à la menace russe et particulièrement dépendants de la protection américaine. Toute rupture avec Trump à propos de l'Ukraine pourrait encore réduire l'engagement des États-Unis dans la défense collective des pays de l'Otan.

Giorgia Meloni – une fervente alliée de Kiev, qui entretient de bonnes relations avec Trump – a évoqué plusieurs pistes pour limiter les dégâts de l'altercation dans le Bureau ovale. Elle a publiquement appelé à l'organisation immédiate d'un sommet Europe - États-Unis pour discuter ensemble de l'avenir de l'Ukraine et a eu une conversation téléphonique avec Donald Trump samedi soir.

L'Allemagne, l'Espagne et la Pologne font partie des pays qui ne se sont pas engagés à envoyer des troupes en Ukraine – alors que l'UE se prépare tout juste à augmenter ses dépenses militaires [voir encadré p. 11].

À Londres, un nombre croissant de voix estiment que les dirigeants européens doivent cesser de critiquer publiquement Trump pour ses attaques contre Zelensky et commencer à montrer à la Maison-Blanche qu'ils sont prêts à assumer la charge de leur propre sécurité. «Ce dont l'Ukraine a besoin aujourd'hui, c'est du beurre et des armes», résume un proche de Starmer. «Elle n'a pas besoin de gens qui tweetent et prennent des postures moralisatrices.»

Ce dimanche, on a beaucoup parlé à Lancaster House. Mais l'Europe sait à présent qu'elle doit surtout agir.

— **George Parker, Ben Hall et Anna Gross,**  
publié le 3 mars

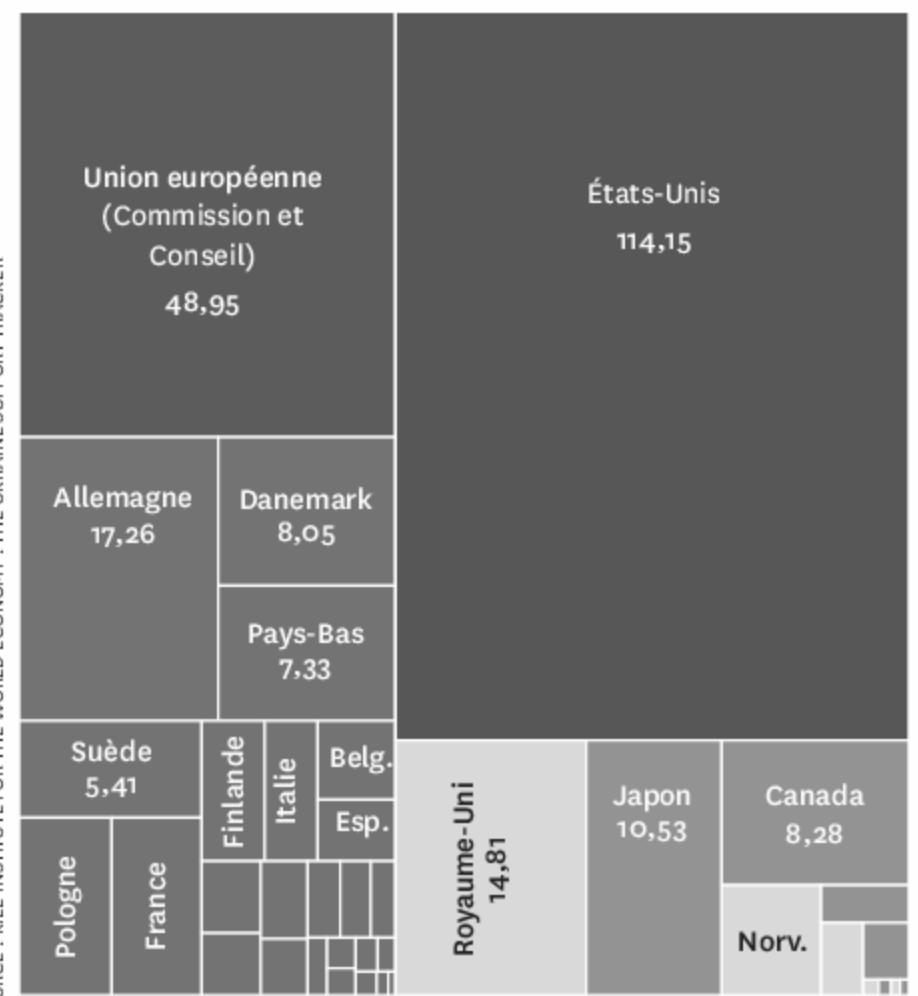
## Le retour de l'autonomie stratégique (et de Macron)

●●● «Sont-ils tous devenus gaullistes? s'étonne-t-on en France ces derniers jours», écrit **Stern**. Car ce qui était d'ordinaire considéré comme une position bien française semble désormais trouver un écho ailleurs, et en premier lieu à Berlin, explique l'hebdomadaire allemand : «L'autonomie stratégique : une Europe indépendante des États-Unis en matière de défense.»

En plein débat sur les dépenses militaires européennes, un parapluie nucléaire européen garanti par la France et le Royaume-Uni et le financement d'un effort de guerre en Ukraine, les idées du président français sont au cœur des discussions politiques du continent. «Emmanuel Macron se voit aujourd'hui en Europe comme un prophète qui n'a pas été entendu, comme celui qui avait tout vu venir», renchérit le **Tages-Anzeiger**, de Zurich. «Et il n'a pas tout à fait tort», admet le quotidien. «Le président français rayonne», note aussi **Le Temps**, en Suisse, qui observe que la crise sur l'Ukraine permet à Emmanuel Macron de retrouver du poids politique sur le plan intérieur. «Le choc provoqué par le revirement américain sur la question ukrainienne lui donne raison. Un débat [...] à l'Assemblée nationale l'a encore montré» lundi 3 mars, à Paris.

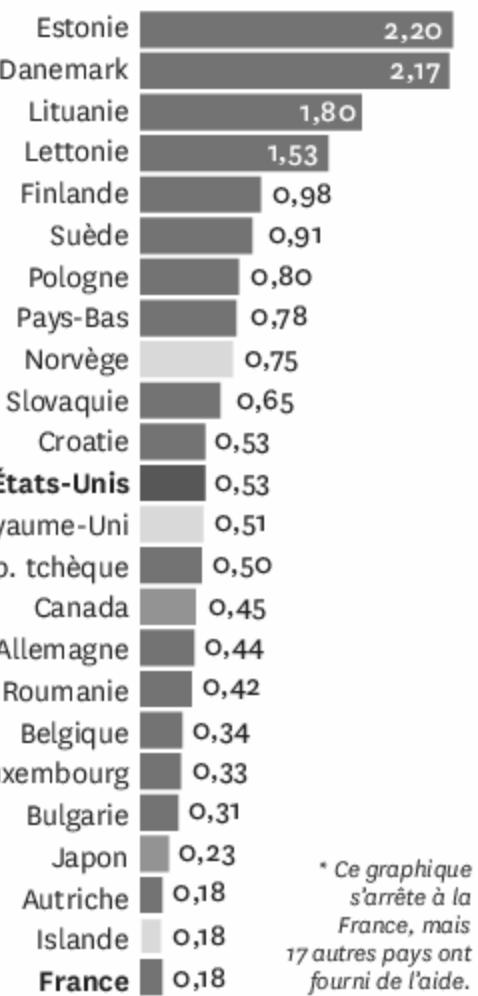
## L'Europe a donné plus que les États-Unis

Aides allouées à l'Ukraine entre le 24 janvier 2022 et le 31 décembre 2024, en milliards d'euros



SOURCE : KIEL INSTITUTE FOR THE WORLD ECONOMY : THE UKRAINE SUPPORT TRACKER

Aides allouées à l'Ukraine, en % du PIB (2021) du pays donneur\*



\* Ce graphique s'arrête à la France, mais 17 autres pays ont fourni de l'aide.

## À la une



### KIEV SOMMÉ DE PASSER À LA CAISSE

Un char portant la bannière américaine sort de l'Europe par la façade atlantique – et imprime à la façon d'une caisse enregistreuse une facture qui n'en finit plus. La une de l'édition du 3 mars du titre polonais **Wprost** est limpide : Donald Trump, le président américain, présente sa note. «Les

*300 milliards de dollars que les États-Unis auraient perdus [selon Trump] à cause de la guerre semblent jouer un rôle clé dans le récit de la Maison-Blanche*», relève l'hebdomadaire conservateur.

Mais le flou persiste sur la nature de cette dépense, qui varie «selon l'humeur de Trump», allant de «l'argent que les Américains auraient injecté pour aider l'Ukraine» aux «pertes subies par les entreprises américaines en raison des sanctions imposées à la Russie».

## COOPÉRER PLUTÔT QUE DÉPENSER ENCORE

**VU DE ROME** Le débat sur les dépenses militaires agite les Européens, mais l'urgence n'est pas tant de les augmenter que de mettre un terme à la «cacophonie stratégique» sur la défense, estiment ces deux économistes.

—Domani (Rome)

**L**a deuxième présidence Trump marquera-t-elle la fin de la relation entre les États-Unis et l'Europe telle que nous la connaissons jusqu'à présent? Analystes, universitaires et membres du personnel politique ne sont pas tous du même avis. Certains hauts responsables militaires doutent ainsi que l'on puisse encore parler d'alliance atlantique.

Le fait est que la double menace perçue, pointant à l'est comme à l'ouest, a plongé l'Europe dans la panique, tant au niveau des instances

institutionnelles que parmi les chefs d'État et de gouvernement les plus influents. Ce qui a déclenché une sorte de course au réarmement sans queue ni tête. Il convient tout d'abord de rappeler un certain nombre de faits. En matière de défense, la question n'est pas tant combien on dépense que comment on dépense.

Pour ce qui est du combien, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), en 2023 (en pleine guerre), la Russie a dépensé 109 milliards de dollars [104 milliards d'euros], tandis que les 27 pays de l'Union européenne consacraient à la défense 312 milliards de dollars [l'Agence européenne de défense donne, elle, le chiffre de 301 milliards de dollars] – chiffre qui passe à 396 milliards de dollars en comptant la contribution de la Norvège et du Royaume-Uni, membres de l'Otan. Les dépenses militaires des États-Unis s'élevaient à 916 milliards de dollars. Même en tenant compte du pouvoir d'achat du dollar moins élevé en Europe qu'en Russie, il apparaît clairement que les pays européens dépensent beaucoup plus que la Russie.

De même, les dépenses par habitant des pays d'Europe occidentale (y compris la Norvège et le Royaume-Uni) sont, en moyenne, supérieures à celles de la Russie. Les pays d'Europe de l'Est (Pologne, Slovaquie, Roumanie, etc.) affichent des dépenses par habitant nettement inférieures à celles de la Russie, bien qu'elles aient globalement augmenté, passant de 67,5 % des dépenses russes en 2019 à 70,4 % en 2023. La véritable anomalie vient des États-Unis qui, à eux seuls, ont consacré 1,5 fois plus par habitant que l'Europe, la Chine et la Russie réunies. L'histoire ne dit pas si les citoyens américains en ont conscience – et en sont satisfaits. Peut-être est-ce parce qu'ils

ne le sont plus que Trump a décidé de faire des économies sur le dos de l'Europe.

Cela étant, nous reconnaissions volontiers qu'il est grand temps que l'Europe prenne en main sa propre défense. Il ne s'agit pas forcément de dépenser davantage, individuellement et collectivement. Mais bel et bien de mettre un terme à la fragmentation des achats par les États membres, aux doublons et à la cacophonie stratégique qui rendent nos systèmes de défense pléthoriques et inadaptés à l'échelle de chaque pays et de l'Europe dans son ensemble, nous condamnant à une dépendance stratégique vis-à-vis des États-Unis.

**Pain et canons.** Il y avait trois voies possibles. Et c'est la pire qui a été choisie. La première, qui était à notre sens la meilleure, consistait à créer une Europe de la défense «nouvelle génération», en recourant, au besoin, à la possibilité de coopération renforcée prévue par le traité de Lisbonne. Établir un fonds commun spécial et – vous pardonnerez le raccourci – réunir des commissions, des ministres et des généraux chargés de définir l'objectif stratégique, puis déplier la carte de l'Europe sur la table et décider de ce qui est nécessaire et où.

La deuxième voie possible était celle du chacun pour soi dans le respect des règles budgétaires du pacte de stabilité et de croissance (PSC). Si elle ne résout rien des insuffisances et des faiblesses de la défense européenne, elle présente l'avantage d'inscrire la majeure partie des dépenses militaires dans la rubrique des «dépenses publiques» du budget national – ce qui toutefois risque fort de constituer une «mauvaise» dette. Sachant que l'on s'est refusé à dissoier du PSC d'autres (véritables) investissements publics, on voit mal pourquoi il faudrait le faire pour les dépenses militaires.

La troisième voie, sur laquelle nous nous sommes engagés, est celle du chacun pour soi, mais en activant la clause d'exemption du pacte budgétaire européen pour les dépenses militaires [comme l'a proposé la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, mardi 4 mars], c'est-à-dire en autorisant chaque pays à creuser son déficit propre plutôt que d'alourdir la dette commune. C'est la pire des solutions, que l'on opte pour une suspension généralisée du pacte ou bien que les États doivent en faire individuellement la demande selon leurs besoins.

L'idée de devoir choisir entre le pain et les canons effraie peut-être les pays les plus frugaux. Et il ne semble pas raisonnable d'activer le Mécanisme européen de stabilité (MES) pour les dépenses militaires. Le MES est un instrument destiné à tout autre chose et, pour l'heure, il est inutilisable, puisque l'Italie n'a pas ratifié sa réforme. Nous n'aurons donc pas de défense intégrée, nous ne serons plus en sécurité, nous dépensserons davantage, nous accumulerons davantage de «mauvaises» dettes, et, si l'Europe et son PSC existent encore dans quelques années, le choix entre le pain et les canons ne sera imposé qu'à ceux qui se seront le plus endettés.

—Andrea Boitani et Roberto Tamborini, publié le 25 février

# L'Europe seule face au défi de sa propre défense

**VU DE LONDRES** Une fois le choc passé, les Européens vont devoir se pencher sur les implications concrètes du désengagement américain pour leur défense. Des troupes aux munitions en passant par le nucléaire, les questions sont nombreuses.

—The Economist, extraits (Londres)

**S**on parti venait à peine de remporter les élections législatives que Friedrich Merz, qui sera très certainement le prochain chancelier allemand, lâchait une bombe à la télévision nationale. Donald Trump “est relativement indifférent au sort de l’Europe”, a-t-il constaté devant ses compatriotes le 23 février, et la priorité est désormais, “petit à petit”, d’“aller vers l’indépendance à l’égard des États-Unis”. Ce n’est pas un objectif vague et lointain. Nul ne peut dire si l’Otan existera encore “sous sa forme actuelle” en juin, quand les dirigeants de ses États membres se réuniront aux Pays-Bas, a estimé Merz, “ou si nous allons devoir mettre en place bien plus rapidement des capacités de défense européennes indépendantes”.

Si certains ont pu trouver Friedrich Merz alarmiste, ils n’auront pas douté longtemps. Le 24 février, les États-Unis se sont ralliés à la Russie et à la Corée du Nord en votant contre une résolution de l’ONU proposée par leurs alliés européens, tenant la Russie pour responsable de l’invasion de l’Ukraine. Washington a ensuite approuvé sa propre résolution au Conseil de sécurité, avec le soutien de la Russie et de la Chine, pour appeler à une “paix rapide”, mais sans renouveler les appels au respect de l’intégrité du territoire ukrainien.

Friedrich Merz n'est pas le seul atlantiste convaincu à qui les attaques de Trump contre l’Otan inspirent des idées assez extrêmes sur l'avenir de l'alliance qui depuis près de quatre-vingts ans maintient la paix en Europe. “L'architecture de sécurité sur laquelle l'Europe a pu se fonder depuis plusieurs générations n'existe plus, et elle ne resuscitera pas”, écrit aussi Anders Fogh Rasmussen, qui fut secrétaire général de l’Otan, dans une tribune [parue dans les colonnes de *The Economist*]. “Nous devons comprendre que l'Europe est non seulement vulnérable, mais aussi qu'elle est, de toute évidence, seule.”

**Contingent.** En vérité, il faudrait sans doute dix ans à l’Europe pour atteindre en matière de défense une autonomie qui lui permettrait de se passer des États-Unis. Pour comprendre le défi qui se présente à elle, commençons par le débat sur l’Ukraine. Plusieurs pays européens discutent aujourd’hui d’un envoi de troupes en Ukraine afin de surveiller la mise en œuvre

d’un éventuel accord de paix. Ces discussions, emmenées par la France et le Royaume-Uni, portent sur l’envoi d’un contingent relativement modeste, de quelques dizaines de milliers d’hommes. Ces soldats ne seraient pas déployés à l’est, sur la ligne de front, précise un responsable occidental, mais dans les grandes villes, les ports et autour de centrales nucléaires et autres infrastructures critiques dans le pays.

Reste qu’un tel déploiement risquerait de mettre à nu trois gros points faibles. D’abord, il ne laisserait pas beaucoup de troupes disponibles. Environ 230 brigades russes et ukrainiennes sont déployées en Ukraine, même si beaucoup manquent d’hommes. Nombre de pays européens, eux, seraient bien en peine de mettre sur pied une seule brigade apte au combat [une brigade, selon la définition de l’Otan, est composée de 5 000 soldats]. Deuxième écueil,

**“L’architecture de sécurité sur laquelle l’Europe a pu se fonder depuis plusieurs générations n’existe plus.”**

**Anders Fogh Rasmussen,**  
ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L’OTAN

envoyer des troupes en Ukraine reviendrait pour l’Europe à dépouiller dangereusement ses propres défenses. Les Britanniques, par exemple, devraient mobiliser leurs unités affichant le plus haut niveau de préparation et puiser dans leurs forces de réserve pour l’Otan, ce qui ouvrirait des brèches dans les dispositifs de guerre de l’Alliance. Et, surtout, les Européens le savent bien : tout déploiement de leur part repose impérativement sur un soutien américain décisif, sous la forme à la fois de ces fameux “catalyseurs” que sont les capacités de renseignement et de défense aérienne, mais aussi d’une promesse de renforts en cas d’attaque russe.

Difficile donc, pour l’Europe d’aujourd’hui, de mettre sur pied pour l’Ukraine une force de la taille d’une division [soit 10 000 soldats] – c’est dire l’ampleur du chemin qui reste à parcourir pour concrétiser les ambitions énoncées par Friedrich Merz. Assurer la sécurité de l’Otan conformément aux plans actuels (et avec les États-Unis) nécessiterait que les Européens

À la une



**HALTE  
À LA LÉTHARGIE  
EUROPÉENNE!**

“Europe, lève-toi!” exhorte l’hebdomadaire conservateur hongrois **Mandiner** à la une de son édition du 27 février. “La tornade Trump réécrit l’ordre mondial avec un élan incroyable [...]. Si l’UE rate le coche, elle sera laissée pour compte”, tonne l’éditorial de Daniel Kacsoh. Selon l’auteur, les Vingt-Sept auraient dû écouter la Hongrie lorsqu’elle les appelait à “rester en dehors du conflit” entre la Russie et l’Ukraine. Mais, regrette-t-il, l’UE “s’accroche aux solutions perdantes”, et elle risque un “avenir douloureux” si elle ne “tourne pas la barre”.

consacrent 3 % de leur PIB à la défense – la plupart des États du continent en sont loin. Le Royaume-Uni a fait un pas en ce sens le 25 février, en annonçant son intention de porter son budget défense à 2,5 % du PIB d’ici à 2027, mais ça ne sera sans doute pas suffisant. Le secrétaire général de l’Otan, Mark Rutte, plaide, dit-on, pour un objectif à 3,7 %. Et s’il faut compenser un retrait des Américains, 4 % minimum seraient nécessaires, et peut-être bien plus encore.

Il y a donc la question des moyens financiers, épingleuse en soi. Mais convertir l’argent en capacités de défense réelles est aussi plus complexe qu’il n’y paraît. Selon le centre de réflexion Bruegel, à Bruxelles, il faudrait à l’Europe former 50 nouvelles brigades, pour beaucoup renforcées avec des blindés, pour remplacer les 300 000 soldats américains théoriquement déployés sur le continent en cas de guerre. Ces besoins militaires sont exorbitants, et plus encore quand on sait que les armées européennes, dans leurs dimensions actuelles, ont déjà des difficultés de recrutement.

Par ailleurs, le déploiement de forces militaires crédibles exige, certes, l’existence de ces troupes, mais aussi des capacités qui sautent moins aux yeux. L’Europe possède des armées de l’air impressionnantes, dotées de nombreux avions de chasse modernes. Sauf qu’à ces chasseurs ne sont pas associés des stocks de munitions suffisants pour détruire des défenses aériennes ennemis ni pour frapper des cibles à grande distance, au sol ou dans les airs, explique Justin Bronk, du Royal United Services Institute (Rusi), un groupe de réflexion de Londres. Et leurs pilotes et leurs équipages manquent d’entraînement. Seules quelques armées de l’air, comme la Suède, maintiennent leurs pilotes au niveau requis pour des combats de haute intensité.

Autre problème flagrant, celui du commandement, c'est-à-dire des institutions et des



personnes chargées de coordonner et de diriger d'importantes formations armées en temps de guerre. L'Otan a de nombreux QG en Europe, à commencer, tout en haut, par le Grand Quartier général des puissances alliées en Europe (Shape [selon son acronyme en anglais]), situé à Mons, en Belgique. Il est dirigé par Chris Cavoli, qui, comme tous les commandants suprêmes des forces alliées en Europe (Saceur) avant lui, est de nationalité américaine. "La coordination au sein de l'Otan est très majoritairement confiée à des officiers d'état-major américains", résume Matthew Savill, ancien haut responsable de la défense britannique, aujourd'hui au Rusi.

Ce sont les Britanniques et les Français qui concentrent l'essentiel des compétences européennes en matière de commandement de grosses formations, poursuit-il, même si la Turquie et la Pologne, fortes d'armées importantes et grandissantes, progressent sur ce point. Pour autant, le Royaume-Uni serait probablement incapable de mener une opération aérienne complexe d'une envergure et d'une intensité comparables à ce qu'a fait Israël à Gaza et au Liban. "Nous en sommes encore à tirer les leçons de ce qu'apporte l'intelligence artificielle en matière de création de bases de données de ciblage moderne", met en garde Matthew Savill.

**Systèmes d'armes.** Si tant est que les Européens soient capables de mettre sur pied et de commander leurs propres contingents, reste encore à savoir s'ils pourraient maintenir leurs approvisionnements en munitions. La production d'artillerie en Europe s'est envolée ces trois dernières années, mais la Russie, soutenue par la Corée du Nord, fait mieux. L'Europe compte aussi une poignée de fabricants de missiles de pointe : le groupe paneuropéen MBDA, dont le siège se trouve en France, fabrique l'un des meilleurs missiles air-air du monde, le Meteor. La France, la Norvège et l'Allemagne excellent dans les systèmes de défense aérienne. La Turquie est en passe de devenir aussi un acteur important de l'industrie de l'armement.

## Contrepoin

### L'ALARMISME NE NOUS MÈNERA NULLE PART !

Le revirement américain sur l'Ukraine agit comme une "onde de choc" en Allemagne. Dans les discours politiques comme dans les médias, il n'est plus question que du réarmement du pays. Pourtant, commente la *Berliner Zeitung*, la situation est loin d'être aussi sombre que ne le laisse penser l'"alarmisme" ambiant. D'après le titre d'ex-RDA, la Russie n'a aucun intérêt à attaquer l'Occident, alors qu'elle a déjà de "grandes difficultés à atteindre ses objectifs en Ukraine". Et, quand bien même elle en aurait les moyens, "avec un regard plus terre à terre sur ce que peut ou veut la Russie, on s'aperçoit que l'Ukraine est un cas exceptionnel qui ne dit rien de la capacité ni de l'envie de Moscou d'entrer en conflit avec un membre de l'Otan".

De février 2022 à septembre 2024, 52 % des nouveaux systèmes d'armes acquis par les pays européens de l'Otan provenaient d'Europe, et 34 % avaient été achetés aux États-Unis, selon une étude récente de l'International Institute for Strategic Studies. Mais ces 34 % sont souvent décisifs. L'Europe dépend ainsi des Américains pour les lance-roquettes multiples, la défense aérienne longue portée et les avions furtifs. Et même pour des armes plus simples, la demande excède très largement les capacités de production – aussi certains pays européens se sont-ils tournés vers le Brésil, Israël et la Corée du Sud pour se fournir en véhicules blindés et en obus.

### Avec environ 400 ogives à eux deux, la France et le Royaume-Uni ne sont pas capables de remplacer le parapluie nucléaire des États-Unis.

Tous les pays d'Europe n'ont pas le même niveau de dépendance vis-à-vis des États-Unis. Le Royaume-Uni, en particulier, est très étroitement lié à l'armée américaine et aux réseaux humains et techniques du renseignement américain. Si Washington lui barrait l'accès à son imagerie satellite et autres données géospatiales, dont les cartes tactiques, les conséquences pourraient être lourdes. Si Londres a exigé que Washington donne son accord l'année dernière à l'utilisation par l'Ukraine de missiles de croisière britanniques Storm Shadow contre la Russie, c'est sans doute parce que ces missiles reposaient, pour leur acquisition de cible, sur des données géospatiales américaines. Pour autant, les liens étroits entre Britanniques et Américains ne sont pas qu'un handicap. Environ 15 % des composants du F-35 qu'utilisent l'armée américaine et les forces alliées sont fabriqués en Grande-Bretagne, dont des pièces difficiles à remplacer, comme le siège éjectable.

**Coups de semonce.** Atteindre une vraie autonomie en matière de forces armées conventionnelles est donc une tâche colossale, mais les défis ne s'arrêtent pas là pour l'Europe. Voilà quatre-vingts ans que ces armées conventionnelles bénéficient aussi du parapluie nucléaire américain. Or, si l'Europe est bel et bien "seule", comme l'affirme Anders Fogh Rasmussen et comme le craignent bien d'autres, le problème ne viendra pas seulement de l'absence de troupes américaines pour combattre aux côtés des Européens. Ce qui pourrait aussi manquer à l'appel, c'est l'arsenal nucléaire américain.

Le 21 février, Friedrich Merz n'a pas hésité à jeter ce pavé dans la mare. "Nous allons devoir discuter avec les Anglais et avec les Français, les deux puissances nucléaires européennes, a-t-il avancé, pour savoir si un partage du nucléaire, ou du moins de la sécurité nucléaire [...], pourrait également s'appliquer à nous."

En pratique, la France et le Royaume-Uni ne sont pas capables de remplacer le parapluie nucléaire des États-Unis. D'abord en raison de

la relative modestie de leurs arsenaux (environ 400 ogives à eux deux, contre plus de 1700 déployées du côté russe). Et ça n'est pas suffisant en matière de dissuasion, sifflent des spécialistes américains de la question : la Russie pourrait connaître des dégâts limités (que Moscou soit rasée n'est pas si grave), et en infliger de plus grands à l'Europe, disent-ils.

Autre problème, si la force nucléaire française se décline en deux composantes (sous-marins et avions), les Britanniques ne possèdent que le vecteur maritime, ce qui compromet en cas de crise leur capacité à tirer des "coups de semonce" nucléaires, par exemple en faisant usage d'armes de faible puissance – leurs sous-marins révéleraient ce faisant leur position. De plus, si le Royaume-Uni est libre d'utiliser son arsenal nucléaire sans la permission des Américains, il loue ses missiles aux États-Unis et compte sur la coopération américaine pour se procurer certains composants.

Les difficultés sont nombreuses, donc, mais pas insurmontables. Depuis quelques mois, les ministres de la Défense en Europe se sont mis, discrètement, à parler plus souvent de dissuasion nucléaire européenne. "En Allemagne, le débat évolue à une vitesse vertigineuse, relève Bruno Tertrais, l'un des grands spécialistes européens des questions nucléaires. *Les Britanniques et les Français vont devoir se montrer à la hauteur.*" La dissuasion n'est pas juste une question de chiffres, écrit-il, c'est aussi une question de volonté. Poutine pourrait prendre plus au sérieux des menaces de destruction mutuelle venues de Paris ou de Londres que de Washington, explique Bruno Tertrais. Ces questions avaient agité les penseurs européens tout au long de la guerre froide. Leur retour aujourd'hui dit le nouveau chapitre, sombre, qui s'ouvre pour le continent. Comme l'a martelé Merz le 24 février : "Pas de doute : il est minuit moins cinq pour l'Europe." —

Publié le 25 février



SOURCE



THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni

Hebdomadaire

economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale.

Ouverttement libéral, il défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel. Il est imprimé dans six pays, et 85 % de ses ventes se font à l'extérieur du Royaume-Uni.

← Dessin de Schot,  
Pays-Bas.



# Trump se couche face à Poutine et rackette l'Ukraine

**VU DE NEW YORK** En prenant fait et cause pour Moscou et en imposant un accord inique au président ukrainien, le locataire de la Maison-Blanche se comporte comme un mafieux, juge cet éditorialiste.

—The New York Times, extraits  
(New York)

**L**a crise entre le président Donald Trump et son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, me pousse à me poser une des questions les plus dérangeantes que je me sois jamais posée au sujet de mon propre pays, les États-Unis : sommes-nous gouvernés par quelqu'un qui est le jouet de Vladimir Poutine – quelqu'un qui est disposé à avaler sans broncher la version biaisée du président russe quant aux origines de la guerre en Ukraine et aux moyens d'y mettre fin? Ou sommes-nous gouvernés par un parrain de la Mafia qui espère se partager des territoires avec la Russie comme le font les chefs de Cosa Nostra? "Je vais prendre le Groenland, et toi, tu peux prendre la Crimée. Je vais prendre le Panama, et toi, tu peux récupérer le pétrole de l'Arctique. Et on va se partager les terres rares de l'Ukraine. C'est la moindre des choses."

Quoi qu'il en soit, chers Américains et chers amis de l'étranger, c'en est fini de l'Amérique que vous avez connue, du moins pour les quatre ans qui viennent. Les valeurs fondamentales, les alliés et les vérités dont on pouvait toujours être certains qu'ils seraient défendus par l'Amérique, tout cela est remis en cause – voire mis en vente. Ce n'est pas juste que Trump ne pense pas comme tout le monde. Mais plutôt qu'il ne pense pas du tout, qu'il n'éprouve aucun sentiment de loyauté,



ÉDITO

que ce soit au nom de la vérité ou des règles que l'Amérique respectait autrefois.

Nos amis traditionnels sont désemparés, et je ne peux pas leur en vouloir. Lisez l'essai déchirant publié la semaine dernière par le dissident soviétique [et ancien ministre israélien] Natan Sharansky dans le média en ligne *The Free Press* : "Quand j'ai entendu pour la première fois les propos du président Donald Trump sur le tarmac – quand il a reproché au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, d'avoir provoqué la guerre que la Russie a déclenchée contre l'Ukraine –, j'en ai été profondément choqué", écrit-il. "Trump semble avoir adopté la rhétorique du président russe, Vladimir Poutine. Il a répété une phrase du Kremlin que l'on aurait pu croire tirée de la propagande de style soviétique : à savoir que Zelensky ne serait pas un dirigeant légitime. Quand Poutine, dirigeant apparemment éternel de la Russie le dit, c'est risible. Quand le président des États-Unis le dit, c'est inquiétant, tragique, et cela n'a rien à voir avec le sens commun." Ce qui est une vision encore bénigne d'un Trump qui ne serait qu'en proie à une admiration béate pour Poutine, le nationaliste chrétien et croisé antiwoke de la Russie. Mais il y a aussi une autre explication : Trump ne considère pas la puissance américaine comme la cavalerie qui vole au secours des faibles qui veulent se libérer de ceux qui cherchent à les écraser; pour lui, l'Amérique doit exploiter les faibles. Ce qu'il fait, c'est du racket.

## J. D. Vance joue les saboteurs de l'Alliance atlantique

●●● Mais à quoi joue donc le vice-président américain, J. D. Vance? D'aucuns s'attendaient à ce qu'il soit un sous-fifre, un "vice-président sans importance", souligne le quotidien britannique *The Guardian*. Mais sa performance lors de la rencontre explosive entre le président américain, Donald Trump, et son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, le 28 février, semble indiquer une tout autre direction. Lors de cette réunion,

c'est lui qui a porté l'estocade le premier, souligne le *Guardian*, accusant le président ukrainien d'être "en tournée de propagande" pour dénoncer les destructions causées par l'invasion russe. C'est donc un rôle principal qu'a joué le vice-président américain en se transformant en "bouledogue de Donald Trump" lors d'une rencontre qui pourrait bien marquer "le moment où l'alliance d'après-guerre entre l'Europe et les États-Unis s'est finalement effondrée". C'est la deuxième intervention choc

de J. D. Vance en un mois, après son discours prononcé à la tribune de la Conférence de Munich sur la sécurité, le 14 février, rappelle le quotidien britannique. Une allocution durant laquelle "la vision du monde profondément eurosceptique [de J. D. Vance] a été mise en évidence", notamment quand il a accusé les dirigeants européens d'étouffer la liberté d'expression tout en leur assenant : "Si vous avez peur de vos propres électeurs, l'Amérique ne peut rien faire pour vous."



↑ "La roulette russe..."

J'adore!"

Devant Zelensky :  
Accord sur les minerais.

Devant Trump :  
Accord avec Poutine.

Dessin de Tom  
paru dans Trouw,  
Amsterdam.

Un président américain sérieux comprendrait que Poutine n'a que peu d'atouts et qu'il faut en profiter. Ainsi que l'a souligné l'hebdomadaire britannique *The Economist* la semaine dernière, la Russie a réalisé la plupart de ses "gains durant les premières semaines de la guerre. En avril 2022, à la suite du repli russe du nord de l'Ukraine, elle contrôlait 19,6 % du territoire ukrainien; ses pertes (tués et blessés) s'élevaient peut-être à 20 000 hommes. Aujourd'hui, la Russie occupe 19,2 % du territoire, et ses pertes ont atteint 800 000 hommes. [...] Plus de la moitié des 7 300 chars [que la Russie avait] en réserve ont été détruits. Sur ceux qui restent, 500 seulement pourraient être rapidement remis en état. D'ici à avril prochain, la Russie pourrait se retrouver à court de chars T-80."

S'il s'agissait d'une partie de poker, Poutine aurait une paire de deux et blufferait en prétendant faire tapis. Au lieu d'éventer le bluff de Poutine, Trump déclare : "Je pense que je vais me coucher." Plutôt que de rassembler nos alliés européens, d'accroître encore la pression militaire sur Poutine et de faire au dirigeant russe "une offre qu'il ne pourra pas refuser", Trump a fait l'exact contraire. Il nous a éloignés de nos alliés aux Nations unies en refusant de voter

**[Avec l'accord sur les minerais,]  
Trump cherche à profiter  
des Ukrainiens en tirant parti  
de l'invasion de leur pays  
par Poutine.**



## Repères

### SÉISME À L'ONU

*“Les nouveaux amis des États-Unis de Trump : la Russie, la Corée du Nord et la Biélorussie”, titrait The New York Times le 25 février.*

La veille, “Donald Trump a orchestré un vote des États-Unis à l’Assemblée générale des Nations unies contre une résolution condamnant l’invasion russe de l’Ukraine pour le troisième anniversaire de la guerre”. En se rangeant parmi les 18 opposants à ce texte largement adopté, “Trump place les États-Unis dans le camp des principaux États voyous”.

Et face à de nombreux alliés, “sonnés et sidérés par le vote américain”, mais aussi par la façon dont Washington “a fait passer au forceps une autre résolution, au Conseil de sécurité, qui ne rendait pas la Russie coupable de l’invasion”. Dans ce cadre restreint, “les États-Unis, la Chine et la Russie ont voté ensemble, tandis que le Royaume-Uni, la France et d’autres pays d’Europe se sont abstenus”.

Aux États-Unis, la consternation est partagée même à droite : The Wall Street Journal a déploré “un jour triste pour les États-Unis aux Nations unies”.

Dans le New York Times, le chroniqueur conservateur Bret Stephens dénonce “le vote américain le plus honteux qu’on ait jamais vu aux Nations unies”, avec des alliés “à vomir”.

avec eux une résolution qui condamne l’agression russe en Ukraine – et en votant avec des pays comme la Corée du Nord –, et il a entamé une campagne totalement mensongère visant à délégitimer non Poutine, mais Zelensky.

Outre qu’il a proclamé à tort que l’Ukraine avait causé la guerre, Trump a affirmé que la cote de popularité de Zelensky était de 4 % (en fait, elle est de 57 %, soit 13 points de plus que celle de Trump) et que Zelensky était un “dictateur” qui devrait accepter d’organiser une élection. Dans le même temps, il a accordé un traitement de faveur à Poutine.

Zelensky pense apparemment qu’il n’a d’autre choix que de signer une espèce d’accord farfelu sur les minerais, alors même que Trump réclame trois ou quatre fois les quelque 120 milliards de dollars [près de 115 milliards d’euros] que les États-Unis ont fournis à l’Ukraine sous forme d’aide militaire, humanitaire et financière – une aide dont les Ukrainiens se sont servis pour protéger l’Occident contre l’agresseur russe.

Tout cela est tellement honteux. Dans les faits, Trump cherche à profiter des Ukrainiens en tirant parti de l’invasion de leur pays par Poutine sans rien exiger du Kremlin en matière de réparations et sans garantir que Washington protégera Kiev à l’avenir. Comme l’a expliqué la Maison-Blanche, “cet accord économique avec l’Ukraine ne constituera pas la garantie d’une aide future dans la guerre, pas plus qu’elle n’inclura le déploiement de personnel militaire américain dans la région”.

Que l’Amérique demande que nos entreprises puissent investir de façon préférentielle → 18

# UN SOMMET RÉCONFORTANT POUR ZELENSKY, MAIS PEU CONCLUANT

**VU DE KIEV** Après l’échec cuisant de sa visite à Washington, le président ukrainien a été chaleureusement accueilli au Royaume-Uni. Mais les médias ukrainiens s’inquiètent des maigres résultats de la réunion.

Réuni le 2 mars à Londres, le sommet sur la sécurité européenne a “offert un contraste agréable” avec la rencontre entre Donald Trump, J. D. Vance et Volodymyr Zelensky à Washington, commente le politologue ukrainien Viktor Taran pour le quotidien **Gazeta**. “Les dirigeants européens ont littéralement noyé le président ukrainien sous leurs déclarations de soutien. [...] Mais qu’en est-il des actes réels dans le domaine de l’aide à l’Ukraine?”

“Résumons-nous, continue Taran. L’unique résultat tangible du sommet sur la sécurité européenne, c’est la promesse britannique de fournir à l’Ukraine 5000 missiles pour la défense antiaérienne, essentiellement destinés à abattre les drones. Mais pas tout de suite, d’ici à 2030. Et c’est tout.” Les Européens “ne nous ont rien proposé de plus, déplore le politologue. Aucun soutien réel. Aucun euro ou obus supplémentaire. Tous les dirigeants européens se sont contentés de paroles creuses.” Et surtout, ajoute-t-il, “ils ont tous appelé Zelensky à faire la paix avec Trump”. Par conséquent : “Le président ukrainien est à un carrefour, et aucune des variantes possibles n’est simple. Parvenir à un compromis avec Trump? Commencer à flirter avec la Chine? Bâtir une alliance avec les Européens?”

Dans le discours des responsables européens, il faut retenir un mot, estime le journaliste Vadym Dennyssenko dans le quotidien **Vyssokiy Zamok** : “compromis”. “L’Europe ne souhaite pas un conflit avec les États-Unis”, constate-t-il. Il faut supposer que, dès maintenant, Emmanuel “Macron et [Keir] Starmer [le Premier ministre britannique] vont entamer une navette diplomatique qui aura pour objectif de parvenir à un compromis” avec la Maison-Blanche. Conformément à cette logique, plaisante Viktor Taran, les Européens vont dire à Kiev : “Les Ukrainiens, s’il vous plaît, réconciliez-vous avec Trump.”

À quoi pourrait ressembler un éventuel compromis négocié par Macron et Starmer avec l’équipe

de Trump ? se demande Vadym Dennyssenko. “Peut-être le maintien du statu quo, la signature d’un nouveau traité sur les terres rares, la participation de l’Europe au développement d’un grand ‘accord’ avec la Russie.”

Pour l’instant, lui aussi considère que “le facteur clé reste la paix avec Trump. Ce qui risque d’être extrêmement difficile et douloureux à accepter pour la société ukrainienne”, et pourrait même causer “des turbulences intérieures”.

Cette réalité est la conséquence directe de “l’aggravation de la situation géopolitique au cours du dernier mois (avec l’arrivée de Trump au pouvoir)”, analyse Viktor Chlintchak, le directeur de l’Institut de politique mondiale de Kiev, pour la chaîne de télévision **Espresso**. À cause du nouvel occupant de la Maison-Blanche, les États-Unis ont vu leur popularité chuter brutalement en Ukraine, ce qui incite Viktor Chlintchak à prévenir : “Nous ne devons pas basculer dans un anti-américanisme primaire – il faut garder à l’esprit que la société américaine soutient toujours l’Ukraine.”

Mais il ne voit pas “le moindre espoir que, dans les semaines à venir, le monde évolue vers davantage d’unité. [...] Le chaos ne faiblit pas, au contraire, le monde entre dans une phase de lutte de tous contre tous. Parce que l’ami d’hier peut devenir en l’espace d’une semaine l’allié de ton ennemi (ainsi que l’ont démontré les États-Unis).” Dans cette situation, Zelensky est contraint de faire “le grand écart entre une Amérique qui ne veut pas et une Europe qui ne peut pas”, écrit Viktor Taran.

“Depuis le début, la stratégie américaine, qui consiste à lâcher quelque chose à Poutine pour qu’il soit satisfait et n'accroisse pas son influence, est erronée”, estime Viktor Chlintchak. Et “la nouvelle administration en particulier, en tendant un doigt à l’ours russe, risque au bout du compte de se faire manger la main”.

— Courrier international



## SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

**“Gesticulations” :**  
la presse russe se gausse du sommet de Londres sur l’Ukraine

Les propagandistes russes, déjà galvanisés par l’humiliation de Zelensky à la Maison-Blanche, ne mâchent pas leurs mots sur la réunion des dirigeants européens, le 2 mars, qu’ils qualifient de “thérapie d’urgence” pour un président aux abois. Une revue de presse à lire sur notre site.

17 ← dans les ressources naturelles de l'Ukraine après la guerre ne me dérange pas. Mais le faire maintenant et sans garanties de sécurité en échange? Même Don Corleone n'oserait pas aller jusque-là. Mais Don Trump, si.

Trump ne comprend absolument pas Poutine. Il croit que ce dernier n'a besoin que d'un peu d'attention positive, un peu de respect pour ses inquiétudes en matière de sécurité, et qu'il signera la paix que Trump désire si ardemment. C'est absurde. Comme me l'a fait remarquer Leon Aron, spécialiste de la Russie, Poutine ne veut pas "*la paix en Ukraine. Ce qu'il veut, c'est la victoire en Ukraine*" – parce que, sans victoire, "*il est très vulnérable dans son pays. Les démocraties capitalistes sont prêtes à tout pour obtenir la paix, et l'autocratie de Poutine est prête à tout pour obtenir la victoire. Il faudrait inverser cette logique.*" Ce qui serait possible, ajoute Aron, en montrant à Poutine que les alliés occidentaux sont prêts à surenchérir sur son pari.

**Proies faciles.** Nous devrions soutenir les Ukrainiens afin qu'ils obtiennent le meilleur accord possible. Cela passera probablement par la mise en place d'un cessez-le-feu, ce qui reviendra à reconnaître de facto la mainmise de Poutine sur une partie de l'est du pays; un moratoire sur l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan; et la levée des sanctions occidentales contre la Russie, mais seulement quand le Kremlin aura retiré ses forces offensives d'Ukraine et les aura démobilisées. En contrepartie, Poutine devra accepter des troupes de maintien de la paix européennes et une zone d'exclusion aérienne au-dessus d'une Ukraine libre et souveraine, avec l'appui des États-Unis pour garantir que l'armée russe ne puisse pas revenir, et la Russie devra s'abstenir de s'ingérer dans le processus d'intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne [UE]. Il est crucial que Washington insiste pour que Kiev soit autorisé à rejoindre l'Union – un processus de négociation qui est d'ailleurs engagé. De mon point de vue, toute cette guerre n'a jamais eu pour mobile d'empêcher l'Ukraine d'entrer dans l'Otan. Ce que craint vraiment Poutine, c'est l'Ukraine dans l'UE.

Un universitaire russe spécialiste des relations internationales m'a rappelé depuis Moscou que l'équipe de Poutine considérait celle de Trump comme une bande de clowns et d'amateurs – des proies faciles pour un Poutine aussi habile que cynique dans son désir de réaliser son but ultime : "MRGA – Make Russia great again (and Make America less great again) ['Rendre sa grandeur à la Russie (et un peu moins à l'Amérique)']." L'objectif à long terme de Poutine, a-t-il précisé, est de gérer le déclin de l'hégémonie américaine afin que l'Amérique ne soit qu'"une grande puissance parmi d'autres", centrée sur l'Occident et qui se serait retirée militairement d'Europe et d'Asie. Poutine voit en Trump l'instrument grossier "pour gérer ce déclin inévitable".

Trump et ses pantins du Parti républicain en prendront-ils jamais conscience? Peut-être – quand il sera trop tard.

—Thomas Friedman,  
publié le 25 février



## La Russie ne doit pas céder à la tentation d'une idylle avec les États-Unis

### SOURCE

#### PROFIL

Moscou, Russie

Hebdomadaire

profile.ru

Fondé en 1996, le magazine *Profil* traite de l'actualité politique et économique et se destine à un public de "décideurs et d'hommes d'affaires". Il appartient au holding russe de radiodiffusion EMG (Evropeiskaïa mediagroupa).

**VU DE MOSCOU** Pour cet influent analyste russe, le Kremlin doit prendre acte des transformations du monde et privilégier désormais ses relations avec les nations non occidentales.

#### —Profil, extraits (Moscou)

Lors de son discours du 24 février 2022, en annonçant le début de l'"opération militaire spéciale en Ukraine" [expression consacrée en Russie pour désigner la guerre], Vladimir Poutine a énuméré les raisons qui l'ont poussé à recourir à la force. Il a notamment défini son ennemi : c'est "l'ensemble de ce qu'on appelle le 'bloc occidental', que les États-Unis ont créé à leur image". "On ne va pas le nier : les États-Unis sont quand même un grand pays, une puissance capable de générer des systèmes autour d'elle", a déclaré le président russe.

"Non seulement tous leurs satellites les suivent avec servilité et leur donnent systématiquement raison, mais ils imitent aussi leur comportement et acceptent avec enthousiasme les directives qu'ils proposent." Bref, un coup de sifflet de l'État hégémonique,

et l'Occident collectif (un concept bien ancré dans le discours quotidien depuis février 2022) est prêt à être lancé contre la Russie.

Cette analyse ontologique de l'Occident n'aura bien sûr pas constitué le cœur du discours. La grande nouvelle de ce jour a éclipsé tout le reste. [Au cours des mois suivants], la thèse de la "création à l'image de" a semblé se confirmer. Malgré des pertes considérables, l'Europe et les alliés asiatiques des États-Unis ont amorcé une rupture avec la Russie. Et voilà que, trois ans après, la question de l'identité de l'Occident devient presque cruciale pour l'issue de ce conflit complexe. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche a fait l'effet d'un séisme, notamment pour l'Alliance transatlantique.

Comment les relations entre les deux rives de l'Atlantique vont-elles se construire? Vladimir Poutine ne démord pas de sa version d'il y a

trois ans : même s'ils n'aiment pas Trump, les Européens "donneront la papatte à leur maître en remuant la queue avec tendresse", parce qu'ils sont incapables de concevoir autre chose. Mais, pour l'éminent politologue américain Stephen Walt, nul doute qu'après avoir essuyé le camouflet du président états-unien, les alliés vont reprendre leurs esprits, se regrouper et trouver un moyen d'opposition efficace.

Tout se passe comme si Trump était pressé de démolir les piliers qui avaient soutenu la bâtie occidentale pendant des décennies. Que le conflit ukrainien soit la cause directe de ce grand chantier de démolition est un paradoxe. Trump n'a que faire de l'Ukraine. Son Amérique a des chats bien plus importants à fouetter, notamment en Chine, en Amérique du Nord, éventuellement en Amérique du Sud, en Arctique et, dans une certaine mesure, au Moyen-Orient.

Cependant, les efforts de son prédécesseur, Joe Biden, ont élevé la situation en Ukraine au rang de combat planétaire entre le bien et le mal. Les enjeux ont été gonflés à tel point qu'une sortie en douceur du conflit dans les conditions actuelles est tout simplement impossible. L'administration Biden a, jusqu'à son dernier jour, tout mis en œuvre pour maintenir la guerre. Et aujourd'hui, on repart en sens inverse. Pour les prédécesseurs, l'Ukraine était la question existentielle ? Eh bien, on va prouver qu'elle n'est qu'une petite cellule maligne sur la carte, un point sans importance et sans opinion propre. Un pays qui vit à charge de tiers doit se borner à faire ce que le donateur lui dit. Pour Trump, l'Europe est un parasite qui profite de l'argent américain.

Pour ceux qui ont toujours été les partenaires les plus proches des États-Unis, les attaques du groupe trumpiste sont démoralisantes, et les propos du président américain franchement grotesques. Il est vrai que saturer son auditoire d'un flux informationnel poussif fait partie du style général de Donald Trump. Mais il s'agit là d'une tactique. D'un point de vue stratégique, sa politique étrangère obéit curieusement aux principes libéraux des relations internationales, en ce sens qu'elle suit de près sa politique intérieure.

Le conglomérat transatlantique est, certes, une bâtie solide et capable de résister à des coups violents, mais elle n'a jamais encore fait l'objet d'une attaque aussi puissante, surtout de l'intérieur. Une mise à jour de son pilier principal, les États-Unis, pourrait avoir des conséquences fatales pour l'Occident collectif. Si les partisans de la mise à jour réussissent (ce qui reste très théorique pour le moment), l'Europe devra s'adapter. Le problème européen est aggravé par le fait que le refus de continuer à participer à un Occident tel qu'il s'est formé après la Seconde Guerre mondiale (il n'existe pas d'Occident politique unifié auparavant)

**Trump n'a que faire de l'Ukraine. Son Amérique a des chats bien plus importants à fouetter, notamment en Chine et en Amérique du Nord.**

← Vladimir Poutine. Dessin d'Emanuele Del Rosso, Italie.

### Vude Chine

#### NE JAMAIS SE FIER À WASHINGTON

Si Pékin est officiellement resté silencieux, la presse liée au régime s'est gargarisée samedi 1<sup>er</sup> mars de la position inconfortable des alliés de Washington, coupables de s'en être remis à la première puissance mondiale pour leur sécurité. "La situation actuelle est liée à l'erreur de jugement de Zelensky en 2019, au moment de sa prise de fonctions", assure Hu Xijin, ancien rédacteur en chef du *Global Times*, dans un post traduit en anglais par le journal hongkongais *South China Morning Post* (SCMP). Il a poussé l'Ukraine vers l'adhésion à l'Otan, abandonnant sa position neutre entre la Russie et l'Otan.

Ce faux pas originel l'a placé dans une position passive." Même son de cloche chez Shen Yi, professeur à l'université Fudan, à Shanghai, que le SCMP qualifie de "voix influente chez les nationalistes" : "De plus en plus de pays vont comprendre [...] que s'en remettre aux États-Unis peut avoir des conséquences désastreuses."

plongerait le continent dans l'inconnu. Dans le monde actuel, même les plus grands États européens sont individuellement incapables de jouer un rôle qu'ils jugeraient digne d'eux.

Au niveau planétaire, le principal résultat de l'"opération militaire spéciale" a été l'émergence d'un phénomène que nous appelons désormais la "majorité mondiale". Une grande communauté de pays a préféré prendre ses distances par rapport au conflit, en se dérobant aux demandes répétées de l'Occident de rejoindre la coalition et d'appliquer des sanctions antirusses et en cherchant plutôt à tirer les marrons du feu. Ce nouvel environnement mondial est un choc pour les États-Unis, tandis que la Russie y gagne la possibilité d'établir des relations nouvelles avec les éléments non occidentaux.

La deuxième grande conséquence de l'"opération militaire spéciale" se manifeste au sein même du monde occidental, et là aussi la Russie semble voir s'ouvrir de nouveaux horizons. Un tel alignement idéologique entre Moscou et Washington n'avait pas été observé depuis fort longtemps ; d'ailleurs, dans les occasions précédentes, il suivait plutôt les priorités américaines. Mais la situation semble s'inverser. À la lumière de la récente politique de tension entre la Russie et les États-Unis, les échanges de politesses actuels sont particulièrement frappants. Le désir de capitaliser sur ce succès est compréhensible, d'autant plus que ce tournant symbolique survient à l'occasion des 80 ans de la conférence de Yalta... Mais restons lucides.

**Distanciation.** La lutte qui embrase l'Occident est décisive pour son avenir. Dans ce contexte, l'Amérique a jugé opportun d'impliquer la Russie. Ce rapprochement semble aussi servir les intérêts du Kremlin, à condition qu'il évite de se laisser entraîner dans une confrontation qui n'est pas la sienne. En réalité, Moscou aurait tout à gagner à adopter la position de la majorité mondiale : oui, on comprend votre problème, on peut même coopérer, mais uniquement dans les limites de nos moyens. Mais la véritable question réside ailleurs : comment la Russie définit-elle ses relations avec les autres nations ? Car le processus général de distanciation vis-à-vis de l'ancienne domination occidentale est bel et bien amorcé.

Pour Trump, maximiser les bénéfices des relations avec ses alliés constitue une première étape. L'essentiel du travail commencera après, lorsqu'il s'agira de s'attaquer à des adversaires de plus grande envergure, en premier lieu la Chine. Trump devra alors s'assurer que la Russie ne renforce pas la position de Pékin, comme il l'avait souligné lors de sa campagne de 2016.

En raison de son passé et de sa culture, la Russie se sent plus à l'aise pour échanger avec l'Occident qu'avec les autres régions. Les trois dernières années ont bien montré combien il est difficile de tisser des liens avec de nouveaux partenaires. Chaque culture a sa propre psychologie. De plus, l'infrastructure mondiale s'articule encore largement autour des États-Unis et de l'Occident. La tentation de se tourner vers le familier est compréhensible, mais il ne faut pas tomber dans ce piège.

En réalité, le problème n'est ni dans l'éternel va-et-vient Est-Ouest ni dans les péripéties électorales. Ce qui est important, c'est la direction que prend la transformation du monde. Pour la Russie, revenir à son interaction habituelle avec l'Occident signifie cimenter le modèle de la guerre froide. Un tel modèle verrouillerait la Russie sur les États-Unis et l'Occident, tandis que le reste du monde chercherait de plus en plus à maximiser la diversification et à éviter des rapports contraignants.

Aux yeux de la majorité mondiale, la Russie cherche avant tout à être reconnue par l'Occident, fût-ce par le biais d'un conflit. En conséquence, dès que les États occidentaux se montrent cléments à son égard, elle tourne le dos aux autres nations, désireuse de vivre des expériences nouvelles avec ses partenaires de rêve. Pertinente

#### Aux yeux de la majorité mondiale, la Russie cherche avant tout à être reconnue par l'Occident, fût-ce par le biais d'un conflit.

ou pas, cette vision est très répandue. Si Moscou devait se comporter ainsi, les conséquences sur sa politique future pourraient être fatales.

La confrontation ukrainienne n'est pas une bataille pour le nouvel ordre mondial, mais le dernier acte (espérons-le) d'une guerre froide qui a marqué toute la seconde moitié du siècle dernier. En concluant le conflit sur un succès militaire, politique et diplomatique, la Russie saura consolider sa position pour les temps à venir. La politique internationale va rester longtemps désorganisée, et toute idée de nouvelle partition du monde sera impossible à concrétiser.

Dans cette partie aussi vaste que complexe, et dont l'enjeu est non pas un nouvel agencement global mais l'acquisition d'avantages à long terme, la Russie se posera comme un joueur majeur et indépendant. Au fur et à mesure que la partie progressera, les joueurs évolueront : l'Occident, qui vit une transformation systémique d'autant plus douloureuse qu'elle n'est pas la même pour toutes ses composantes ; la Russie, qui aura à redéfinir ses objectifs et à étoffer sa panoplie ; la Chine, qui se trouve à un tournant où elle devra soit sécuriser ses gains, soit commencer un jeu bien plus risqué... Et ainsi de suite.

Répétons-le : dans un tel contexte, il est impossible de jouer la partie sans disposer d'arrière-solides, c'est-à-dire d'un État en harmonie avec la société qu'il dirige, capable de résister à toute pression. Sans ce soutien fondamental, les jeux ne pourront pas se faire.

—Fiodor Loukianov,  
publié le 24 février

Fiodor Loukianov est rédacteur en chef de *Rossia v Globalnoï Politiké* ("La Russie dans la politique internationale"), une revue qui fait valoir les intérêts stratégiques de Moscou dans le monde. Il préside le Conseil de la politique étrangère et de défense, un important groupe de réflexion en Russie. Il se trouve sous sanctions de l'Ukraine et du Canada.

# d'un continent à l'autre.

asie



# Chine. Des jeunes hommes brisent le tabou de la vasectomie

En Chine comme ailleurs dans le monde, la contraception repose essentiellement sur les femmes. Mais de plus en plus d'hommes optent pour la stérilisation et partagent leur expérience sur les réseaux sociaux, suscitant de nouveaux débats sur les relations entre les femmes et les hommes.

—Sixth Tone, extraits  
(Shanghai)

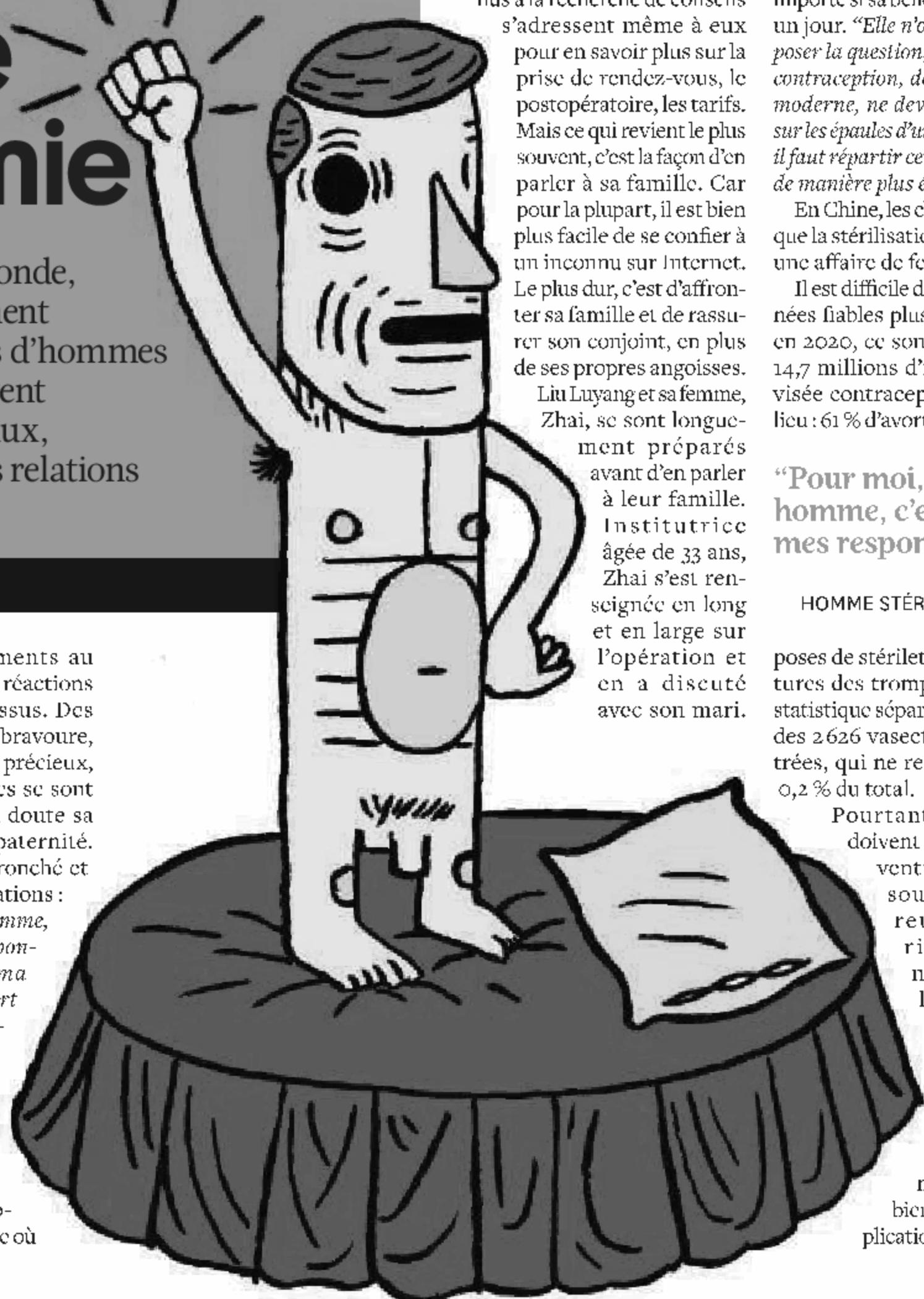
**U**ne demi-heure à l'hôpital et Liu Luyang a changé le cours de sa vie. À peine deux petites incisions... En juillet 2023, il a rejoint les rangs d'une population si minime qu'elle compte à peine : les 0,02 % de Chinois qui optent pour une vasectomie.

Mais ce n'était qu'un début. Le jeune homme de 26 ans a tout filmé, pour faire de cet acte de rébellion discrète une véritable proclamation. Pendant six semaines, il a publié six vidéos de deux minutes sur sa chaîne intitulée "Le journal de ma stérilisation", pour décrire chaque étape, de la salle d'opération à sa convalescence chez lui.

Des applaudissements au mépris, tous types de réactions lui sont tombées dessus. Des femmes ont salué sa bravoure, voyant en lui un allié précieux, alors que des hommes se sont moqués, mettant en doute sa virilité et même sa paternité. Liu Luyang n'a pas bronché et a continué ses publications : "Pour moi, être un homme, c'est prendre mes responsabilités, protéger ma famille et la tenir à l'écart des interférences extérieures, même si elles viennent de nos aînés ou de nos parents."

Cet argumentaire, une fraction grandissante des fameux 0,02 % se l'approprie, dans une Chine où

France .....	24
Europe .....	26
Moyen-Orient...	28
Afrique .....	30



la contraception a toujours pesé sur les femmes et où la vasectomie est encore largement stigmatisée.

Jeunes, nés dans les années 2000 pour la plupart, ils utilisent les réseaux sociaux pour rendre leur décision publique et, ainsi, libérer la parole sur un sujet dont on parle peu dans la vraie vie.

Certains se concentrent sur le concret de l'opération : réussir à se repérer dans les procédures de l'hôpital, le coût, le temps de convalescence. D'autres, plus polémiques, s'attaquent bille en tête aux idées reçues : non, la vasectomie n'entame en rien votre virilité ni quoi que ce soit de votre masculinité.

Désormais, de parfaits inconnus à la recherche de conseils s'adressent même à eux pour en savoir plus sur la prise de rendez-vous, le postopératoire, les tarifs. Mais ce qui revient le plus souvent, c'est la façon d'en parler à sa famille. Car pour la plupart, il est bien plus facile de se confier à un inconnu sur Internet. Le plus dur, c'est d'affronter sa famille et de rassurer son conjoint, en plus de ses propres angoisses.

Liu Luyang et sa femme, Zhai, se sont longuement préparés avant d'en parler à leur famille. Institutrice âgée de 33 ans, Zhai s'est renseignée en long et en large sur l'opération et en a discuté avec son mari.

✓ Dessin de Reumann,  
Suisse.

Elle s'est en revanche bien gardée de prendre la moindre décision : "J'avais peur qu'il se décide à la hâte, je lui ai conseillé de prendre le temps de bien y penser. Maintenant que c'est fait, on n'a aucun regret."

**"Terrible faute".** C'était leur décision à tous les deux, mais c'est Zhai qui a dû essuyer les plâtres. "Comment peux-tu le laisser faire ça ?" s'est égosillée sa mère, qui y a vu une "terrible faute". Si le couple a déjà un fils, elle désirait aussi une petite-fille. "Selon elle, c'est ma femme qui devait se faire poser un stérilet", raconte Luyang.

Cette réaction n'a pas empêché le jeune homme de procéder à l'opération à Shanghai, et peu importe si sa belle-mère l'apprend un jour. "Elle n'oserait jamais me poser la question, résume-t-il. La contraception, dans notre société moderne, ne devrait pas reposer sur les épaules d'une seule personne, il faut répartir cette responsabilité de manière plus équitable."

En Chine, les chiffres montrent que la stérilisation a toujours été une affaire de femmes.

Il est difficile d'obtenir des données fiables plus récentes, mais en 2020, ce sont officiellement 14,7 millions d'interventions à visée contraceptive qui ont eu lieu : 61 % d'avortements, 17 % de

"Pour moi, être un homme, c'est prendre mes responsabilités."

**Liu Luyang,**  
HOMME STÉRILISÉ DE 26 ANS

poses de stérilet et 1,3 % de ligatures des trompes. Un gouffre statistique sépare ces opérations des 2 626 vasectomies enregistrées, qui ne représentent que 0,2 % du total.

Pourtant, les femmes doivent subir des interventions invasives, souvent douloureuses et plus risquées, qui nécessitent pour la plupart une chirurgie abdominale et de plus longues convalescences, alors que les vasectomies entraînent bien moins de complications. Liao Xuefen,

médecin chef du Centre médical pour femmes et enfants de Canton [dans le sud-est de la Chine], souligne lui aussi que la stérilisation masculine est plus simple, moins invasive, et qu'elle n'influe en rien sur la libido.

Dans sa vidéo *À 25 ans, j'ai fait une vasectomie*, Liu Luyang raconte sa journée en détail : arrivée à l'hôpital à 8 heures, en tenue à 9 heures, opération à 13 heures. Des larmes dans les yeux, sa femme est en proie aux doutes, mais il la rassure.

Trente minutes plus tard, l'opération est terminée. Allongé les yeux fermés sur un lit, le jeune homme commente : *C'est pas invasif, mais ça pique quand même un peu.* L'infirmière lui assure qu'il n'a besoin ni d'antidouleurs ni de crèmes et, après un petit temps en observation, on le laisse repartir.

**Crise de la natalité.** Le coût de la chirurgie et du bilan pré-opératoire s'élève à 1 600 yuans [214 euros], entièrement couverts par son assurance médicale. Il se rappelle : *Le docteur a insisté plusieurs fois : tant que je n'étais pas entré dans la salle d'opération, je pouvais changer d'avis.*

Depuis la publication de ses vidéos, la vasectomie est devenue un sujet tendance sur le réseau Xiaohongshu, avec plus de 230 millions de vues et 1,38 million de commentaires.

Mais attention, si la stérilisation masculine peut être une solution contraceptive à long terme, elle se heurte encore à de nombreuses réticences socio-culturelles, explique Joy Lin, fondatrice de Wequality [*"Women yu Pingquan"* en mandarin], une association pour l'égalité des sexes, active à Shanghai. *"En Chine, promouvoir la vasectomie peut susciter de fortes résistances, puisque le pays fait face à une crise du vieillissement de sa population alors que de nombreuses Chinoises ont peur, ou n'ont simplement pas envie, de donner naissance."*

Historiquement, les politiques de régulation de la natalité ont visé à limiter la croissance de la population. Les méthodes employées ont pesé principalement sur les femmes, qu'il s'agisse de stérilisation ou de la pose d'un stérilet, notamment pendant la politique de l'enfant unique.

Ces dernières années, pourtant, inquiet du vieillissement rapide de la population et du taux de natalité en berne, le gouvernement chinois s'est mis à promouvoir le mariage et les familles nombreuses.

**"Ne plus se soucier du regard d'autrui, ça montre que les mentalités progressent."**

Jiang Yijun,  
PROFESSIONNEL  
DE SANTÉ STÉRILISÉ

Le recours à la vasectomie reste donc rare : les hôpitaux ne la proposent pas activement, et elle s'efface devant les traditions, qui, selon Joy Lin, placent tout le poids de la contraception sur les femmes : *"Parce que ce n'est pas l'homme qui met l'enfant au monde, on minimise leur relation et la responsabilité du père par rapport à la mère."*

Malgré la pression sociale, Jiang Yijun, père d'une fille de 2 ans, est lui aussi allé à contre-courant. Originaire du Sichuan [dans le sud du pays], ce professionnel de santé de 35 ans s'est tourné vers la vasectomie avec confiance, en toute connaissance de cause. C'était la meilleure solution pour répondre aux besoins de sa famille. Pour autant, son choix a suscité des réactions plus difficiles à gérer.

Il n'en a informé ses parents qu'après l'opération et, s'ils ont d'abord été surpris, ils ne se sont pas immiscés dans sa vie privée et ont respecté son indépendance. *"Pour beaucoup, tant que leurs enfants sont heureux, en bonne santé, qu'ils ne dépendent pas d'eux, avoir de nouveaux petits-enfants n'est plus si important."*

Dans les jeunes générations, particulièrement la génération Z [née entre 1995 et 2010], ils sont de plus en plus nombreux à faire le choix de ne pas avoir d'enfants et optent plus facilement pour la stérilisation, remarque Jiang Yijun. *"Parmi les jeunes qui ont des revenus limités, beaucoup préfèrent rester sans enfants que d'en élever, vu les dépenses que cela représente et la pression qui va avec. Ils préfèrent se concentrer sur leur bien-être personnel et mener leur vie comme bon leur semble... quitte à passer pour des petits-bourgeois!"*

Pour Joy Lin, cette bascule est symptomatique de changements plus larges dans la société en matière de contraception et de rapports entre les femmes et les hommes. *"Promouvoir l'égalité des sexes est un moyen de plus en plus utilisé par les hommes pour signaler à leur potentielle compagne qu'ils sont progressistes, ouverts à la nouveauté, qu'ils ont un bon niveau d'éducation et qu'ils appartiennent à une certaine classe."*

Jiang Yijun ajoute que si les générations plus âgées s'accrochent à l'idée qu'*"il faut avoir des enfants pour assurer ses vieux jours"*, la jeunesse d'aujourd'hui privilégie son bonheur et son indépendance. Il résume : *"Ne plus se soucier du regard d'autrui, ça montre que les mentalités progressent, qu'on comprend mieux la vie. Les jeunes savent ce qu'ils veulent et ils assument leurs choix."*

Après avoir fait part de son expérience sur plusieurs plateformes, Jiang Yijun a été confronté à des réactions très variées, mais il ne s'en est pas formalisé. À travers ses vidéos, il a voulu offrir un témoignage sincère de sa vasectomie, pour normaliser l'opération et ouvrir des discussions. *"J'espère que mon parcours pourra aider les gens à voir la stérilisation masculine pour ce qu'elle est : simple, sans danger... et certainement pas honteuse."*

—Fan Yiyiing,  
publié le 21 janvier

#### SOURCE

#### SIXTH TONE

Shanghai, Chine  
sixthtone.com

Le site "Sixième Ton" se propose de donner la parole "aux nouvelles voix de la Chine". *"Il y a cinq tons en mandarin, mais nous pensons que, pour couvrir l'actualité chinoise, nous pouvons aller chercher d'autres voix, qui racontent les histoires singulières des gens ordinaires"*, affirme le site. Lancé en 2016, ce magazine en ligne est le petit frère anglophone de *Pengpai xinwen*. Les deux publications sont destinées à un public jeune, urbain et avide à la fois de reportages et d'articles abordant des questions faisant polémique.

#### INDONÉSIE

## Prabowo face à une jeunesse en colère

Pendant une semaine, des étudiants ont manifesté contre l'austérité imposée par le gouvernement du nouveau président. Un mouvement qui révèle le malaise profond d'une jeunesse sans perspectives.

**V**êtus de noir, des centaines d'étudiants et de militants ont investi pendant cinq jours, du 18 au 22 février, les rues des grandes villes universitaires de l'Indonésie, relate **The Jakarta Post**. Rassemblés sous la bannière d'un mouvement qu'ils ont baptisé "Indonesia Gelap" ("Sombre Indonésie"), les manifestants ont exprimé leur colère contre le gouvernement en place depuis à peine cent jours, dénonçant son incompétence et l'incohérence de ses politiques depuis l'arrivée au pouvoir du président Prabowo Subianto – généralement désigné par son seul prénom.

Premier motif de révolte : des coupes budgétaires de 19 milliards de dollars (18,1 milliards d'euros) affectant l'ensemble des ministères et de nombreux services publics, dont les bourses étudiantes. Au nom de l'efficience budgétaire et de la lutte contre la gabegie bureaucratique, le gouvernement a désigné à cette fin des conseillers spéciaux, parmi lesquels un influenceur et animateur télévisé, dans une approche aux accents trumpistes.

Pour **Tempo**, ces mesures d'économie ne sont "qu'un prétexte pour libérer des fonds destinés aux programmes populistes du président Prabowo", dont un programme controversé de 4,3 milliards de dollars (4,1 milliards d'euros) pour des repas gratuits dans les écoles et la création d'un nouveau fonds souverain, appelé "Danantara". Et la brutalité de ces coupes budgétaires laisse penser qu'il n'y a pas eu de planification rigoureuse. Le gouvernement semble clairement avoir agi à la hâte, de sorte que l'opinion publique se demande où ira l'argent que le

gouvernement veut désespérément économiser. Le *Jakarta Post* alerte dans un éditorial : *"Les coupes budgétaires ne sont pas seulement des erreurs de politique. Elles reflètent des priorités biaisées, qui ressemblent moins à de la prudence budgétaire qu'à un pari risqué sur l'avenir du pays."*

Au-delà des arbitrages budgétaires, c'est aussi l'expansion du rôle des militaires dans l'ad-

ministration civile qui inquiète. Car elle évoque, chez certains, le souvenir du régime autoritaire de l'ancien président Suharto, au pouvoir

de 1967 à 1988, et dont Prabowo, général de carrière et ex-gendre du dictateur, reste une figure emblématique.

Élu en novembre 2024 avec une écrasante majorité, Prabowo jouit d'un taux de popularité de 80 %. Mais cette adhésion populaire pourrait s'effriter en raison de l'érosion de la classe moyenne et du risque croissant de révoltes, souligne **Voice of Asia Indonesia**.

Le mouvement Indonesia Gelap est le prolongement, dans la rue, de tensions qui couvaient depuis plusieurs semaines sur les réseaux sociaux. Le hashtag #KaburAjaDulu ("Fuis sans tarder"), devenu viral, traduit le malaise des jeunes souhaitant quitter le pays, face à un marché du travail atone et sans perspective de développement.

La jeunesse fait face à une "crise de l'exemplarité publique", analyse *Kompas*: *"Indonesia Gelap est à la fois l'expression d'une colère collective et une arme de résistance pour les sans-pouvoir face à un État hégémonique mobilisant l'armée, la police, la bureaucratie et les organisations religieuses."*

—Courrier international



REVUE  
DE PRESSE

AFGHANISTAN

# Entre les ténèbres et Facebook, il faut choisir

Une récente loi qui veut interdire les images figurant des "êtres vivants" a bien peu de chances d'être appliquée tant les talibans sont accros à Facebook.

—Gandhara (*Kaboul*)

C'est devenu "tout simplement impossible". Un photojournaliste afghan, qui a travaillé dans le pays sous le [premier] régime des talibans, de 1996 à 2001, juge en ces termes une dernière décision du pouvoir en place [annoncée le 14 octobre], qui consiste à interdire "les images d'êtres vivants".

Dans les années 1990, se souvient ce reporter, qui tient à rester anonyme par souci de sécurité, "les photos avaient été complètement interdites sur ordre des talibans. Même s'il y avait une conférence de

presse ou toute autre activité, on nous intimait de ne pas prendre de photos."

De fait, ce premier règne des talibans fut une période terrible, où les châtiments pouvaient être affreux même pour des transgressions mineures. Dans ce contexte, produire des portraits était extrêmement risqué pour ce photographe et pour ses quelques collègues afghans qui travaillaient pour des agences de presse occidentales.

"Nous utilisions de petits appareils photo, raconte-t-il. Et quand nous étions en reportage, on attendait soigneusement qu'il n'y



ait plus de talibans dans la zone pour faire notre travail. Après quoi nous devions rapidement nous éclipser. C'était comme des photos volées."

À l'époque, les photojournalistes présents sur le terrain, qui n'étaient pas très nombreux, devaient "développer leurs pellicules à l'ancienne, avec des produits chimiques. C'était très compliqué." Or, aujourd'hui, "la photo est devenue numérique, tout le monde a un téléphone". Et la nouvelle génération de talibans "a grandi avec Internet", poursuit le reporter.

**Des talibans plus ouverts.** "Les talibans adorent regarder Facebook. Et ils échangent sans cesse sur WhatsApp. Ce sera vraiment difficile de les empêcher."

Dans les années 1990, le reporter a été arrêté à plusieurs reprises pour avoir pris des photos. L'un de ses collègues, se rappelle-t-il, avait été jeté en prison du jour au lendemain après qu'il eut photographié un homme qui, par la suite, s'est avéré être un extrémiste ressortissant d'un État arabe. Ce dernier avait interpellé le photographe pour le traîner à la "police des vices et de la vertu" des talibans.

Cependant, dans les années 1990, certains dirigeants talibans fermaient aussi les yeux. "Mes photos ont été publiées de nombreuses fois dans un journal pakistanaise. Et le lendemain, un exemplaire du journal était envoyé du Pakistan à l'ambassade pakistanaise à Kaboul. Les talibans auraient pu m'appeler de nombreuses fois pour m'interroger sur ces photos, mais ils ne l'ont jamais fait."

Néanmoins, corrige le reporter, "sur le terrain, il était strictement interdit de sortir l'appareil". Et si la plupart des Afghans, dans les années 1990, tentaient de continuer à se divertir en cachette, c'était aussi une expérience particulièrement éprouvante.

← Dessin de Niels Bo Bojesen, paru dans *Jyllands-Posten*, Danemark.

"C'est dans le plus grand secret que les gens regardaient la télé ou écoutaient de la musique sur des cassettes, se souvient-il. Ils se cachaient dans des caves ou dans des espaces dont les fenêtres étaient intégralement occultées."

Fort de ces souvenirs, le photographe trouve l'actuel pouvoir taliban relativement moins sévère que le premier... Même si, "peu à peu, ça commence à sentir mauvais – très mauvais". Pour preuve : des chaînes de télévision locales dans le nord du pays ont été récemment interdites pour avoir simplement diffusé des images d'êtres humains.

L'exécutif taliban à Kandahar, le berceau du groupe, reste "très extrémiste" – mais certains membres ont sans doute été perturbés par ce qu'ils ont vu du monde extérieur, à la différence des talibans de la première génération, qui n'avaient aucune idée de la richesse et du confort qu'on trouvait dans les autres pays.

"Ces dernières années, ces talibans se sont rendus au Qatar, en Iran, au Pakistan, en Inde [dans le cadre de négociations], et ils ont pu constater que le reste du monde vivait différemment. Quand le mollah Omar [le fondateur des talibans] a pris le pouvoir [en 1996], les talibans n'avaient rien vu, ils sortaient directement de leurs madrasa [les écoles coraniques]. Et quand ils ont pris Kaboul, après la guerre civile, la ville était complètement en ruine. Il n'y avait pas de télé, rien du tout."

Or lorsqu'ils ont repris Kaboul [en août 2021], cette fois "les talibans ont pris une ville magnifique, reconstruite, avec de belles voitures, des restaurants, de beaux immeubles, remarque le photoreporter. Le contexte est fondamentalement différent."

—Amos Chapple,  
publié le 22 octobre 2024

## SOURCE



### GANDHARA

*Kaboul, Afghanistan*

[gandhara.rferl.org](http://gandhara.rferl.org)

"Gandhara" fait référence à une ancienne région correspondant à l'actuelle vallée de Peshawar, dans l'extrême nord du Pakistan. Il s'agit d'un site d'information anglophone émanant des médias Radio Free Europe et Radio Liberty, financés par le Congrès états-unien. Il publie les reportages d'un réseau de plusieurs dizaines de journalistes basés en Afghanistan et au Pakistan.



AU CINÉMA LE 5 MARS

Le Monde

Télérama'

Courrier international

louie

DULAC DISTRIBUTION

**On est beaucoup à vouloir  
parler d'accès à l'éducation.  
Mais à 9 ans, on n'a pas  
de carte de presse.**

RCS ACTION EDUCATION: 32262420600056  
N°pitch



**ACCÈS À L'ÉDUCATION, UN DROIT SACRIFIÉ.**

**Pour permettre aux enfants d'accéder à l'éducation,  
faites un don sur [action-education.org](http://action-education.org)**

**ACTION  
EDUCATION**  
Tout commence par l'éducation



# Société. Du sang neuf pour la chasse

Longtemps associée à la figure du "vieux mâle porté sur la bouteille", la chasse connaît un renouveau, attirant des jeunes et des femmes. Mais la pratique reste très clivante.



—The Times, extraits (Londres)

**A**u son des cors qui retentissent au cœur d'une clairière de la forêt normande, les chasseurs retirent leurs couvre-chefs pour honorer les animaux qu'ils viennent d'abattre. "C'est une manière pour nous de leur rendre hommage", commente Guillaume Auclair, 57 ans, membre d'une chasse locale, en désignant les dépouilles d'un chevreuil et de trois sangliers étendus sur le sol. "C'est la coutume depuis 1789", précise-t-il.

Avant la Révolution, la chasse était l'apanage de la noblesse, rappelle-t-il. Elle a ensuite été ouverte à toutes les classes sociales, ce qui était voulu comme une extension des droits démocratiques. Plus de deux siècles plus tard, la chasse

reste une pierre angulaire de l'identité rurale de l'Hexagone, affirme Guillaume Auclair. "C'est comme dans Astérix. Toute la tribu se rassemble pour pister un sanglier", poursuit-il.

Pourtant, nonobstant ses idéaux égalitaires, la cynégétique [l'art de la chasse] à la française subit les tiraillements d'une société en pleine mutation. D'un côté, les responsables des fédérations de chasse constatent un regain d'intérêt de la part des jeunes depuis les confinements dus au Covid-19, ainsi qu'une féminisation inédite de la pratique. De l'autre, les chasseurs déplorent une hostilité croissante de la part de leurs détracteurs. "C'est comme tout dans la société française aujourd'hui", analyse Nicolas Rivet, directeur général de la Fédération nationale des chasseurs

(FNC). Les gens deviennent très virulents et ont des idées très arrêtées. Ils vivent souvent dans des environnements urbains, ils sont coupés de la nature et ne comprennent donc pas vraiment ce que recouvre la chasse. Les plus extrémistes vont jusqu'à insulter les chasseurs, vandaliser leurs voitures et essaient même d'écraser leurs chiens sur le bas-côté de la route."

Installé sur un pliant et muni de son Merkel, un fusil de fabrication allemande, Jérôme Jeanne, 64 ans, charcutier à la retraite, médite sur les difficultés que

**Les femmes ne représentent que 3,3 % des chasseurs, mais près de 15 % des nouvelles candidatures.**

rencontrent les chasseurs aujourd'hui, en attendant qu'un sanglier daigne se montrer. "Quand vous dites aux promeneurs, aux joggeurs ou aux cyclistes de faire attention parce qu'ils sont au milieu d'une battue, certains comprennent parfaitement mais d'autres vont se montrer agressifs, témoigne-t-il. Ils vous disent qu'ils vont courir dans les bois tous les jours et qu'ils n'ont pas l'intention de s'arrêter parce qu'il ya une battue ce jour-là. Certains vont vous expliquer que vous avez tort et qu'il ne faut pas tuer les animaux. Je suis favorable au dialogue, mais certaines personnes n'ont aucune envie d'écouter. Un jour, j'ai failli en venir aux mains avec quelqu'un."

Jérôme Jeanne, qui vit dans la campagne havraise, rapporte que son grand-père et son père, chasseurs tous les deux, n'ont jamais rencontré pareille hostilité. Sa passion demeure cependant intacte, et il l'a d'ailleurs transmise à ses deux fils, qui savent manier le fusil depuis l'enfance. Dès qu'il peut, il les accompagne à la chasse, d'où ils reviennent souvent avec un sanglier – au moins un morceau – qu'ils transforment ensuite en charcuterie.

La semaine dernière, Jérôme s'est joint à une cinquantaine d'autres chasseurs pour une battue au grand gibier dans la vallée Galantine, [à 15 kilomètres] au sud de Rouen. Les bois résonnaient des cris des rabatteurs excitant les chiens pour qu'ils forcent les chevreuils et les sangliers à sortir à découvert. Au bout de quelques heures, trois sangliers ont traversé le sentier comme des boulets, mais trop loin de Jérôme Jeanne pour qu'il puisse les mettre en joue. "Ce sont des animaux très intelligents,

commente-t-il. Ils ont dû se cacher tout le temps qu'on parlait sans bouger une oreille. J'ai beaucoup de respect pour eux."

Au total, 963571 personnes étaient titulaires d'un permis de chasse en France en 2023, la dernière année pour laquelle on possède un décompte complet [de la FNC]. Ce nombre est en recul depuis dix ans – il était d'environ 1,1 million en 2014 –, mais reste plus élevé que dans les autres pays européens selon Nicolas Rivet, qui voit des signes d'un rebond. "On observe un regain d'intérêt chez les jeunes. Les gens veulent se rapprocher de la nature depuis le Covid-19", analyse-t-il. Dans la Seine-Maritime, par exemple, la fédération a reçu 880 demandes de permis l'année dernière. Avant les confinements, les responsables en voyaient arriver environ 250 par an. La pratique attire aussi désormais les femmes. Elles ne représentent que 3,3 % des chasseurs de l'Hexagone, mais près de 15 % des nouvelles candidatures, révèle Nicolas Rivet : "La hausse est significative."

**Adrénaline.** Cette hausse fait suite aux efforts consentis par les fédérations pour se défaire de leur réputation de repaires de vieux mâles portés sur la bouteille et peu soucieux des règles de sécurité en matière d'armes à feu. L'alcool est maintenant prohibé pendant les parties de chasse, et les participants doivent montrer qu'ils connaissent les règles de sécurité pour obtenir le renouvellement annuel de leur permis.

Marie-Laure de Meirleire, 55 ans, fait partie des nouvelles recrues. Elle confie qu'elle rêvait de tirer du gibier quand elle était jeune mais qu'elle a dû remiser son rêve quand elle a eu des enfants. "Maintenant que je les ai élevés, je me suis dit : 'C'est le moment de me lancer.' En ce moment, je m'endors avec des images de battue dans la tête."

Marie-Laure dit apprécier la camaraderie, l'adrénaline... et la viande : "C'est tellement meilleur que tout ce que vous pouvez acheter au supermarché!" Certaines de ses amies ont été surprises quand elle leur a annoncé qu'elle s'était mise à la chasse, surtout celles dont "les enfants mangent des algues". "Mais, argumente-t-elle, je leur explique que c'est mieux pour l'animal d'être tué proprement dans une battue que d'être élevé en batterie et saigné à l'abattoir."

— Adam Sage,  
publié le 21 février

## ILS REFONT LA FRANCE Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec VIVRENSEMBLE



## POLITIQUE

# Bayrou dans la tourmente de Bétharram

Le Premier ministre dément avoir été au courant des violences physiques et sexuelles qui ont eu lieu dans l'école privée Notre-Dame de Bétharram. Peut-il survivre politiquement aux révélations qui se multiplient ?



—Tages-Anzeiger, extraits (Zurich)

François Bayrou est en poste depuis [un peu moins de trois mois]. Ce n'est pas beaucoup, mais c'est déjà plus que ce que lui prédisaient certains commentateurs et responsables politiques en décembre, lorsqu'il a pris ses fonctions à la tête d'un gouvernement très précaire, sans majorité à l'Assemblée. Contre toute attente, le centriste a franchi relativement sans encombre son baptême du feu, le vote du budget, grâce aux députés socialistes, qu'il a su convaincre de ne pas le renverser tout de suite. Dès lors, les regards ont changé. Et si Bayrou restait plus longtemps que prévu à Matignon? Jusqu'à l'automne, voire plus? Ou même jusqu'en 2027, date de fin du second mandat d'Emmanuel Macron? Après tout, le Premier ministre n'est pas né de la dernière pluie. Et dans la frénésie d'une époque où tout va si vite, certains se demandaient déjà s'il ferait un bon candidat pour l'élection présidentielle de 2027, malgré son âge quelque peu avancé – il aura alors 75 ans.

Mais l'euphorie des centristes aura été de courte durée. Car voilà leur champion rattrapé par un scandale dans son fief du Sud-Ouest qui a pris une ampleur nationale. Ce scandale tourne autour de l'institution catholique Notre-Dame de Bétharram, établissement d'enseignement privé fondé en 1853, entre Pau et Lourdes. Connue pour l'excellence de sa formation et sa discipline de fer, il accueillait les enfants des notables de toute la région, et au-delà. François Bayrou y a lui-même envoyé plusieurs de ses enfants, et sa femme, Élisabeth, y a enseigné le catéchisme – le couple est très croyant.

Dans les années 1990, des bruits ont commencé à circuler sur l'établissement : les équipes enseignantes ne se contenteraient pas d'appliquer une discipline stricte, les élèves seraient également battus et agressés sexuellement. En 1996, un père d'élève

porte plainte après que son fils a perdu partiellement l'audition à la suite d'une gifle assenée par un surveillant. L'adolescent aurait également fini aux urgences après avoir été envoyé dehors en pleine nuit, en caleçon, par zéro degré. À l'époque, les médias français relaient largement l'affaire. François Bayrou est alors ministre de l'Éducation nationale. Il aurait pu – et dû – ordonner une enquête approfondie sur Notre-Dame de Bétharram. Mais il ne l'a pas fait. [L'établissement a fait l'objet d'une inspection pédagogique d'une journée, conclue par un rapport de trois pages qualifié de "rassurant".] Près de trente ans plus tard, la justice s'est emparée de l'affaire : 152 anciens élèves ont déposé plainte, et ils sont de plus en plus nombreux à se manifester chaque jour. Ils racontent les sévices corporels et sexuels, leurs vies brisées.

Mediapart, qui multiplie les révélations depuis plusieurs semaines, a interrogé un certain nombre de victimes. La plupart des faits qu'ils décrivent sont prescrits, mais pas tous. L'un des anciens surveillants mis en cause a été placé en détention provisoire [le 21 février] – il était encore en poste dans l'établissement jusqu'à récemment.

**Loin de convaincre, les dénégations de Bayrou ont donné plus d'ampleur à l'affaire. Aurait-il menti devant le Parlement ?**

Ily a quelques jours, le Premier ministre a dû s'expliquer devant l'Assemblée. Pourquoi n'a-t-il rien fait durant toutes ces années? Il ne pouvait pas ne pas être au courant; après tout il a été ministre de l'Éducation nationale de 1993 à 1997, sa femme a enseigné à Bétharram, ses enfants ont fréquenté l'établissement. Et surtout: François Bayrou est une sorte de *baron local*\* dans le Béarn, sa région natale, qu'il ne se prive

jamais d'évoquer avec fierté dans ses discours. Maire de Pau, ancien président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, il sait tout, connaît tout le monde. C'est une figure incontournable.

**Omerta.** "Je n'ai jamais été informé de quoi que ce soit", s'est pourtant défendu le Premier ministre devant l'Assemblée [le 11 février]. Qui pourrait croire sérieusement qu'il aurait envoyé en toute connaissance de cause ses propres enfants dans une école où se passent des choses de cet ordre? a-t-il argué. Mais ses dénégations n'ont pas convaincu, loin de là. Elles ont donné encore plus d'ampleur à l'affaire. François Bayrou aurait-il menti devant le Parlement?

Mediapart a interrogé une ancienne professeure de mathématiques de Notre-Dame de Bétharram, qui se souvient d'un épisode impliquant la femme du Premier ministre. En 1996, les deux femmes se croisent dans un couloir de l'établissement lorsqu'elles entendent, en provenance d'une salle de classe, les cris d'un élève qui implore son professeur de cesser de le frapper. Une scène parfaitement normale pour Élisabeth Bayrou, assure son

ancienne collègue, congédiée après avoir dénoncé les faits auprès de la direction.

En 2000, l'ancien directeur de l'établissement, un prêtre mis en examen pour viol sur un élève mineur, se suicide avant la fin de l'enquête. Le Vatican l'avait rappelé à Rome pour le protéger. À Bétharram, l'omerta règne depuis longtemps.

François Bayrou n'a pas seulement échoué à diligenter une enquête : durant toutes ces années, il a défendu publiquement l'institution. Pour les victimes, en revanche, il n'a pas eu un mot jusqu'ici [il a rencontré des membres de l'association des victimes le 15 février]. Et le voilà à son tour visé par une plainte, pour non-dénonciation de crimes et délits. Le Premier ministre s'efforce de rejeter la faute sur son successeur à l'Éducation nationale, en vain. Sa cote de popularité s'est effondrée. Seuls 26 % des Français estiment encore qu'il est un bon chef de gouvernement. L'Élysée s'inquiète. Emmanuel Macron s'était déjà fait à l'idée que ce *baron local*\* le porterait jusqu'à la fin de son mandat.

—Oliver Meiler,  
publié le 27 février

\* En français dans le texte.

"UNE VERSION PALESTINIENNE DE MACADAM COWBOY" Indie

"UN BUDDY MOVIE BECKETTIEN" Le Classique

**VERS UN PAYS INCONNU**

un film de MAHDI FLEIFEL

Quinzaine DES CINÉASTES CAMBES 2024

46<sup>e</sup> CINÉMÉD MONTPELLIER 2024

FESTIVAL PRIMIERS PLANS STRASBOURG 2024

tiff 2025

Official Selection

SSIFF Toronto International Film Festival 2024

AU CINÉMA LE 12 MARS

Euro 20



✓ Dessin de PPAINT,  
Royaume-Uni.



KON IMAGES

# Danemark. Comment des ados sont changés en tueurs à gages

Depuis le mois d'avril 2024, des adolescents suédois recrutés notamment sur TikTok sont soupçonnés de s'être rendus au Danemark pour y commettre des meurtres. Ce quotidien retrace le parcours de l'un d'entre eux.

—Dagens Nyheter, extraits  
(Stockholm)

L'adolescent a 15 ans quand, seul dans sa chambre de Lulea, dans le nord-est de la Suède, il tombe sur une "offre d'emploi" d'un gang sur son fil TikTok. Peu de temps après, il est dans un avion pour Copenhague, avec pour mission de tuer "tous ceux" qui sortiraient du club des Comanches, un gang de motards. Seulement voilà, il fait froid, et l'attente dans les buissons est interminable. La mission ne sera jamais menée à bien. Le procès de l'adolescent vient de s'ouvrir au tribunal de première instance de Copenhague.

Avril 2024. Notre adolescent est un collégien de troisième solitaire et rongé par l'ennui qui passe le plus clair de son temps dans sa chambre, à Lulea. Souffrant

de problèmes psychologiques, il sèche régulièrement les cours. Quelques jours plus tôt, sa mère a obtenu la garde des enfants, le père ayant été condamné pour des menaces proférées à son encontre.

**"Ça m'est tombé dessus".** En scrollant sur TikTok, l'ado tombe sur un lien vers un groupe de discussion de l'appli Telegram. Il visionne, intrigué, les images et vidéos d'actes de violence partagées sur le groupe. Mais ce n'est pas tout. Le groupe publie également des annonces : il recherche notamment des personnes prêtes à commettre des meurtres, par arme à feu ou à l'explosif, contre rémunération. L'adolescent mord à l'hameçon. "Il y a un contrat à Stockholm", y lit-il. Il s'agit bien d'une "offre d'emploi", mais ce n'est pas celle qui sera confiée à l'adolescent. De fil en aiguille, les

discussions le conduisent sur l'appli Signal – et à une autre mission : un contrat au Danemark.

Neuf mois plus tard, l'ado est assis sous les grands lustres à pendeloques de la salle du *byretten*, l'équivalent d'un tribunal de première instance, dans le centre de Copenhague. Il est accusé d'avoir voulu tuer des membres du gang des Comanches à Brondby, dans la banlieue de Copenhague, en avril de l'année dernière. C'est à la maison d'arrêt où il est détenu depuis plusieurs mois qu'il fête ses 16 ans.

À la barre, il explique avoir été recruté sur son téléphone. "Je ne cherchais rien, ça m'est tombé dessus, c'est tout. Il y avait des photos, des vidéos, ce genre de trucs. Au départ, on ne m'a pas proposé de contrat", dit-il.

Quand le procureur lui demande s'il a déjà songé à faire

du mal à quelqu'un par le passé, le jeune homme secoue la tête de gauche à droite. D'apparence, c'est un ado comme les autres, cheveux courts, vêtu d'un t-shirt bleu et d'un jean clair. Il est calme et parle d'une voix si basse qu'on a du mal à comprendre ce qu'il dit à quelques mètres de distance – même si on reconnaît sans erreur possible le dialecte

**C'est une forme de sous-traitance que la police appelle crime as a service.**

du comté de Norrbotten, dans le nord de la Suède. Son visage est parfois traversé d'un sourire fugace et timide à l'adresse de son interprète suédois.

L'ado de 16 ans fait partie des jeunes Suédois qui ont accepté des contrats rémunérés dans la guerre des gangs qui secoue Copenhague. L'année dernière, une vingtaine d'homicides ont ainsi été perpétrés par des Suédois impliqués dans une forme de sous-traitance du crime que la police danoise appelle *crime as a service*.

En novembre, un autre ado originaire du nord de la Suède a été condamné. Celui que nous avons appelé "Elias" dans les colonnes de ce journal a écopé de cinq ans et demi de réclusion pour avoir accepté un contrat qui lui avait été proposé sur un groupe de discussion. Il ne s'était pas encore vu confier d'arme quand il a été interpellé à la gare centrale de Copenhague, contrairement à notre ado de Lulea, comme en témoignent les images que la police a trouvées sur le téléphone portable de ce dernier, qu'il avait pris au cours de sa mission à Copenhague.

S'il conteste les charges qui pèsent sur lui, il reconnaît les raisons qui l'ont poussé à faire le voyage entre Lulea et le Danemark en avril de l'année dernière : il avait accepté un contrat.

Selon l'avocat de la défense, il se serait ravisé et avait renoncé à la mission au moment où il a été arrêté. Le parquet récuse cette version, énumérant les différentes occasions qu'a eues l'adolescent d'abandonner sa mission et qu'il n'a visiblement pas su saisir, puisqu'il s'est rendu au Danemark à deux reprises.

De fait, sa première tentative échoue. La mère de l'ado donne

l'alerte, et un avis de recherche est lancé. Quand l'avion fait escale à Göteborg, dans l'ouest de la Suède, le 17 avril, la police le cueille et le renvoie chez lui, à Lulea. "Je crois que la police avait des photos de moi", confie l'ado, qui fait oui de la tête quand le procureur lui demande si sa mère était heureuse de le voir rentrer. La mère prend rendez-vous avec les services sociaux. Mais, à peine cinq jours plus tard, l'ado retente sa chance – et, cette fois, parvient à destination. Le procureur lui demande à quoi il pensait pendant le vol.

"J'étais sous pression."

— Il ne vous est pas venu à l'esprit de montrer sur votre téléphone qu'on vous avait envoyé au Danemark ? demande le procureur.

— Non, ils savaient où on vivait, moi et ma famille."

À l'aéroport de Copenhague, un homme donne quelques billets au jeune Suédois, environ 1 000 couronnes [90 euros]. Il s'achète une pizza et des bonbons qu'il grignote en attendant les commanditaires. Il écrit dans le groupe de discussion qu'ils doivent venir le chercher, que ça fait sept heures qu'il lanterne.

Pourquoi ne rentre-t-il pas chez lui, tout simplement ?

"Je n'y ai pas pensé", répond l'ado quand le procureur lui pose la question.

Quelqu'un finit par venir le chercher et par le conduire au club des Comanches. Selon le procureur, c'est une Danoise, la trentaine, au volant d'une BMW noire. Elle est également soupçonnée d'avoir fourni l'arme au



ROYAUME-UNI

jeune homme. L'ado prend des photos depuis sa cachette dans les buissons situés devant le club. Le froid est piquant. Sa mission est d'abattre toute personne qui sortirait du club, à l'exception des femmes et des enfants. Si trois personnes sortent, il doit les exécuter toutes les trois. C'est la consigne. Debout, dans les fourrés, son arme à la main, il ne sait lui-même rien du gang qui est sa cible. "C'est un club de motards, avec des vieux", dira-t-il à la barre.

Il confesse qu'il aperçoit bien quelques personnes à l'intérieur, mais qu'il fait comme s'il ne les voyait pas pour ne pas avoir à tirer. Au bout d'un certain moment, il se rend à la gare centrale où il achète un hot-dog, un jus de fruits et un paquet de petits gâteaux dans un snack. Puis il prend un taxi jusqu'à l'aéroport de Kastrup. C'est là qu'il est arrêté. Selon le procureur, parce que la police a des soupçons à son égard. Dans la version de l'adolescent, c'est lui-même qui s'est présenté aux agents.

Le recours par le crime organisé à ce que le ministre de la Justice danois appelle des "*enfants soldats suédois*" a fait couler beaucoup d'encre au Danemark, où le procès est très médiatisé. Hormis

## Quand l'ado de Lulea a été pris, les commanditaires se sont retournés contre sa mère.

le [reporter du] quotidien *Dagens Nyheter*, aucun Suédois n'est présent, en revanche.

Quand l'ado a été pris, les commanditaires se sont retournés contre sa mère, qui s'est vu demander de l'argent pour l'arme avec laquelle le jeune a été interpellé et pour son voyage au Danemark. La famille vit désormais sous une fausse identité. Quand l'avocat de l'adolescent lui demande quelles sont les répercussions de cette affaire sur sa vie, il élève légèrement la voix, pour la première fois. "Énormes. Ils ont menacé ma mère de mort et de nous faire sauter. Ma famille a dû déménager dans une autre ville", répond-il.

Le procès se clôt début mars. La trentenaire danoise nie tout lien avec le projet d'assassinat.

**Tove Hansson,**  
publié le 1<sup>er</sup> février

# Recrute "huissier de la verge noire" (H/F)

Le Black Rod joue un rôle aussi central qu'anachronique dans la cérémonie annuelle d'ouverture du Parlement britannique.

—The Economist,  
extraits (Londres)

**L**a fiche de poste est à la fois limpide et sibylline. On y explique que la personne recherchée doit posséder de "solides compétences en matière d'influence et de relationnel", savoir conserver "un maintien calme" et être dotée d'"excellentes compétences de communication".

Ce que l'annonce ne dit pas, c'est que, une fois par an [lors de la cérémonie d'ouverture du Parlement, où le monarque détaille, au nom du gouvernement, le programme législatif des mois à venir], ces "excellentes compétences de communication" et ce "maintien calme" seront mis à l'épreuve durant un exercice consistant à frapper par trois fois sur une porte du Parlement britannique à l'aide d'un grand bâton pendant que le roi attend, non loin de là, assis sur son grand trône doré. [Une fois le roi installé dans la Chambre des lords, le Black Rod est envoyé chercher les députés à la Chambre des communes, où, traditionnellement, on lui claque la porte au nez. Il doit alors frapper trois fois avant de pouvoir entrer.]

Le poste de Lady or Gentleman Usher of the Black Rod ["gentilhomme huissier ou dame huissière de la verge noire"] est à pourvoir [les candidatures pouvaient être envoyées jusqu'au 2 mars pour une prise de poste cet été]. Et il ne s'accompagne pas que d'un bâton, il propose aussi quelques carottes. L'heureux élu se verra offrir un salaire annuel compris entre [104 000 euros et 137 000 euros], ainsi qu'un accès aux "généreux dispositifs de retraite de la fonction publique". Le poste offre également une excellente sécurité de l'emploi (créé en 1350, il ne sera pas supprimé demain) et un inégalable prétexte pour arborer collants, manches à volants et jabot en public. Côté inconvénient, il

faut assumer un intitulé de poste quelque peu déroutant – même si, en la matière, le Royaume-Uni a l'embaras du choix.

La plupart des gens s'imaginent que le Black Rod passe le plus clair de son temps à se promener en collants. "Mais ce n'est pas tout", insiste un initié. Il officie aussi comme

## L'actuelle titulaire du poste a auparavant dirigé le tournoi de tennis de Wimbledon.

huissier du très noble ordre de la Jarretière, sergent d'armes de la Chambre des lords et secrétaire du lord grand chambellan. Autant de titres dont on conviendra qu'ils évoquent moins des annonces Pôle Emploi qu'une saga de Tolkien.

Le poste, qui est d'abord proposé pour trois ans, a été occupé par des personnalités très sérieuses. Avant de s'occuper des lords, l'actuelle titulaire [depuis 2018], Sarah Clarke, a été directrice du tournoi de tennis de Wimbledon. Tous ses prédécesseurs étaient des hommes, la plupart militaires. Cela les aidait dans certains aspects du poste de Black Rod (notamment la sécurité des lords), mais moins dans d'autres (des "jambes poilues" peuvent être sources de désagréments insoupçonnés dans des collants, confie une source bien informée).

Le poste est certes l'héritier d'une vieille tradition, mais le processus de recrutement se veut moderne. La Chambre des lords, de même que la Chambre des communes, s'est "engagée à devenir une institution toujours plus accueillante, inclusive et diverse". Les deux Chambres proclament que leur porte est grande ouverte à tout le monde. Sauf si vous êtes le roi ou le Black Rod – auquel cas, les Communes vous la claqueront au nez.—

Publié le 13 février



# Club Courrier

Chaque mois,  
découvrez les événements  
et les avantages  
réservés aux abonnés  
de *Courrier international*.



## LIVRE

Tentez de remporter un exemplaire d'**À 6 000 mètres... sur une autre planète. Ascensions en solitaire des volcans de l'Atacama au Chili**, de Patrick Espel, proposé par les éditions Christine Bonneton.



## BD

Tentez de remporter un exemplaire de **Soà**, de Gérard Cousseau et Shinja, proposé par les éditions Grand Angle.



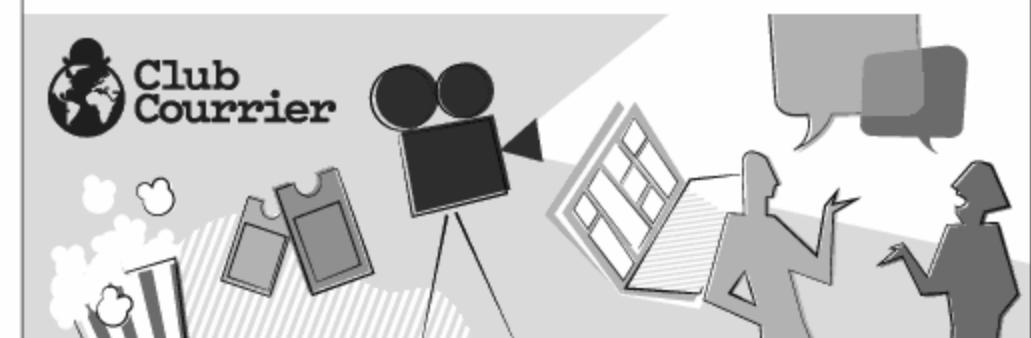
## CINÉMA

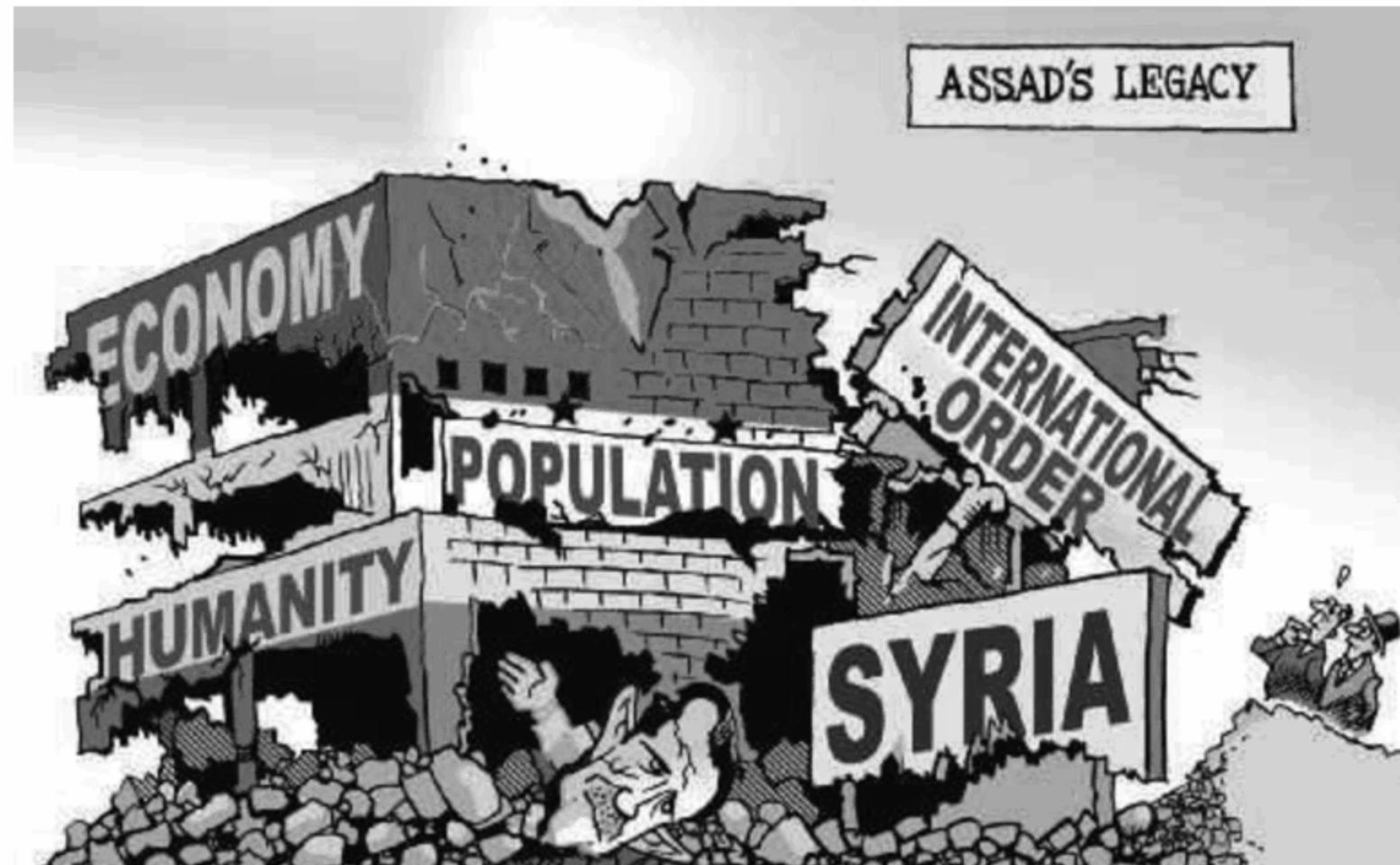
Recevez un code pour découvrir **Une affaire de famille** de Hirokazu Kore-edo via UniversCiné.



## JEU DE SOCIÉTÉ

Tentez de remporter un exemplaire du jeu de société **Unlock! Risky Adventures** proposé par Space Cowboys.





CAGLE CARTOONS

## Syrie. À Homs, le chaos de la transition

La troisième ville du pays est le théâtre d'une campagne vengeresse contre les Alaouites depuis la chute de Bachar El-Assad. Une situation qui illustre les défis politiques, économiques et sécuritaires auxquels le nouveau pouvoir islamiste est confronté.

—The Economist (Londres)

**H**oms, dans l'ouest de la Syrie, occupe depuis longtemps une place unique dans le cœur des Syriens. En 2011, en plein "printemps arabe", cette ville à la diversité ethnique et religieuse exceptionnelle est devenue le symbole de la résistance à Bachar El-Assad : les manifestations se sont concentrées autour de la tour de l'Horloge, sur une place du centre-ville, jusqu'à ce que le dictateur les réprime dans le sang.

En même temps, Homs a été un bastion majeur du régime baasiste [issu du parti Baas]. En effet, une grande partie de la population dépendait d'emplois gouvernementaux et l'académie militaire locale formait des officiers de l'armée d'Assad. La belle-famille [sunnite] de l'ancien dictateur est originaire de la ville.

À Homs, deux mois après la chute du régime [il est tombé le 8 décembre dernier], les fidèles et les opposants d'Assad ont aujourd'hui ceci en commun : le sentiment que le gouvernement du nouveau président, Ahmed El-Charaa, les abandonne à leur sort.

D'un côté, les partisans d'El-Charaa voudraient qu'il répare des décennies de dictature. De l'autre, les Alaouites [minorité représentant environ 10 % de la population syrienne dont les membres pratiquent un culte dérivé de l'islam chiite], dont fait partie le clan Assad, attendent du président qu'il les protège contre les violentes représailles dont ils sont victimes.

Le chaos qui gagne Homs reflète les difficultés auxquelles El-Charaa se heurte dans toute la Syrie. Son gouvernement doit, d'une part, assurer la sécurité de l'ensemble des groupes ethniques, et de l'autre, prendre

en compte la soif de justice des opprimés du régime Assad. Du reste, il doit d'urgence créer des perspectives économiques pour tous.

À Homs, la situation est sombre. Ces dernières semaines, des dizaines de personnes se sont fait tuer ou enlever dans les campagnes aux abords de la ville. Certains Syriens, en particulier des Alaouites considérés comme des fidèles d'Assad, sont la cible de vengeances sectaires ;



d'autres sont victimes de gangs qui espèrent obtenir une rançon. Selon la population locale, il est de plus en plus difficile de faire la distinction entre ces deux sortes de violence.

Le crime est partout. Dans le centre-ville, je vois le propriétaire d'une camionnette garée sur le trottoir maudire les voleurs qui viennent de chaparder deux fusils à l'intérieur de la cabine du conducteur.

**Raids massifs.** Même s'ils ont de l'estime pour El-Charaa, les habitants de Homs déplorent le fossé qui sépare les paroles des actes. Alaa Ibrahim, un militant alaouite qui tente de jouer l'intermédiaire entre les familles de personnes enlevées et les nouveaux maîtres de Homs, est convaincu que les hommes d'El-Charaa ne cherchent pas à se venger. Il trouve cependant que les préoccupations des Alaouites sont mises de côté : "Certains de nos messages au responsable de la police restent sans réponse."

Bien sûr, la maladresse dont fait preuve le gouvernement pour tenter d'imposer l'ordre n'aide pas. Après avoir limogé la majorité des forces de sécurité et des juges du régime Assad, les nouveaux dirigeants manquent de bras pour maintenir l'ordre dans la ville et faire tourner les tribunaux. Faute de mieux, ils conduisent des raids massifs dans des quartiers réputés baasistes, raflant, lors de procédures sommaires, des centaines de jeunes hommes pour ensuite les détenir pendant des semaines.

Les soldats les plus dociles d'El-Charaa se trouvent à Damas, ce sont des hommes moins disciplinés et plus radicaux qui sont déployés à Homs. Bon nombre d'entre eux sont des locaux qui, il y a dix ans, ont dû fuir Homs pour se réfugier à Idlib, le fief d'El-Charaa. Ils sont pour la plupart rentrés chez eux ces dernières semaines, pour trouver leurs maisons saccagées.

Hassan, un jeune qui se bat dans les rangs des rebelles d'El-Charaa, n'avait que 13 ans lorsque sa famille est partie s'installer à Baba Amr, un quartier sunnite de Homs célèbre pour sa résistance à Assad. À leur retour, ils ont découvert que des pillards à la solde du régime avaient vidé leur maison. Aujourd'hui, Hassan

✓ Syrie. L'héritage d'Assad (au sol, la statue de Bachar El-Assad). Économie. Population. Ordre international. Humanité. Dessin de Pares Nath, Inde.

patrouille dans les rues, sa barbe témoignant des convictions islamistes qu'il a faites siennes à Idlib. Kinan Al-Nahas, un chef islamiste local, regrette : "Les gens ont le sentiment que la libération n'apporte pas la justice."

Le malaise économique ne fait qu'aggraver la situation. Depuis la victoire d'El-Charaa, il y a deux mois, le soutien du monde extérieur se fait attendre. Les sanctions internationales contre le secteur financier syrien sont toujours en place, handicapant la reprise de l'économie. Quant au marché de l'emploi, à Homs, il est si mal en point que les jeunes disent que des "émeutes de la faim" sont imminent.

Ziad Kashu, militant chrétien, redoute une montée du crime organisé et de la violence des gangs, bien plus que des troubles religieux. Pendant les dernières années du gouvernement Assad, déplore-t-il, enlever des personnes pour toucher une rançon est devenu une activité lucrative, et c'est aujourd'hui toujours le cas. Si on parvenait à créer des

"Les gens ont le sentiment que la libération n'apporte pas la justice."

Kinan Al-Nahas,  
CHEF ISLAMISTE LOCAL

emplois décents, on pourrait sans doute un tant soit peu détourner les jeunes du crime et de la vengeance, suggère-t-il. À ses yeux, "la solution est économique".

Pour l'heure, nombreux sont ceux qui, à Homs, espèrent que la modération l'emportera. Suhail Junaid, le cheikh le plus influent de la ville, assure prêcher la tolérance. "Le gouvernement actuel est en train d'éradiquer les divisions religieuses", promet-il.

Aujourd'hui en Syrie, beaucoup dépendent de la réponse qui sera apportée à cette question : le nouveau gouvernement parviendra-t-il à tenir ses promesses ? Si les Syriens n'ont pas de quoi joindre les deux bouts, si les nombreuses personnes opprimées par Assad n'obtiennent pas justice et si la sécurité des minorités n'est pas assurée, les choses ne pourront qu'aller de mal en pis à Homs comme dans le reste de la Syrie. —

Publié le 13 février

## ÉGYPTE

## Sissi dans le piège de Trump

Le plan de transfert de 2 millions de Palestiniens hors de la bande de Gaza voulu par le président américain fragilise l'homme fort du Caire. Qui cherche à temporiser pour éviter de perdre le soutien des États-Unis.



CARTOON MOVEMENT

—Daraj, extraits (Beyrouth)

**G**agner du temps. C'est ainsi que le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, espère se sortir du piège tendu par son homologue américain, Donald Trump. Depuis que l'ami fidèle s'est mué en ennemi potentiel avec son idée d'un transfert de la population de Gaza, il ne risque pas seulement de renverser la table. Il risque aussi de provoquer la chute du régime de Sissi. Car, pour parvenir à ses fins, le président américain menace de couper les aides militaires et financières et de ne plus soutenir l'Égypte contre l'Éthiopie au sujet du barrage de la Renaissance [construit par l'Éthiopie en amont du Nil et qui remet en cause la part des eaux du fleuve que l'Égypte revendique pour elle].

Durant son premier mandat, Donald Trump avait soutenu Le Caire face à Addis-Abeba. Son administration avait fait la médiation entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan pour

parvenir à un accord sur le barrage, et pour que l'Égypte obtienne sa juste part des eaux du Nil. Il avait même déclaré que l'Égypte n'allait "pas pouvoir vivre avec" ce barrage et allait être obligée de "le faire sauter". Aujourd'hui, il fait des discours tout aussi tonitruants, mais dans le sens inverse, en apportant son soutien à l'Éthiopie pour intimider l'Égypte, à laquelle il reproche par ailleurs sa présence militaire en Somalie. Là aussi, ce n'est pas un secret qu'il pourrait se servir de ce dossier pour faire pression sur Le Caire.

Face à ces pressions américaines, Sissi cherche à s'assurer du soutien de pays africains tels que la Guinée-Bissau, le Ghana, Djibouti, le Kenya et la Somalie. Certains d'entre eux ont pâti de la construction du barrage

**Dans les médias égyptiens, Sissi est présenté comme le héraut de la cause palestinienne.**

de la Renaissance, et d'autres craignent de subir des scénarios de guerre qui pourraient avoir la bénédiction de Donald Trump.

Abdel Fattah Al-Sissi joue également la carte russe, puisqu'il s'est entretenu avec Vladimir Poutine sur le chantier de la centrale nucléaire égyptienne, à El-Dabaa, et en sachant que le projet d'établir une zone industrielle russe dans la zone du canal de Suez est toujours en cours.

Mais surtout, Abdel Fattah Al-Sissi cherche à gagner du temps. Il a ainsi repoussé sine die son voyage à Washington [initialement prévu le 18 février], en attendant l'organisation d'un sommet extraordinaire de la Ligue arabe, prévu pour le 27 février [et qui s'est finalement tenu mardi 4 mars]. Les sommets de la Ligue arabe n'aboutissent généralement qu'à des déclarations sans lendemain, mais Le Caire espère pouvoir s'en servir pour se mettre à l'abri face à Donald Trump. Sissi n'est en effet pas prêt pour l'affronter seul à seul et lui répéter son refus

d'un transfert des Gazaouis vers l'Égypte et la Jordanie.

Sur le plan régional, il compte donc s'appuyer sur la Ligue arabe. Mais il cherche des soutiens au-delà du monde arabe, selon la page Facebook du porte-parole de la présidence égyptienne, qui indique des communications avec le Premier ministre malaisien, Anwar Ibrahim, la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres et le président français, Emmanuel Macron. Les comptes rendus de ces conversations réitèrent à chaque fois le même argument : "La nécessité de commencer la reconstruction de la bande de Gaza dans le but de rendre celle-ci vivable, et cela sans transfert de ses habitants palestiniens."

**"Inacceptable".** Ils insistent aussi sur la nécessité d'établir un État palestinien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, seule garantie de parvenir à une paix durable.

Les principaux pays arabes semblent se joindre au refus du projet trumpien. L'Arabie saoudite s'y est dite hostile [et même les Emirats arabes unis, après avoir donné l'impression de tergiverser, ont déclaré leur "ferme opposition"]. De même, le représentant permanent du Koweït à l'ONU, Tarek Al-Bannay, a estimé qu'un tel transfert était "totalement inacceptable" et représenterait "une violation des accords de Genève".

Certes, les pays arabes ont adopté une position commune, mais ce sera principalement l'Égypte qui en paiera le prix [puisque c'est elle qui est la plus vulnérable aux menaces de Donald Trump]. Cela met Abdel Fattah Al-Sissi devant un choix cornélien.

S'il tient bon face à Donald Trump, il risque de perdre les aides militaires américaines et donc de fragiliser l'armée, considérée comme la colonne vertébrale de son régime. Si, au contraire, il se soumet à Donald Trump, pour la simple raison qu'on ne peut pas faire autrement devant une grande puissance qui ne veut rien entendre, cela veut dire qu'il jette aux orties la position historique de l'Égypte sur la question palestinienne. [Et dans ce cas, il risque de perdre

✓ Donald Trump : "Dégarez la bande de Gaza ! Vous allez en Égypte !" Dessin de Paolo Calleri, Allemagne.

ce qui lui reste de soutien et de légitimité populaires.]

Là aussi, le président égyptien joue serré. L'an dernier, la police avait arrêté plus de 250 supporters du club de football [caïrote] Al-Ahly pour avoir brandi un drapeau palestinien en soutien à Gaza. Mais en ce début du mois de février le régime a permis que des Égyptiens affluent de tout le pays pour manifester leur soutien à la cause palestinienne devant Rafah, le point de passage avec la bande de Gaza, en scandant "Non au transfert des Palestiniens".

Dans les médias égyptiens, Abdel Fattah Al-Sissi est présenté non seulement comme le garant de la souveraineté nationale, mais désormais comme le héraut de la cause palestinienne. Paradoxalement, le soutien à la cause palestinienne implique aujourd'hui en Égypte le soutien à Sissi, et toute opposition au régime passe pour un manque de loyauté à l'égard des Palestiniens.

Ces mêmes médias égyptiens ont également changé de ton au sujet de Donald Trump. Le quotidien [progouvernemental] *Al-Youm Al-Sabee* se fait l'écho de députés qui le qualifient de "cinglé" et l'accusent de vouloir mettre le monde à feu et à sang. Et ce alors que ce même journal, en novembre dernier, avait vanté "l'intelligence" de cet homme.

—Reid Matar,  
publié le 17 février

## SOURCE

## DARAJ

Beyrouth, Liban  
[daraj.media](http://daraj.media)

Daraj, "escalier" en arabe, est un site d'information alternatif né en 2017 à Beyrouth. Son équipe rédactionnelle est composée de journalistes professionnels du Liban et d'autres pays arabes. Par ses rubriques, le site tranche avec les médias arabes traditionnels, en accordant une vraie place au reportage et à l'enquête. Plusieurs de ses sujets sont rares, voire inexistant, dans les autres médias de la région : droits civiques, gender, libido, homosexualité, fake news...





# Soudan. L'île de Tuti, une oasis jetée dans la guerre



FOCUS

Coincé entre les villes jumelles de Khartoum et d'Omdourman, l'îlot autrefois connu pour sa qualité de vie subit de plein fouet le conflit qui ravage le pays depuis avril 2023.

—The Times, extraits (Londres)

**U**ne fois la nuit tombée, un nageur quitte le couvert des roseaux pour s'enfoncer dans les eaux du Nil. Abdullah Elamin, un homme puissant à la forte carrure, a pris l'habitude depuis qu'il était petit de nager le long de l'île de Tuti. Mais cette fois-ci, à 62 ans, il fait face à une situation bien plus grave.

C'est qu'un mandat d'arrêt le désigne expressément, des hommes armés sont mêmement lancés à ses trousses. Devant lui, ce fleuve sombre au violent courant, qui est surtout une ligne de front où snipers et mitrailleuses se font face. Malgré ces dangers, Abdullah Elamin est déterminé à traverser.

*“J'avais surtout peur des snipers, de me faire tirer dessus à mi-parcours, se souvient-il. Mais je n'avais pas le choix. Si je ne prenais pas la fuite, c'était la prison.”* Une chambre à air de pneu de moto autour de la taille, il s'enfonce donc dans l'obscurité, pour traverser le Nil blanc à la nage, direction Omdourman.

Abdullah Elamin ne s'est pas enfui du jour au lendemain. Avant que la guerre n'éclate au Soudan, son île de Tuti, que Moïse lui-même aurait foulée, était un havre de paix connu pour sa production de fruits et de légumes. L'île, longue

de 3 kilomètres et large de 1,5, abritait 20 000 personnes, en plus d'attirer les touristes à la recherche d'un endroit où pique-niquer et les amoureux avides de promenades sur la rive au coucher du soleil. Mais son emplacement à la confluence du Nil blanc et du Nil bleu, avec Omdourman à l'ouest et Khartoum [la capitale] à l'est, en a également fait une position hautement stratégique. La guerre allait ébranler sa tranquillité.

Le 15 avril 2023, un différend a éclaté entre le général Abdel Fattah Al-Burhan, commandant des forces armées soudanaises (SAF), et le général Mohamed Hamdane Daglo, dit “Hemeti”, à la tête du groupe paramilitaire des Forces de soutien rapide (RSF).

Alors que le fragile accord de partage du pouvoir entre les deux hommes s'effondrait, des combats ont commencé à éclater dans les deux villes qui bordent l'île.

Dès le début du conflit, Abdullah Elamin est parti mettre sa femme et ses cinq enfants à l'abri à Omdourman, puis est revenu afin de protéger sa maison des pillards. Les hommes des RSF sont arrivés peu après pour prendre le contrôle des positions stratégiques de l'île, avant de traverser le pont sur le Nil blanc et d'avancer sur Omdourman.

*“Au début, les [combattants des] RSF n'ont pas pénétré dans nos quartiers, ne nous ont pas harcelés. Ils ont occupé certains postes et installations de l'île, les fermiers leur vendaient des légumes. Civils*

*et RSF vivaient côté à côté, sans se mêler”, raconte le sexagénaire.*

L'année dernière, le comportement des RSF s'est brusquement dégradé lorsque les SAF ont lancé une contre-attaque dans Omdourman, qui les a délogés du cœur de la ville pour les repousser par-delà le Nil. *“Dès que la pression s'est accentuée à Omdourman, leur attitude a changé*, décrit Abdullah Elamin. *Ils ont dévalisé des maisons, volé l'or de certaines familles, s'en sont pris à nos voitures. La grogne est montée. Et puis il y a eu ce viol, qui a tout bouleversé.”*

**Assiégés.** Cette portion du Nil qui sépare Omdourman de Khartoum compte parmi les zones les plus disputées de la guerre civile. Ses rives sont encore fréquemment l'objet de bombardements et de tirs de snipers. La plupart des combats ont eu lieu juste en face de l'île, laissant la rive ouest du Nil jonchée de gravats, de voitures explosées, d'éclats d'obus, avec parfois un tank à l'abandon ou un arbre déchiqueté.

Au début de la guerre, l'avantage était aux RSF. Elles ont pris le contrôle d'une partie d'Omdourman et de presque tout Khartoum. Plusieurs bases des SAF ont été assiégées, dont celle du génie [quartier général de l'armée à Khartoum], qui jouxte le Nil blanc, au sud d'Omdourman. Mais les SAF

ont riposté, d'où cette bataille qui dure depuis février 2024.

Elles sont parvenues à repousser les RSF d'Omdourman, à reprendre le siège de la radiotélévision et à avancer vers le sud pour mettre fin à l'encerclement de la base du génie.

*“Je n'avais pas d'autre choix que de me battre”, raconte le général Zafir Omer, à la tête des forces assiégées pendant neuf mois par les RSF. “On savait ce qui allait se passer si nous nous rendions, même les plus jeunes soldats me disaient préférer la mort à la reddition. Je n'ai quasiment pas eu de déserteurs et mes troupes ne se sont pas plaintes de la faim.”* Mais, quand les vivres sont venus à manquer, les soldats ont aussi compris qu'il valait mieux se battre pour briser l'encerclement et rallier la colonne de renforts venue du nord plutôt que se laisser mourir de faim. *“Il valait mieux périr au combat en tentant de s'échapper que mourir de faim”, explique, pensif, le général Omer.*

Si, sur la rive ouest, la fortune commençait à sourire aux SAF, sur l'île, la vie d'Abdullah Elamin et des autres habitants est devenue infernale. Furieuses d'avoir perdu Omdourman, les troupes



**Cette portion du Nil compte parmi les zones les plus disputées de la guerre civile.**



À Omdourman, le 11 janvier, un groupe célèbre la reprise par l'armée régulière d'une capitale régionale aux paramilitaires des RSF. Photo Mohamed Khidir/Xinhua/Chine Nouvelle/SIPA

c'était inacceptable. Personne ne savait quelle famille était concernée, mais on a tous réagi comme si ça avait été notre propre fille." Les hommes se sont mis à rouer de coups, voire à caillasser les combattants des RSF présents, avant que des renforts n'arrivent et ne dispersent la foule en ouvrant le feu. Selon des témoins, le bilan s'élève à sept blessés et un mort.

L'événement a sonné la fin de la difficile coexistence sur l'île de Tuti. Soudain, on résistait. Pour Abdullah Elamin, il marquait aussi ses derniers moments de liberté.

Dans les trois jours qui ont suivi l'émeute de la mosquée, les RSF ont tenté de se racheter. L'examen de la victime par une docteure était venu confirmer ses dires. Les commandants des RSF sont alors entrés en contact avec les anciens pour leur permettre de mettre la main sur le coupable. Ils ont aussi accepté de former des patrouilles mêlant civils et militaires afin de combattre les pillages. Cinq hommes respectés, dont Abdullah Elamin, ont été choisis pour siéger au comité de coordination de ces patrouilles.

**“On n'en pouvait déjà plus des RSF et de leurs vols. Et puis on a appris pour le viol.”**

**Abdullah Elamin,**

HABITANT DE L'ÎLE DE TUTI

“Mais c'est là que la vidéo de la mosquée est devenue virale sur les réseaux. On m'y voit hurler sur les RSF”, précise le sexagénaire. Du jour au lendemain, de nouveaux commandants sont arrivés pour mettre un terme à la coopération naissante. La répression commençait. “Quand on a rencontré les nouveaux commandants, ils étaient froids avec nous, se rappelle-t-il. Ils nous ont dit, droit dans les yeux: ‘Une fille s'est fait violer, et alors?’”

Le jour d'après, quatre des cinq civils membres du comité ont été arrêtés chez eux, tout comme le cheikh Abdurahim. C'est uniquement parce qu'il travaillait aux champs qu'Abdullah Elamin a échappé à l'arrestation. “Des amis m'ont dit d'éviter la maison. Ils m'ont conseillé de ne pas me rendre et de prendre la

fuite. Mais comme les RSF contrôlaient les seules sorties de l'île, le pont et le ferry pour Khartoum, ma seule option était de tenter ma chance à la nage et de me réfugier à Omdourman.”

Abdullah Elamin a donc passé dix jours en cavale, à se cacher dans les maisons d'amis ou dans des fermes, pour échapper aux patrouilles qui tentaient de le débusquer. Il en a profité pour mûrir son évasion, rassembler quelques objets avec l'aide de ses amis, avant de mettre son plan à exécution.

**Chambre à air.** À l'aube du dixième jour, il s'est dissimulé dans la végétation dense de la rive et y a attendu toute la journée que la nuit tombe. Il a glissé son portefeuille, sa carte d'identité, son passeport et son téléphone dans des gants en latex, qu'il a ensuite mis avec des habits de rechange dans un sac en plastique, avant de le sceller et de se l'accrocher à la taille. Il a finalement enfilé la chambre à air comme une bouée, avant de s'enfoncer dans les eaux du Nil blanc.

C'était vers la fin d'avril [2024]. Depuis, la rumeur veut que, sur les dix-sept notables arrêtés par les RSF après l'émeute de la mosquée, seuls quatre aient été relâchés. Trois sont encore en prison, et dix sont portés disparus. Certains seraient morts à cause des mauvais traitements qu'ils ont subis en détention.

Malgré son évasion et la sagesse que devraient lui conférer son âge et la certitude que des combats pires encore sont à venir, Abdullah Elamin n'a pas choisi de retourner à une vie tranquille, ni même de rejoindre sa femme et sa fille au Caire. Il a préféré, le mois dernier, rejoindre la milice volontaire, les *mustanfareen* [brigades dites “de résistance populaire”], des civils qui ont rejoint le camp de l'armée soudanaise], à Omdourman, et s'entraîne depuis dans l'espoir de combattre un jour au côté des SAF et de libérer l'île de Tuti des RSF.

“J'espère bientôt retourner sur l'île”, me confie-t-il dans un sourire, tout en me montrant une photo de lui en uniforme, une mitrailleuse PKM dans les bras. “Et cette fois, j'y retourne armé.”

—Anthony Loyd,  
publié le 7 janvier

## Agenda

### La 23<sup>e</sup> édition du FIFDH, un rendez-vous à ne pas manquer



“la colère et de la tendresse”, estime le journal suisse. Un autre grand axe du festival “est consacré à ce qu'on appelle communément le ‘care’, à savoir le soin, la bienveillance ou l'importance de préserver nos proches et notre environnement”.

Le 15 mars, Hassina Mechaï, cheffe du service Afrique de *Courrier International*, animera la table ronde “Soudan : la société civile ignorée d'une guerre oubliée”.

Après la projection de *Khartoum* (réalisé par un collectif de cinéastes soudanais et soudanaises et également sélectionné à la Berlinale), la discussion portera sur la guerre civile au Soudan, qui a engendré la plus grave crise humanitaire contemporaine.

Le débat accueillera un panel issu de la société civile du pays : Suliman Ali Baldo, expert en droits humains, Asma Ahmed, experte en promotion et consolidation de la paix au Soudan, Khadmallah Abo Abass Ali, protagoniste de *Khartoum*, et Rawia Alhag, coréalisatrice du film.

Depuis avril 2023, la société civile soudanaise est prise en état dans la guerre qui oppose l'armée et les miliciens des Forces de soutien rapide (RSF). Depuis bientôt deux ans, la population paie le prix fort de ce conflit. Plus de 150 000 personnes auraient déjà perdu la vie, 11 millions ont été déplacées et 3 millions se sont réfugiées à l'étranger. Pourtant, la société civile est l'une des plus actives du monde arabe. En 2019 en effet, la mobilisation populaire avait entraîné la chute du dictateur Omar Al-Bachir.



◀ Hemeti (à gauche) et Abdel Fattah Al-Burhan. Dessin de Maarten Wolterink, Pays-Bas.

# Deux généraux pour un palais

Depuis le 15 avril 2023, deux chefs militaires jusque-là alliés s'affrontent pour le pouvoir au Soudan. La conquête du Palais républicain, siège officiel de la présidence, cristallise leur rivalité.



## —The Continent (Johannesburg)

**S**itué sur les rives du Nil Bleu à Khartoum, le Palais républicain représente le centre symbolique de l'État soudanais – du moins de ce qu'il en reste. Il est actuellement assiégé. Des unités combattant pour les forces armées soudanaises (SAF), commandées par Abdel Fattah Al-Burhan, se trouvent à quelques pâtés de maisons de là, après avoir progressé rapidement dans certaines parties de la capitale. Les occupants actuels du palais – les Forces de soutien rapide (RSF), un groupe paramilitaire – sont sur la défensive.

Au Soudan, toutes les transitions politiques passent par le palais. "Le palais est davantage qu'un bâtiment, déclare le photographe et artiste Omer Mohamed Gorashi dans un entretien avec le magazine d'architecture KoozArch. C'est à la fois un témoignage de la résilience soudanaise et un obstacle au plein dépassement de l'héritage colonial. [Dans la foulée de la proclamation de l'indépendance, le 1<sup>er</sup> janvier 1956, le palais du gouverneur général est devenu le 'Palais républicain', et il

représente depuis la souveraineté nationale, puisqu'il est le siège officiel du chef de l'État soudanais.]"

En 2019, le palais a été le théâtre d'énormes manifestations, qui ont contraint le dictateur Omar Al-Bachir à renoncer au pouvoir qu'il exerçait depuis si longtemps. Les manifestants défilaient en scandant "Ila Al-qasr hatta Al-nasr!" ("Au palais jusqu'à la victoire!").

**Nettoyage ethnique.** Cette révolution a donné à deux généraux, Abdel Fattah Al-Burhan et Mohamed Hamdane Daglo, dit "Hemeti", le chef des RSF, une autorité accrue. Deux ans plus tard [le 25 octobre 2021], ils se sont associés pour mener un coup d'État qui a chassé les civils du gouvernement de transition.

Leur union a été brève. [Moins de] deux ans plus tard, les deux généraux se sont brouillés, ce qui a débouché sur la guerre [à partir d'avril 2023]. Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées, et au moins 12 millions de personnes déplacées. La moitié de la population connaît la faim. Les deux camps se livrent à des massacres et à des crimes de guerre. Les RSF sont accusées de procéder

à un nettoyage ethnique et à un génocide au Darfour.

Quand la guerre a éclaté, l'un des premiers gestes de Hemeti a été de s'emparer du Palais républicain. Son contrôle du bâtiment est désormais sérieusement menacé. Si les forces d'Al-Burhan parviennent à prendre le palais et le reste de la capitale, jamais l'équilibre des pouvoirs n'aura autant été modifié depuis le début de la guerre.

Les SAF ont le vent en poupe. Elles ont réalisé des avancées considérables ces dernières semaines, à commencer par la prise de [la capitale provinciale] Wad Madani, dans l'État de la Gezira [une région fertile située

## Lors des énormes manifestations de 2019, la foule scandait "Au palais jusqu'à la victoire!"

dans le sud-est du pays]. Elles ont repris leur quartier général à Khartoum ainsi que la base du corps des transmissions, à Bahri [la troisième ville du pays, également appelée "Khartoum Nord" car elle est voisine de la capitale].

Les civils déplacés, qui souhaitent rentrer chez eux, suivent dans leur sillage. Ils n'ont aucune garantie de retrouver leur maison intacte : au début de la guerre, les troupes des RSF ont occupé des logements, en particulier dans de grands immeubles, pour y poster des snipers, et nombre d'entre eux ont été détruits. En se retirant, les miliciens embarquent les appareils domestiques, par exemple les [kits de connexion aux] satellites Starlink, et tout ce qu'ils peuvent porter.

**Représailles.** Le changement de la dynamique de pouvoir entraîne de nouveaux dangers pour les civils. Après avoir repris Wad Madani, les SAF et leurs milices alliées ont exécuté au moins 45 personnes et incendié le village de toute personne soupçonnée d'avoir collaboré avec les RSF. La preuve de cette collaboration reposait souvent sur pas grand-chose d'autre que l'ethnie des intéressés [une dimension ethnique s'ajoute au conflit]. Les RSF sont issues des milices janjawids, qui se désignent comme "Arabes". Elles sont accusées de nettoyage ethnique contre les Massalit, les Zaghawa, les Fours et d'autres populations non arabes, notamment dans le Darfour occidental].

Dans le même temps, les RSF se livrent à des représailles aléatoires en se retirant de Khartoum. Leurs combattants ont tué plus de 200 personnes à Al-Kadaris et à Al-Khelwat, dans l'État du Nil-Blanc, qui se trouve juste au sud de la capitale, a annoncé l'Emergency Lawyers Network [ONG indépendante installée à Khartoum et luttant contre les violations des droits humains].

Si le siège du Palais républicain se termine en faveur des SAF – ce dont ces dernières ne doutent pas –, le général Al-Burhan pourra se poser en gouvernant légitime du Soudan de façon bien plus crédible. La plupart des pays continuent de toute façon à le considérer comme le dirigeant officiel, même s'il était jusqu'à récemment coincé à Port-Soudan, une ville située à plus de 800 kilomètres du Palais présidentiel et qui constituait sa capitale de guerre.

Cela ne signifie pas pour autant que la fin du conflit est en vue. Les RSF sont toujours bien implantées dans le Darfour et certaines parties du Kordofan du Nord, et

## Contexte

### Au risque de la partition

●●● Le Soudan se dirige-t-il vers un scénario à la libyenne, avec deux exécutifs rivaux ? Le 23 février, les paramilitaires des Forces de soutien rapide (RSF) et des groupes politiques civils et armés soudanais ont signé une charte qui entend établir un "gouvernement de paix et d'unité". Selon **Al-Jazeera**, ce texte affirme que le Soudan entend être un "État laïc, démocratique, non centralisé" et doté d'une armée nationale unique, sans pour autant que les groupes armés soient dissous. La formation d'un gouvernement semble aussi prévue. Cette coalition se présente comme une solution de remplacement au gouvernement militaire de Port-Soudan, note le quotidien panarabe

**Asharq Al-Awsat.** Cette signature intervient alors que les forces armées soudanaises (SAF) progressent et reprennent aux RSF le contrôle de villes et de territoires. Le 8 février, le général Al-Burhan, commandant des SAF et chef de l'État de facto, avait indiqué son intention de créer un nouveau gouvernement composé de "personnes indépendantes" et dirigé par un nouveau Premier ministre civil.

Hemeti tente actuellement de former une coalition d'organisations de la société civile avec lesquelles constituer un gouvernement parallèle [lire l'encadré]. Les puissances étrangères auront un rôle déterminant. Certains avancent que les soudaines avancées militaires des SAF s'expliquent par le fait que les réseaux des Émirats arabes unis fournissent moins d'armes aux RSF depuis les sanctions imposées au début de l'année par les États-Unis.

—Lydia Namubiru,  
publié le 22 février

07 - 16 . 03 . 2025  
GENÈVE



FESTIVAL DU FILM  
ET FORUM INTERNATIONAL  
SUR LES DROITS HUMAINS

[FIFDH.ORG](http://FIFDH.ORG)

En partenariat avec

 Courrier  
international

# trans- versales. économie



Sciences ..... 36  
Signaux ..... 37

## En Argentine, le coût de la vie explose

**Monnaie.** Le président ultralibéral Javier Milei mise sur la déréglementation de l'économie pour inciter les Argentins à adopter le dollar. En attendant, le peso s'apprécie et le pouvoir d'achat de la population diminue.



— **El País América,**  
extraits (Mexico)

Vers la fin de l'année 2023, Javier Milei ne cessait de répéter que le peso argentin “avait moins de valeur qu'un excrément”. À l'époque, il était en campagne pour la présidence du pays [il a été élu le 19 novembre 2023] et affirmait que la fermeture de la Banque centrale et la dollarisation étaient les seuls remèdes possibles contre l'inflation, qui dépassait alors 10 % par mois.

Un peu plus d'un an plus tard, il a ramené l'inflation à moins de 3 % par mois [en termes annuels, elle est passée de 211,4 % fin 2023

à 117,8 % fin 2024], mais il n'a ni dollarisé l'économie ni fermé la Banque centrale, et le peso n'est plus un “excrément”.

Pour parvenir à ce résultat, son ministre de l'Économie, Luis Caputo, a administré un traitement plus classique à base de “zéro émission” de monnaie [rendu possible par de sévères coupes budgétaires] et d'encadrement du peso. Il a vidé petit à petit le marché argentin des pesos, limité la dépréciation de la monnaie à 1 % par mois [ce qui, progressivement, devrait rapprocher le taux de change officiel du taux sur le marché parallèle, où le peso reste 15 % plus bas] et maintenu le contrôle des changes et des capitaux [qui limite

notamment l'accès de la population aux dollars, d'où le développement du marché parallèle], le fameux *cepo* [“verrou”].

**Flambée des prix.** Cette stratégie a provoqué une flambée des prix en dollars, car l'inflation mesurée en pesos a beau avoir baissé, elle n'a pas disparu. Tout touriste étranger passant par Buenos Aires peut en témoigner. Aujourd'hui, boire un café dans un bar de la capitale coûte l'équivalent de 3,50 dollars [3,35 euros], contre 1,50 dollar à Bogota et São Paulo, ou 2,50 dollars à Mexico et Santiago du Chili.

La comparaison de certains produits courants montre que

✓ Javier Milei : “La courbe de l'inflation est très bonne!” L'autre personnage : “Super...”. Dessin de Maarten Wolterink, Pays-Bas.

l'Argentine est le pays le plus cher de la région. Il faut débourser 4,50 dollars pour une heure de parking, contre 2 dollars au Mexique et en Colombie. Il en va de même pour un litre de lait ou une canette de Coca-Cola au supermarché. Le menu du jour dans un restaurant du centre-ville coûte 18 dollars à Buenos Aires, contre 7 dollars en moyenne dans les autres métropoles d'Amérique latine. Les prix s'envolent encore plus pour les vêtements, les voitures et les appareils électroniques, qui sont très protégés de la concurrence étrangère. Le salaire minimum, à peine plus élevé qu'au Brésil et beaucoup plus bas qu'au Chili et au Mexique, ne permet pas de compenser ces différences.

En conséquence, maintenant que Javier Milei a réduit les droits de douane et facilité l'entrée des produits en provenance de l'étranger [qui était strictement limitée], les classes moyennes et supérieures achètent en ligne tout ce qu'elles peuvent à l'étranger [le gouvernement a supprimé une taxe de 30 % sur les achats faits à l'étranger en devises avec une carte bancaire argentine]. Et, cet été, les Argentins [dont le pouvoir d'achat en dollars, à l'étranger, a augmenté] se sont rués sur les plages du Brésil et d'Uruguay, fuyant les tarifs pratiqués dans les stations balnéaires de leur pays. Ils sont prêts à faire la queue pendant des heures devant les postes de contrôle chiliens et paraguayens pour aller faire du shopping dans les centres commerciaux de l'autre côté de la frontière.

Ce n'est pas la première fois que les Argentins profitent d'un “peso fort”, comme s'en réjouit Javier Milei. Le pays a déjà connu “trois épisodes marquants d'appréciation du peso”, rappelle l'économiste Juan Manuel Telechea. “Il y a d'abord eu [la dévaluation] sous la dictature dans les années 1970, puis la loi de convertibilité [la parité avec le dollar] dans les années 1990, et l'épisode qui s'est déroulé durant le second mandat [2011-2015] de Cristina Fernández de Kirchner et une partie de celui de Mauricio Macri [2015-2019]. Ça s'est terminé par une dévaluation de 50 % en 2018, après que l'Argentine a demandé l'aide du Fonds monétaire international (FMI).”

“Les importations vont considérablement augmenter, en raison des prix relatifs favorables,

de la suppression des taxes et de nombreux obstacles tarifaires et non tarifaires”, estime Juan Carlos Hallak, professeur d'économie à l'université de Buenos Aires et chercheur au Conicet [équivalent du CNRS]. “Et avec un taux de change qui n'est pas flexible, la balance commerciale et les comptes courants vont se détériorer. Cela n'est pas viable, à moins d'une arrivée massive de capitaux pour financer un déficit croissant.”

Javier Milei affirme que ces capitaux vont bientôt arriver parce que l'économie va décoller [le PIB s'est contracté de 1,8 % en 2024], ce qui créera un appel d'air pour de gros investissements. Pour l'heure, il essaie d'obtenir du FMI un ballon d'oxygène d'environ 12 milliards de dollars afin de renforcer les réserves de la Banque centrale, aujourd'hui négatives de 6 milliards de dollars. Le 10 février, le président argentin affirmait dans une interview qu'un accord était sur le point d'être signé.

**Les classes moyennes et supérieures achètent en ligne tout ce qu'elles peuvent à l'étranger.**

Il a passé une bonne partie de la semaine qui a suivi à défendre sa politique de taux de change et à ferrailler avec des économistes qu'il qualifie d’“econochantas” [un mot qu'il a inventé], dont la traduction la plus polie pourrait être “pas sérieux”. Quelques jours plus tôt, il avait signé dans le journal *La Nación* une tribune dans laquelle il niait que le peso était surévalué. “Il n'y a pas de déficit budgétaire dans le modèle actuel, et il n'est donc pas nécessaire d'émettre de la monnaie, écrivait-il. L'inflation recule et les réserves ont augmenté.” Le but était de convaincre les investisseurs qu'il n'y aura pas de dévaluation.

Ce ton docte a tenu moins de vingt-quatre heures. Dans sa croisade pour défendre sa politique économique, un ennemi inattendu s'est dressé devant lui : Domingo Cavallo, ancien ministre de l'Économie de l'ultralibéral Carlos Menem (président de 1989 à 1999) et père du plan de convertibilité [en 1991, qui avait fixé le taux de change à 1 peso argentin pour 1 dollar, empêchant la Banque centrale de faire marcher la planche

✓ Dessin de Liam Bardsley,  
Royaume-Uni.

à billets]. C'est "un imbécile", a-t-il dit de celui qu'il considérait il y a quelques mois à peine comme "le meilleur ministre de l'Économie de l'histoire de l'Argentine", un "sage" qu'il rêvait d'imiter.

**Dépression.** Domingo Cavallo avait commis le péché de la critique. Sur son blog, il disait que l'appreciation réelle du peso est d'environ 20 %, comparable "à celle observée dans les trois dernières années de la convertibilité", avant la crise déclenchée par le *corralito* [le gel des avoirs bancaires] en décembre 2001. "Elle a conduit à une déflation qui a été très coûteuse, parce qu'elle a transformé la récession qui avait commencé à la fin de 1998 en une vraie dépression économique", ajoutait-il.

Il conseillait à Javier Milei de lever le contrôle des changes dans un délai maximum de trois mois, avant que les effets du "peso fort" ne se fassent sentir sur l'industrie du pays et ne découragent les investissements destinés à l'exportation. Dans une interview, Javier Milei a répliqué : "Comment le dollar peut-il augmenter si je retire tous les pesos en circulation ? Il chutera comme un piano. Je le dis à cet imbécile de Cavallo."

Pour enfoncer le clou, il ordonnait quelques heures plus tard le limogeage de Sonia Cavallo, la fille de l'ancien ministre, qui représentait l'Argentine auprès de l'Organisation des États américains. "Son père ne cesse de saboter le programme économique, a justifié le président, et on ne peut pas être à la fois à la messe et dans la procession. On est soit dans un camp, soit dans l'autre."

— Federico Rivas Molina,  
publié le 11 février

## SOURCE



### EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique  
[elpais.com/america](http://elpais.com/america)

C'est depuis sa rédaction de Mexico que le plus grand quotidien espagnol, qui se veut "global", alimente ce site d'information consacré à l'actualité des Amériques. Il s'appuie sur des correspondants installés dans la quasi-totalité des pays d'Amérique latine, mais aussi aux États-Unis.

# Les agents d'IA, ces machines à tout faire

**Entreprise.** Avec les robots logiciels, l'intelligence artificielle générative pourrait permettre de nets gains de productivité. Avec quels effets sur l'emploi ?



IKON IMAGES

— Frankfurter Allgemeine Zeitung, extraits (Francfort)

**E**n très gros, Conrad Caine dirige une entreprise qui fabrique des machines. Sauf qu'il ne s'agit pas de pure mécanique mais de robots logiciels. Il est le fondateur de Machines Like Me, qui emploie à Munich un peu moins de 80 personnes. "Nos agents d'IA [intelligence artificielle] imitent ce que les gens font tous les jours avec l'ordinateur", dit-il. Ils comparent les commandes aux offres, analysent les contrats de location, rédigent des expertises et effectuent des tâches pour les services publics, comme la réception des relevés de compteur par téléphone.

"Nous automatisons les savoir-faire, explique-t-il. Il s'agit surtout de tâches répétitives, qui, pour la plupart ne créent pas de valeur et que les employés n'ont en général pas envie de faire." Après tout, "personne n'est né pour tenir à jour des tableaux Excel". Les robots logiciels que décrit Caine, plus connus sous le nom d'"agents d'IA", ont fait l'objet de toutes les attentions à la Digital Life Design (DLD), une conférence sur la tech à Munich [en janvier]. "Grâce aux agents d'IA, l'intelligence artificielle va s'intégrer encore plus à notre quotidien", a

expliqué Björn Ommer, titulaire de la chaire d'apprentissage et de vision par ordinateur de l'université Louis-et-Maximilien de Munich, où a été développée l'IA générative d'images Stable Diffusion. L'IA comprendrait encore mieux ainsi ce que lui demandent les utilisateurs. Les agents d'IA deviendraient de véritables compagnons au quotidien, alors que les applications comme ChatGPT ne leur servent qu'occasionnellement.

**Transparence.** Sam Altman, le patron d'OpenAI, à l'origine de ChatGPT, a d'ailleurs récemment déclaré 2025 "année des agents d'IA". Jusqu'à présent, on cherchait à poser des questions aux modèles d'IA, a expliqué Colin Jarvis, son directeur du développement, lors de la DLD. Mais à l'avenir on leur demandera d'accomplir des tâches. D'où la nécessité de modèles fiables et transparents, pour qu'on sache sur quels fondements l'IA prend ses décisions.

La technologie est censée tenir ainsi la promesse faite aux entreprises lors de l'apparition de ChatGPT : augmenter nettement la productivité. Nombre de sociétés ont essayé cette technologie, mais son adaptation

à l'échelle de l'entreprise s'est révélée plus complexe que prévu. Les employés utilisent certes avec profit les IA développées en interne comme autant d'assistantes personnelles, mais les grands sauts de productivité sont plutôt rares. D'après une enquête du cabinet de conseil BCG [parue en janvier], un quart seulement des entreprises allemandes déclarent avoir tiré des bénéfices significatifs de leurs IA [la même proportion est relevée à l'échelle internationale].

Les agents d'IA devraient changer les choses. Ce qui se fait déjà dans le monde mécanique depuis des décennies, l'IA va désormais le faire dans les bureaux : l'automatisation des processus. Les agents d'IA vont non seulement créer et traiter textes, images, vidéos et autres données sur commande, comme c'est déjà le cas avec l'IA générative, mais ils devront également être capables d'exécuter des chaînes de tâches entières de façon autonome. Ils peuvent collecter et traiter les données de l'entreprise, en tirer leurs propres conclusions et lancer d'eux-mêmes les mesures à prendre.

Les agents d'IA deviennent ainsi des collègues artificiels qui travaillent de façon indépendante. Ils pourraient faire tripler, voire quintupler, la productivité dans certains cas, affirme BCG. D'après la société d'études de marché Gartner, dans trois ans un tiers de toutes les applications utilisées dans les entreprises comporteront des agents d'IA. C'était moins de 1 % l'année dernière.

Ces chiffres n'ont pas échappé aux géants de la tech comme Microsoft, qui propose ses propres agents d'IA pour certaines tâches. "À l'avenir, les cadres n'auront pas seulement des équipes humaines à gérer, mais aussi des équipes d'agents d'IA", dit Jared Spataro. Le directeur marketing de la branche IA au travail de Microsoft les qualifie d'"applis de l'âge de l'IA".

Son préféré est un agent d'IA commercial qui repère les clients potentiels grâce aux questions posées sur les réseaux sociaux ou dans les e-mails, et les contacte de manière autonome. Il est chargé de découvrir ce qu'ils cherchent et s'ils sont susceptibles de devenir clients, avant de laisser un employé humain les contacter. Cette phase de prospection précoce nécessite aujourd'hui

des équipes humaines entières dans les grandes entreprises.

Tout cela a pour but d'économiser des ressources. Ses machines à logiciel sont dix fois meilleur marché que leurs équivalents humains, assure Conrad Caine, de Machines Like Me. Son équipe étudie les processus à automatiser et les décompose en petites tâches. Une sorte de forme moderne de taylorisme. Ces petites tâches sont ensuite réalisées par des dizaines de modules d'IA formés à cet effet, comme

**Les agents d'IA deviennent des collègues artificiels qui travaillent de façon indépendante.**

ceux qui sont par exemple spécialisés dans la lecture de documents non structurés. Et ces modules sont encadrés par une autre IA.

Son entreprise fabrique des collaborateurs numériques et les intègre ensuite dans l'entreprise. Mais il reste toujours un être humain dans le circuit. Lequel prend en charge une petite partie des tâches – par exemple le contrôle final, les validations ou les décisions discrétionnaires. Conrad Caine est convaincu que plus d'un tiers des tâches administratives pourraient à terme être automatisées en Europe.

Ce qui soulève bien des questions, notamment celle de l'emploi. D'après le sondage réalisé par BCG auprès de plus de 1800 sociétés dans le monde entier, plus des deux tiers des chefs d'entreprise interrogés considèrent que l'IA et les humains sont complémentaires. Seuls 7 % s'attendent à supprimer des emplois à cause de l'IA. Mais la vérité, c'est que si des pans entiers de l'activité sont pris en charge par des agents d'IA, à l'instar des services clients, il faudra aussi penser à former les salariés à grande échelle.

Cependant, il faut d'abord que les entreprises s'emparent de cette technologie. En Allemagne, 30 % des dirigeants interrogés par BCG considèrent que les agents d'IA seront à l'avenir essentiels à leur activité, ou au moins complémentaires. Ils sont 37 % à être de cet avis aux États-Unis [et 29 % dans le monde].

— Maximilian Sachse,  
publié le 20 janvier



SCIENCES

# Le cerveau des bilingues à la loupe

**Santé.** Maîtriser plusieurs langues retarderait l'apparition de la démence. De nouvelles études permettent d'en savoir un peu plus sur les mécanismes à l'œuvre.

—New Scientist (Londres)

**P**arlez-vous français\* ? L'apprentissage d'une langue étrangère pourrait retarder l'apparition de la maladie d'Alzheimer et d'autres formes de démence – et il n'est jamais trop tard pour s'y mettre.

C'est en 2007 que ce lien a été établi pour la première fois, par l'équipe d'Ellen Bialystok, à l'université York de Toronto, au Canada. En analysant les dossiers de 184 patients d'une clinique spécialisée dans les troubles de la mémoire, tous atteints de démence, les chercheurs ont constaté un décalage de quatre ans dans l'apparition des symptômes chez les personnes bilingues par rapport à celles ne maîtrisant qu'une seule langue.

Si ce constat a ensuite été confirmé par d'autres études, certains chercheurs mettaient en doute l'existence d'une véritable relation de cause à effet. Le bilinguisme n'était-il tout simplement pas le reflet d'autres facteurs, comme une certaine aisance financière ou un régime alimentaire plus sain ? "Les facteurs de confusion [variables d'une expérience susceptibles d'induire une confusion entre un lien de corrélation et de causalité] ne facilitent pas la lecture des résultats", explique Natalie Phillips de l'université McGill, à Montréal.

Depuis, les chercheurs ont réussi à démêler l'écheveau. En 2013, Suvarna Alladi et ses collègues de l'Institut national pour la santé mentale et les neurosciences de Bangalore, en Inde, ont démontré que les premiers symptômes de démence apparaissent en moyenne 5,4 ans plus tard

chez les personnes bilingues, indépendamment de leur niveau d'études, de leur métier, de leur genre ou de leurs origines ethniques. "À chaque fois, on constate que les personnes âgées qui parlent plusieurs langues sont fortement avantagées face à la démence", résume Natalie Phillips.

**Réserve cérébrale.** Les mécanismes à l'œuvre sont encore mal compris, notamment à cause de la diversité des pratiques linguistiques : certains individus n'utilisent leur seconde langue qu'avec un seul interlocuteur, d'autres pendant quelques années ou dizaines d'années seulement, avant de l'abandonner. Mais de récentes analyses d'imagerie permettent d'y voir un peu plus clair.

Tout viendrait de la résilience du cerveau, détaille Natalie Phillips, et le fait de parler plusieurs langues semble justement la favoriser à différents niveaux. Le bilinguisme permet tout d'abord de développer la réserve cérébrale, c'est-à-dire la taille du cerveau. Partant du principe que le déclin des capacités cognitives lié à la démence commence au-delà d'une certaine quantité de lésions cérébrales, les individus ayant une réserve cérébrale particulièrement importante peuvent encaisser davantage de lésions avant d'atteindre ce seuil.

Or, les personnes bilingues présentent plus de neurones que les autres dans les zones du langage, comme le gyrus frontal inférieur, et un volume cérébral supérieur au niveau des aires impliquées dans l'apprentissage



et les émotions, telles que les ganglions de la base [ou noyaux gris centraux].

Parler plusieurs langues stimule également la réserve cognitive – la capacité du cerveau à optimiser ses ressources et à s'adapter aux lésions. En cas d'atrophie cérébrale, les personnes dotées d'une importante réserve cognitive peuvent ainsi mobiliser d'autres circuits

**"La morale, c'est que le cerveau doit souffrir pour être en forme."**

Ellen Bialystok,  
CHERCHEUSE

pour accéder à l'information. "La réserve cérébrale est en quelque sorte la machine, et la réserve cognitive, le logiciel qui la fait tourner", explique Natalie Phillips.

Le bilinguisme agirait sur la réserve cognitive grâce, entre autres, à la mise en concurrence permanente des différentes langues dans le cerveau. Ainsi, quand un individu qui parle français et anglais entend la syllabe "for", son cerveau active des circuits neuro-naux pour trouver des mots correspondants dans chacune des deux langues – comme "forage"

[fourrage] ou "forêt", par exemple. Cette gymnastique permanente pour basculer d'un circuit à l'autre, et en inhiber certains, renforce les fonctions dites "exécutives" de la réserve cognitive – un ensemble de fonctions élaborées

incluant notamment la prise de décision, la planification et la concentration.

Un constat vient d'ailleurs étayer cette hypothèse : il arrive qu'à niveau de fonctions cognitives identiques, les personnes bilingues présentent une plus grande atrophie des zones cérébrales touchées par la maladie d'Alzheimer, ce qui semble indiquer que leur réserve cognitive était plus importante au départ.

Enfin, la maîtrise de plusieurs langues influerait aussi sur l'entretien cérébral, c'est-à-dire le processus biologique qui permet de maintenir le cerveau en bonne santé. En septembre dernier, Natalie Phillips et son équipe ont découvert l'existence d'un lien entre bilinguisme et entretien du cerveau en étudiant des individus bilingues et monolingues atteints de la maladie d'Alzheimer (à un stade précoce ou avancé), et des individus qui sentaient leur mémoire se dégrader, mais ne présentaient aucun signe objectif de maladie neurodégénérative.

Au sein du premier groupe, les chercheurs ont observé des différences au niveau de l'hippocampe : à mesure que la maladie progressait, le déclin cognitif était moins prononcé dans cette zone du cerveau chez les sujets bilingues. "C'est proprement fascinant, parce que l'hippocampe n'est pas le centre du langage, mais celui de la mémoire", relève Ellen Bialystok.

En revanche, le volume de l'hippocampe était identique chez les sujets ne présentant aucun signe de démence, qu'ils soient bilingues ou monolingues. La maîtrise de deux langues contribuerait donc à entretenir l'hippocampe lorsque surviennent les premières

✓ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

lésions, et non à augmenter sa taille en amont.

"Cela signifie que le bilinguisme modifie notre façon de composer avec un cerveau de moins en moins fonctionnel", résume Ellen Bialystok. *Maîtriser plusieurs langues ne permet pas de prévenir la démence, mais de ralentir l'échéance.*"

"Quand les personnes bilingues finissent par présenter des troubles cognitifs, elles déclinent plus vite – mais les symptômes apparaissent plus tardivement. Et imaginez ce que ces instants de sursis représentent pour les familles."

**Toujours bénéfique.** Si vous ne maîtrisez que votre langue maternelle, pas de panique, il n'est peut-être pas trop tard. Les effets positifs évoqués ici sont liés à l'excellente maîtrise d'une seconde langue, mais "apprendre une langue étrangère à l'âge adulte est toujours bénéfique pour la santé cognitive", insiste Viorica Marian, spécialiste du multilinguisme à l'université Northwestern d'Evanston, dans l'Illinois.

Les bénéfices restent tout de même proportionnels à la durée de la pratique, poursuit Ellen Bialystok. "La pratique d'une langue étrangère sollicite énormément le cerveau, et la morale de cette histoire, c'est que le cerveau doit souffrir pour être en forme."

Mais n'allez pas vous jeter pour autant sur des méthodes d'apprentissage de l'[anglais], de l'allemand et de l'espagnol. Car comme le rappelle Ellen Bialystok : "Il n'y a aucune preuve empirique permettant d'affirmer que l'effet protecteur augmente avec le nombre de langues parlées."

—Helen Thomson,  
publié le 20 février

\* En français dans le texte

## SOURCE

### NEW SCIENTIST

Londres, Royaume-Uni  
Hebdomadaire

[newscientist.com](http://newscientist.com)

Stimulant, soucieux d'écologie et bon vulgarisateur, New Scientist est l'un des meilleurs magazines d'information scientifique du monde. Crée en 1956, il réalise un tiers de ses ventes à l'étranger.





# Faites vos jeux

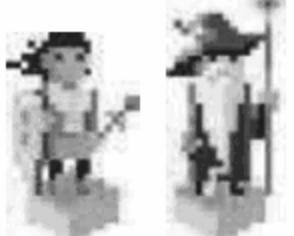
On dénombre plus de 3 milliards de gameurs et gameuses dans le monde. Comment joue-t-on ? Focus sur l'Allemagne.

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

## Qui joue ?

Presque autant de gameuses que de gameurs en Allemagne en 2023

Femmes 48 % Hommes 52 %



Âge moyen : 38,2 ans (contre 32 ans en 2013)

### Temps de jeu

Dix-neuf minutes par jour en moyenne en Allemagne, près de deux heures pour les jeunes de 10 à 17 ans

## Joueurs professionnels

24 482 joueurs, essentiellement des Américains, ont gagné de l'argent lors de tournois dans le monde en 2023

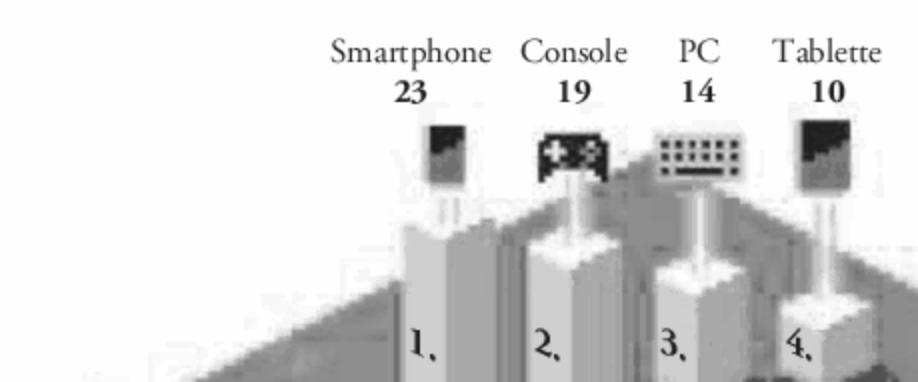
### Gains

Le plus grand champion de sport électronique allemand s'appelle Kuro Takhasomi (ou "KuroKy"). Il a remporté plus de 120 tournois de Dota 2

## Sur quoi joue-t-on ?

Nombre de joueurs par type d'appareils en Allemagne (en millions)

Smartphone 23 Console 19 PC 14 Tablette 10



## À quoi joue-t-on ?

Les trois jeux les plus vendus dans le monde (en millions d'unités)



### Amis analogiques

Plus de 16 millions d'Allemands déclarent s'être fait des amis dans la vraie vie grâce aux jeux vidéo

## Les cinq plus grands groupes

Chiffre d'affaires 2024 (en milliards d'euros)

Tencent (Chine)	42,5
Sony (Japon)	17,6
Microsoft (États-Unis)	15,3
Nintendo (Japon)	14
NetEase (Chine)	13,3

### Une production chère

Il y a longtemps que les jeux vidéo ont rattrapé les films hollywoodiens à gros budget (le film le plus cher est *Star Wars VII. Le Réveil de la Force*, qui a coûté 533 millions de dollars)



Coûts de développement supérieurs à 500 millions de dollar : Red Dead Redemption II

### Addiction

Plus d'un tiers des enfants et des adolescents allemands sont déjà dépendants ou présentent un comportement à risque

Sources : GfK ; Verband der deutschen Game-Branche (Game), Statista, DAK, Esports Earnings, Techopedia, only4gamers, Wikipedia

Par Mario Mensch (graphisme) et Christoph Drösser (recherches)

**DIE ZEIT.** L'hebdomadaire de Hambourg fait la part belle aux infographies. Celle-ci est extraite d'une page parue dans l'édition du 6 février. Son graphisme est un clin d'œil aux premiers jeux vidéos sur ordinateur. Le chiffre d'affaires total du secteur en Allemagne

était d'environ 10 milliards d'euros en 2023, ce qui place le pays à la cinquième position mondiale. Mais les ventes de jeux reculent tandis que les ventes d'accessoires et les microtransactions (pour l'achat d'équipements ou de bonus par exemple) croissent.



La source

# 360



## MAGAZINE

- Au Kenya, le goût du metal • Culture ..... 42  
“To blurb or not to blurb”? • Littérature ..... 44  
Les jouets des petits Romains • Histoire ..... 46



↳ Lors d'un match de base-ball, en 2024.

↳ La ville de Trail et sa fonderie, en 2024.  
Photos Kalum Ko

### Le photographe

Né en 1995 dans la ville canadienne de Kimberley, Kalum Ko s'intéresse à la vidéo et à la photographie depuis son adolescence.

Après un début de carrière dans la production, il s'est lancé professionnellement dans la photo. Kalum Ko se reconnaît dans le mouvement

du "postdocumentaire". Ses travaux ont été publiés dans plusieurs médias, dont le magazine *National Geographic*.

# Ceux qui restent

La petite ville canadienne de Kimberley, en Colombie-Britannique, perdait encore récemment des habitants. Le photographe Kalum Ko, parti s'établir à New York, revient sur place pour les saisir dans le pays de son enfance.



**J**'ai grandi là-bas, tout semblait évident : tout le monde se connaissait, on traînait ensemble chaque jour. Aujourd'hui, cependant, j'ai cessé d'être nostalgique. Kimberley est une communauté formidable et soudée, mais je n'en fais plus partie. Je vis à New York désormais, une ville qui est plutôt son exact opposé", explique Kalum Ko à *Courrier international*. C'est un projet très personnel que le photographe de 29 ans propose avec *Close to home* ("Presque chez moi", en cours). Il y explore ce qu'aurait été sa vie s'il n'avait pas quitté sa ville natale et, surtout, documente avec une grande délicatesse le quotidien de ceux qui sont restés.

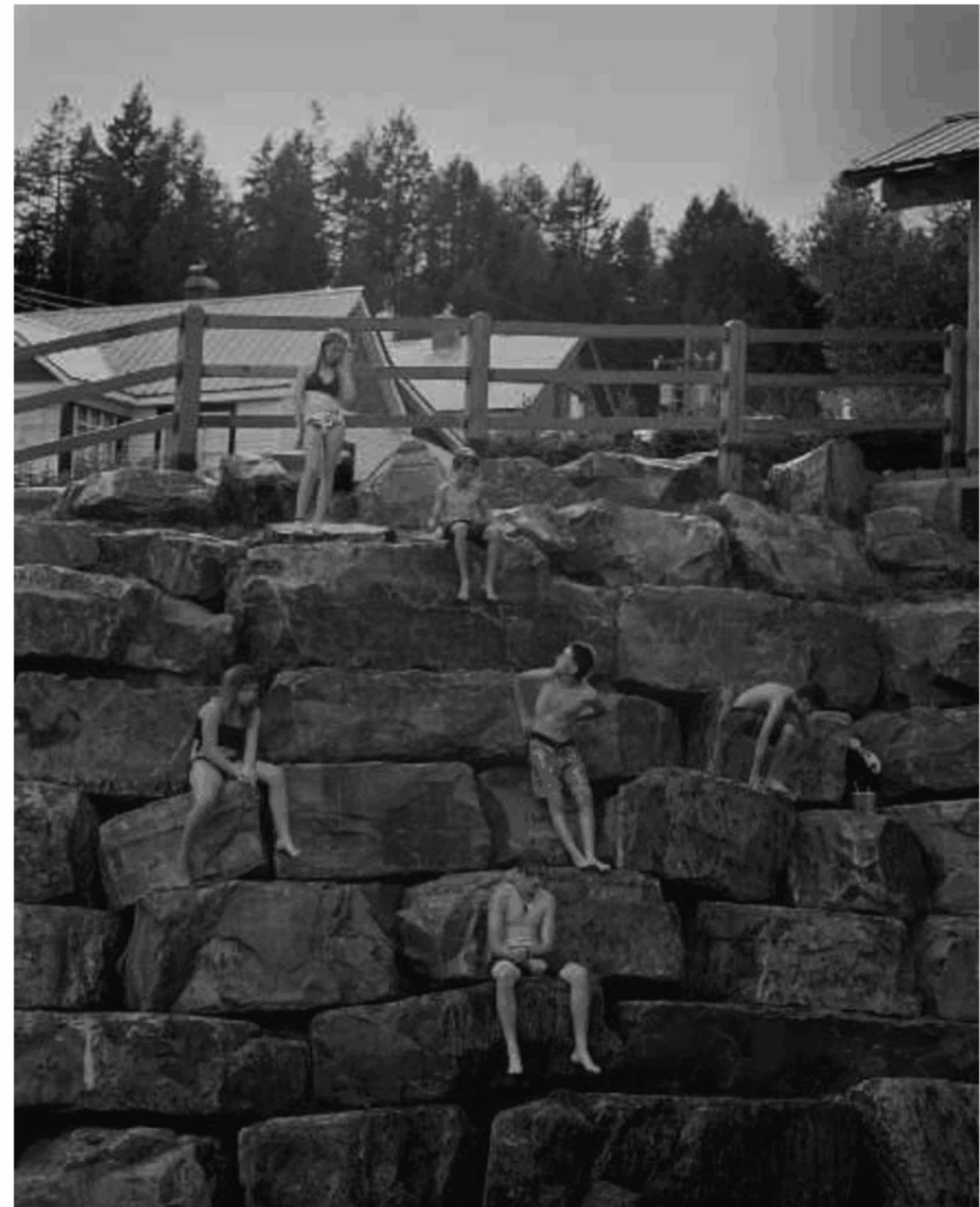
S'il garde des attaches familiales et amicales avec Kimberley, en Colombie-Britannique (dans le sud-ouest du Canada), il a le sentiment d'avoir trouvé son foyer ailleurs. Or l'idée de trouver sa place résonne avec les gens du cru. Chacun a son histoire, "mais ils partagent un même sentiment d'appartenance [à la communauté], et d'aucuns n'ont pas non plus la possibilité de s'en aller".

L'histoire du lieu, rappelle Kalum Ko, est liée à une mine de plomb et de zinc – la plus grande du monde – qui a mis fin à ses activités au début des années 2000. Le Canadien a donc grandi en voyant décroître la population, tombée à quelque 5000 habitants. Depuis peu, la ville connaît le début d'une "transition vers le tourisme, les activités de plein air et la possibilité de travailler à distance dans les petites agglomérations". Le projet *Close to home* est d'ailleurs né pendant la pandémie, quand le photographe, plutôt que de rester confiné dans une métropole, est revenu à la maison familiale. Citant en exemple un portrait qu'il a fait de sa mère, il souligne que, "curieusement, il peut être difficile de prendre une photo de quelqu'un que l'on connaît intimement".

Mais il a également élargi sa focale pour partir à la rencontre d'habitants de toute la région des Kootenays, qui l'ont accueilli chaleureusement. "Parfois, je pars en road-trip pendant plusieurs semaines et je tombe sur des gens qui me demandent ce que je fais là, ou inversement. C'est ce que je préfère : suivre un itinéraire et en dévier au fil de mes rencontres." Qu'il soit originaire du coin est un atout. "Beaucoup de personnes veulent partager leurs histoires, les Kootenays sont rarement sous le feu des projecteurs."

Alternant portraits et paysages, il donne à voir les paradoxes de la région. "C'est un mélange entre la beauté de la nature sauvage et un certain isolement géographique. Et, à l'intérieur même de ce paysage, il y a d'autres paradoxes. Une grande partie des emplois proviennent de l'exploitation minière et forestière, dans laquelle travaillent de nombreux amis d'enfance. Il y a par exemple une fonderie qui a des allures d'usine, mais qui est implantée en plein centre-ville, nichée au cœur de cette magnifique vallée."

—**Courrier international**





↑ Jour de remise des diplômes dans le village de Nakusp, en 2022.

↔ Une crique de Kimberley, en 2023. Du temps de la mine, elle était trop polluée pour la baignade.

← En Alberta, juste de l'autre côté de la frontière avec la Colombie-Britannique, en 2021.

↔ A Wycliffe, une petite ville près de Kimberley, en 2024.

↑ Au printemps 2021, près du lac Whitetail.

→ Alison Ko, la mère du photographe, dans son jardin, en 2020.



# culture.



## Les riffs du metal conquièrent le Kenya

La jeunesse du pays trouve dans la rugosité du rock le moyen d'exprimer sa soif de rébellion. Portrait d'une scène en plein essor.



—The Washington Post,  
extraits (Washington)

**L**a guitare envoie du lourd, les baguettes s'écrasent sur une cymbale qui vibre à une fréquence dingue, et le chanteur de Rash hurle dans son micro, électrisant l'air de la nuit. Après avoir été longtemps cantonnée dans les marges, la minuscule scène rock et metal du Kenya est aujourd'hui en plein essor, et des groupes comme Irony Destroyed, Last Year's Tragedy et Rash se taillent un chemin à grands coups de crocs jusqu'au sommet des charts.

Longtemps, très peu d'Africains ont écouté du rock, explique Nick Wathi, l'un des premiers producteurs de ce style au Kenya. Ce genre musical associé à la contestation et à la subversion suscite une grande méfiance dans les sociétés qui accordent une grande importance à la religion et au respect des aînés, poursuit-il. C'est justement ce qui a attiré Wathi. «C'est la musique du diable», lance-t-il en riant.

Samuel Gakungu, le batteur de Rash, a 31 ans et gagne sa vie comme vendeur de voitures. Initié à la musique dans la chorale d'une église, il est venu au rock

parce que c'était un style qui le touchait plus profondément. «Il n'y avait pas de structure fixe, pas de bonne ou de mauvaise façon de faire les choses. Je pouvais être moi-même, sans jugement.»

Il a rencontré les quatre autres membres du groupe par l'intermédiaire d'un ami, il y a onze ans. Depuis, ils se sont fait connaître avec des succès comme *Darkness and Witchcraft* et *Do or Die*, et ont aujourd'hui une communauté de fans rassemblant des jeunes citadins en ébullition et chaque jour plus en colère contre l'autorité. Nous les avons rencon-

trés quelques heures avant qu'ils ne montent sur la scène du principal festival de rock et de metal de Nairobi [la capitale du pays] : Undertow.

Au Kenya, le rock a eu une trajectoire en dents de scie. Il y a dix ans, les groupes découvraient parfois que leur concert avait été annulé quelques heures avant de jouer. Leur public était minuscule. La fermeture en 2019 de XFM, la seule station de radio rock du pays, et l'arrivée du Covid-19 en 2020 ont failli venir à bout de ce style de musique.

Le premier Undertow, en avril 2022, a sauvé des groupes au bord de la désintégration en leur offrant un lieu fiable où se

produire. C'est aujourd'hui un rendez-vous trimestriel immuable qui se tient dans le quartier huppé de Westlands, à Nairobi (l'une de ses rues, bordée de boîtes de nuit rivalisant d'enseignes au néon, est surnommée "Electric Avenue"). La plupart des 16 groupes de rock kényans qui ont enregistré et vendu des albums y ont joué, précise Wathi.

Tous les musiciens exercent en parallèle un métier qui leur permet de payer leurs factures. Irony Destroyed, un groupe de metalcore avec des textes rageurs et une basse réverbérée, se compose d'un avocat, d'un écrivain et d'un chef de produit pour une fintech. Le son agressif et le chant hurlé de Last Year's Tragedy sont catapultés par un directeur commercial, un concepteur de produits, un responsable logistique et un journaliste.

**Hymne incendiaire.** Les répétitions sont rares et précieuses. Dans un filage improvisé juste avant de monter sur la scène d'Undertow, le chanteur de Last Year's Tragedy, David "Madman" Mburu, n'avait qu'un bout de plancher minuscule jonché de câbles où laisser libre cours à son énergie. Il a heurté Rono Kipkulei, qui se tenait derrière son clavier, et a presque renversé le bassiste, Mahia Mutua. Ils ont utilisé un exemplaire d'*Anna Karénine*, de Léon Tolstoï, pour assourdir la batterie sur *Of Villains and Heroes*, l'un des titres de leur premier album, sorti l'année dernière.

Une semaine avant leur concert, les membres d'Irony Destroyed ont dû remplacer leur batteur, Cyrus Kamau, victime d'un accident de moto dans lequel il s'est disloqué l'épaule. Kamau a dû former son remplaçant, Larry Kim, après leur journée de travail respective et avec une seule main. «Commence par monter doucement en puissance, puis descend», puis reviens crescendo», a-t-il conseillé à Kim. Ils ont répété jusqu'à minuit. Les dernières vibrations ont enveloppé le vendeur de thé solitaire qui se trouvait encore sur le trottoir à l'extérieur, pendant que la police patrouillait dans les rues vides.

Certains groupes parviennent à diffuser leur musique sur des plateformes de streaming comme Spotify, ce qui ne leur rapporte pas beaucoup d'argent mais leur permet d'élargir leur public. Le titre 47 de Last Year's Tragedy est ainsi devenu un hymne pour la jeunesse kényane. Le texte est une critique incendiaire des hommes politiques du pays : «These so-called leaders / Who sit on their ivory towers / (These never-ending cycles) / Stealing and killing / We will watch them all / Burn!», enrage le groupe [«Ces soi-disant dirigeants / Assis dans leur tour d'ivoire / (Ces cycles sans fin) / Volent et tuent / Nous les regardons tous brûler!»].

✓ David Mburu, le chanteur de Last Year's Tragedy, sur la scène d'Undertow, à Nairobi.  
Photo Ed Ram/The Washington Post

Anne Mwaura, 29 ans, est la présentatrice – sur la radio Capital FM – de *The Fuse*, une émission de rock écoutée chaque mois en ligne par près de 3 millions d'auditeurs. Elle anime le programme depuis sa création et se souvient d'une époque où il n'existait qu'une poignée de groupes, et où les mêmes titres revenaient sans cesse. La scène est beaucoup plus diversifiée aujourd'hui, et des groupes entièrement féminins ou de rock chrétien ont même fait leur apparition sur les ondes.

«Il y en a vraiment pour tout le monde», insiste-t-elle. À un moment, la station de radio a envisagé de supprimer l'émission, mais le nombre de personnes qui ont écrit pour demander son maintien a convaincu les responsables de changer d'avis.

En raison du prix des billets, le public des concerts d'Undertow est principalement issu de la classe moyenne. Ils coûtent environ 1 000 shillings kényans [7,50 euros] lorsqu'on les achète à l'avance, et un peu plus à l'entrée. Cette somme représente plus de deux jours de salaire pour la plupart des Kényans.

Ce soir-là, environ 200 hommes et femmes, dont certains ont les yeux rehaus-

**“Il n'y a pas de structure fixe dans le metal.  
Je peux être moi-même,  
sans jugement.”**

Samuel Gakungu,  
BATTEUR DE RASH

sés de mascara noir et portent un collier clouté, secouent furieusement la tête devant la scène. Une femme lit les lignes de la main sur le balcon et le barman, enveloppé dans un nuage de fumée de cigarettes, fait couler la bière à flots pour les festivaliers.

Irony Destroyed déboule sur la scène. Le visage masqué, les musiciens se lancent dans leur single *Najiskia Kuua Tena* [«J'ai à nouveau envie de tuer»]. Ils jouent ensuite le titre préféré du public, *Scholar of First Sin*. Un liquide sanguinolent coule de la bouche du chanteur Preston Mado, alias Riot [«Émeute»], invité par le groupe.

Un peu plus tard, Rash livre sa version de *Zombie*, des Cranberries, un cri contre la violence des Troubles en Irlande du Nord, ces trente années de conflit [de 1969 à 1998] entre les forces de sécurité britanniques et les groupes paramilitaires irlandais qui ont pris les civils entre deux feux. Les paroles de cette chanson sont pleines de sens à Nairobi, où des jeunes ont été abattus, enlevés et aspergés de gaz lacrymogène lors de manifestations contre la corruption du gouvernement et les violences policières [en juin 2024].

—Rael Ombuor,  
publié le 31 janvier

# ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véronique Cottin



**14,55 € / mois**  
au lieu de ~~25,53 €~~ sans engagement.

Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

OU



**175 € pour 1 AN**  
(soit 52 n° + 6 hors-séries)  
au lieu de ~~306,40 €~~.

Je règle par chèque bancaire  
à l'ordre de Courrier international.

**43%\***  
de réduction



Le magazine papier  
livré chaque semaine.

Tous les deux mois, recevez un hors-série  
qui décrypte une grande thématique.  
Une collection à conserver !

L'accès au site Internet en illimité  
sur tous les supports numériques.

## + EN CADEAU

### LE TOTE BAG COURRIER INTERNATIONAL

Ce grand sac en coton personnalisé aux couleurs du magazine vous accompagnera partout.

- Certifié Oekotex
- Biodégradable et recyclable
- Dimension : 58L X 38H cms



## BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Courrier international – Service abonnements A2100 – 62066 Arras Cedex 9

### + SIMPLE

### + RAPIDE



Abonnez-vous directement sur le site Internet :  
<https://abo.courrierinternational.com/2025/auto4>  
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ  
CE CODE QR.



RCO25BA04

JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, J'INDIQUE MES COORDONNÉES ET JE JOINS UN CHÈQUE.

MONSIEUR     MADAME

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CP :

VILLE : ..... E-MAIL : .....

J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international.     J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

\* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. Vous recevrez votre cadeau dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.  Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international.  Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com) ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>

# littérature.



## “To blurb or not to blurb”, telle est la question

Ces citations d'écrivains sont omniprésentes sur les couvertures de livres en anglais, pour vous conseiller telle ou telle lecture. Mais elles sont aujourd'hui contestées, nous explique la romancière américaine Rebecca Makkai.

—The New York Times, extraits  
(New York)

**C**'est comme si le ras-le-bol était généralisé. Le 30 janvier dernier, Sean Manning, le directeur de [la grande maison d'édition américaine] Simon & Schuster, a annoncé que ses auteurs ne seraient plus astreints à la pêche aux *blurbs* à la sortie de chaque nouveau livre [*lire encadré*]. Quelques semaines plus tôt, j'avais moi-même annoncé sur mon Substack que je quittais le monde du *blurb* pour au moins deux ans – les e-mails et les commentaires avaient alors afflué, de la part d'auteurs qui ont pris, ou aimeraient pouvoir prendre, la même décision.

Pour les heureux élus qui ne comprennent pas de quoi je parle, le *blurb* est le résultat d'un laborieux échange de bons procédés : un auteur va quémander à un homologue quelques éloges qui pourront figurer sur la couverture de son nouveau livre [pour en vanter les mérites], et délivrer en

retour quelques compliments à qui lui en demande. Le terme, semble-t-il apparu en 1907, nous vient du patronyme d'un personnage de fiction, Belinda Blurb : en première de couverture, elle louait à pleins poumons le livre de l'humoriste [américain] Gelett Burgess, *Are You a Bromide?* [qui moquait le conformisme de l'époque, non traduit en français].

Plus tôt dans ma carrière, je me suis donné pour mission d'écrire au moins deux fois plus de ces brèves louanges que je n'en recevais. Aujourd'hui, et c'est avec plaisir, j'en suis à vingt fois plus. Et pourtant, trois récentes mésaventures ont fini par scier mon élan.

Premièrement, 2023 devait être l'année où j'allais préserver mon temps libre et ne

Un roman célébré par Salman Rushdie n'aura rien à voir avec un autre vanté par Stephen King.

quasiment plus en écrire aucune. Et malgré tout, j'ai dû en griffonner pas moins de dix-huit rien que sur l'été et l'automne. Il me fallait une politique de stricte abstinence.

Deuxièmement, j'ai reçu une demande de la part d'un ami, par l'intermédiaire de son éditeur, pour un de ces *blurbs*. L'écrire, c'était sacrifier du temps normalement consacré à mon propre livre et repousser obligations et envies pendant les douze heures (réparties sur plusieurs jours) que j'ai consacrées à la lecture de son texte. Lors de la parution – et j'insiste, c'est l'éditeur qui est en faute –, pas une trace de mon propos. L'incident m'a sérieusement fait remettre en question la manière dont je gérerais mon temps.

Enfin, je me suis rendu compte que je n'arrivais même plus à avancer dans mes lectures personnelles. L'an dernier, j'ai seulement coché deux titres sur ma liste. À l'automne, chaque fois que j'ai essayé de me mettre au court roman érythréen que je voulais lire, des tâches urgentes m'ont accaparée ailleurs.

**Chronophage.** Je n'en veux jamais aux auteurs, déjà parce que ces *blurbs* ont leur importance – et pas que pour les lecteurs. Les critiques qui reçoivent les premières épreuves les remarquent eux aussi, au même titre que les programmateurs radios et les libraires qui passent commande. J'ai fait partie de jurys où chaque membre devait considérer cent cinquante livres et, oui, un éloge convaincant propulse votre écrit en haut de la pile.

En tant que lectrice, j'y fais attention pour plusieurs raisons : déjà, je me fais une idée du livre que j'ai sous les yeux. Un roman célébré par Salman Rushdie ou Colson Whitehead n'aura rien à voir avec un autre vanté par Jodi Picoult ou Terry McMillan, et sera encore différent de ceux que Stephen King et Louise Penny encensent. Je prends note si je tombe sur un éloge exubérant d'un écrivain qui a ma confiance, du style : «*La plume la plus novatrice de la décennie*». Si ce n'est pas de la fiction, mettons de la médecine, je veux savoir si des experts reconnus étaient les recommandations du docteur en question.

En dehors de ces cas, les *blurbs* ne renseignent que sur le réseau de l'auteur, de son agent ou de son éditeur. En un coup d'œil, je peux me dire : «*Ah, cette romancière débutante est passée par Columbia pour son master*», ce qui ne garantit rien de la qualité de l'œuvre. Car, confidence honteuse, les écrivains ne lisent pas toujours l'entièreté du livre qu'ils louangent. Ce n'est pas sans risque : que faire si les vingt dernières pages sont complotistes, sexistes ou juste... poussives ? Rien, votre nom y est désormais irrémédiablement lié.

J'ai aussi entendu parler d'écrivains qui jettent à peine un œil au livre avant d'écrire leur éloge, voire demandent à l'auteur de

✓ Dessin de Duggan paru dans The Guardian, Londres.

### Contexte

●●● “Il n'y aura pas grand monde pour les regretter”, a réagi l'hebdomadaire britannique

**The Economist.** Dans la publication professionnelle **Publishers Weekly**, Sean Manning, le directeur de la maison d'édition

Simon & Schuster, a écrit qu'il trouvait les *blurbs* “bizarres” et qu'il ne demanderait plus à ses auteurs d'en fournir pour leurs livres. Encore assez rares en France, ces verbatims superlatifs de collègues écrivains sont quasi systématiques dans le monde anglo-saxon. Leur possible suppression suscite toutefois de l'émoi, relève le site américain

**Vox.** Car dans un secteur fragile, où les campagnes publicitaires sont de plus en plus réservées aux gros vendeurs, les *blurbs* sont un des rares outils sur lesquels les auteurs gardent la main pour se faire mousser.

le préparer pour n'avoir qu'à signer. Et il y a aussi l'art de broder sur l'artiste plutôt que sur l'œuvre, du genre : “*Scribouille de Scribouillard dissèque mieux que personne le monde moderne*.”

Même Sean Manning le dit, les *blurbs* représentent une charge de travail démesurée. Pour l'écrivain à la pêche aux louanges certes, mais encore plus pour ses fournisseurs. Il y a déjà le temps de lecture, après quoi ces satanées lignes ne s'écrivent pas toutes seules, surtout si l'on ne veut pas rabâcher des platitudes ou faire des redites. Répondre aux demandes – par un refus poli la plupart du temps – est tout aussi chronophage.

Il y a fort, fort longtemps, les *blurbs* étaient réservés aux premières œuvres d'un écrivain. De nos jours, seule une poignée d'auteurs semble pouvoir s'en passer, à condition de se targuer d'un Pulitzer ou de ventes stratosphériques. Et même certains que vous avez dû lire en classe sont, en ce moment même, à la chasse aux *blurbs*.

Vais-je faire pareil pour mon prochain roman – le sixième ? Absolument. Déjà parce qu'ils sont encore bien utiles dans la jungle éditoriale, et parce que Dieu sait que j'ai fait ma part du travail.

—Rebecca Makkai\*, publié le 4 février

\* Née en 1978, Rebecca Makkai s'est fait connaître en 2018 avec *Les Optimistes* (2020, Les Escales), un ample roman sur les années du sida à Chicago, sa ville natale. Son dernier roman traduit est *J'ai quelques questions à vous poser* (2024, Les Escales).

↓ La couverture de *Miramar*, une BD de l'Égyptien Mohamed Ismael Amin.

## La BD arabe sur la case départ

En Égypte, l'adaptation dessinée de romans de l'écrivain nobélisé Naguib Mahfouz pourrait marquer un tournant. Et impulser l'essor d'un genre jusque-là jugé mineur dans le monde arabe.

**E**n Égypte, la bande dessinée est peut-être en train de conquérir de nouveaux territoires avec la récente parution d'une adaptation de *Miramar*, célèbre roman de Naguib Mahfouz datant de 1967 (et disponible en français chez Gallimard), rapporte l'auteur et critique littéraire tunisien Kamal Riahi sur le site qatari **Al-Jazeera**. Pour la maison d'édition cairote Mahrousa, ce n'est pas un coup d'essai : l'an dernier, elle avait déjà publié une BD inspirée d'un autre roman du grand auteur égyptien, lauréat du prix Nobel de littérature en 1988, à savoir *Le Voleur et les Chiens*, initialement paru en 1961 (et traduit chez Actes Sud). La fille de Naguib, Oum Kalthoum Mahfouz, affirme que son père, mort en 2006, aurait approuvé l'adaptation de ses romans en BD, puisqu'il avait, de son vivant, été "enthousiasmé" par des projets similaires consistant à adapter ses romans pour les enfants. Les deux BD, scénarisées et dessinées par Mohamed Ismail Amin, sont inédites en France.

Pourtant, la forme même de la BD ne fait pas l'unanimité sur les bords du Nil, où elle est parfois renvoyée à ses origines occidentales. Même si certains "essaient de l'adapter" en la rattachant à l'iconographie pharaonique, la bande dessinée est apparue dans le monde arabe par l'intermédiaire de traductions d'œuvres occidentales comme *Tintin*, considérées comme destinées à un jeune lectorat. La

maison d'édition Mahrousa en a elle-même publié avant de se lancer "dans l'aventure des romans de Naguib Mahfouz", rappelle *Al-Jazeera*.

De fait, au Maghreb et au Moyen-Orient, les premières expérimentations dessinées ont souvent été menées dans d'autres langues que l'arabe. Ainsi, l'artiste marocain Abdelaziz Mouride (1949-2013) a adapté en 2020 *Le Pain nu* de Mohamed Choukri (1935-2003), un roman dans lequel l'écrivain dépeignait son enfance dans un environnement d'une grande violence sociale, dans le Maroc sous protectorat français. Si le roman avait initialement paru en arabe, la BD n'a été publiée qu'en français, aux éditions Alifbata, et n'a donc pas pu rencontrer son public arabe, regrette *Al-Jazeera*.

**Le défi de la rentabilité.** En Égypte, *Le Comité*, un roman de Sonallah Ibrahim paru en 1981 (et traduit chez Actes Sud), a été adapté en roman graphique en 2016, mais l'initiative est venue de l'illustrateur et scénariste de BD français Thomas Azuelos. L'ouvrage, paru aux éditions Cambourakis, n'a pas été diffusé en langue arabe. Tout comme les adaptations de deux romans du Franco-Égyptien Albert Cossery (1913-2008), *Mendiants et Orgueilleux* et *Les Couleurs de l'infamie* (éd. Joëlle Losfeld) ; elles ont paru respectivement chez Futuropolis et Dargaud. Concernant l'Irak, la transposition de *Frankenstein à Bagdad*, du romancier irakien Ahmed Saadawi (éd. Piranha), s'est aussi faite en français aux éditions Soleil, en 2024, et n'a pas été publiée en arabe.

En Arabie saoudite, la Commission de littérature, d'édition et de traduction soutient financièrement, pour sa part, des adaptations de littérature locale. Ce qui répond peut-être, au moins partiellement, à un défi de taille qui se pose pour développer des romans graphiques en arabe : le coût élevé de la réalisation et de l'impression, souligne *Al-Jazeera*. D'autant que les problèmes de rentabilité risquent de mener ce secteur encore balbutiant dans un piège qui s'est déjà refermé sur le cinéma arabe : des réalisations techniques "épatantes" avec des images léchées, mais un "contenu superficiel". Il faudra éviter cet écueil pour que les adaptations de l'œuvre de Naguib Mahfouz constituent un réel tournant, prévient le site d'information.—



## À LIVRES OUVERTS

Tous les premiers numéros de chaque mois, rendez-vous avec l'actualité littéraire internationale.

## Trois pépites en librairie

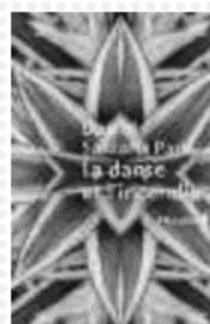
### ÉGYPTE-CANADA LES AMANTS INCOMPRIS



Que se passe-t-il lorsque, au Caire, en 2010, à la veille du "printemps arabe", une riche Américaine d'origine égyptienne tombe amoureuse d'un photographe venu d'un village pauvre près d'Alexandrie ? C'est la question à laquelle répond Noor Naga dans son premier roman, *Un Égyptien peut-il parler anglais?*, traduit aux éditions Mémoire d'encrier. "Ce roman tragique, que vous n'oublierez pas de sitôt, illustre les proportions monstrueuses que peuvent prendre les questions d'identité lorsqu'elles sont refoulées, et comment la volonté d'être intégré et accepté peut vous faire basculer dans l'obscurité et l'autodestruction", résume le site panarabe **The New Arab**.

**L'autrice est née aux États-Unis de parents égyptiens, elle a un temps enseigné au Caire avant de s'installer au Canada : comme elle l'a confié au site égyptien **Mada Masr**, elle connaît ce sentiment de "n'être jamais le bienvenu, nulle part vraiment chez soi", qui réunit autant qu'il sépare ses deux protagonistes – et qui façonne la façon dont chacun d'eux communique en anglais. Leurs échanges, brillamment traduits, sont forcément minés.**

### MEXIQUE TROUBLES RETROUVAILLES

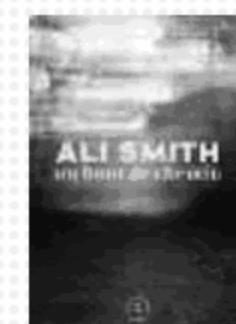


Le poète et romancier Daniel Saldaña París, 40 ans, est l'une des figures montantes de la littérature en Amérique latine. *La Danse et l'Incendie* est son troisième ouvrage à être traduit en français, aux éditions Métailié. Il y raconte les retrouvailles entre trois amis. "L'intrigue se passe à Cuernavaca, une ville [du sud du Mexique] pleine de bromélias, ravagée par la corruption et les incendies. Trois amis (Natalia, Erre et Lapin) cherchent à y

ressusciter l'amour, la passion ainsi qu'un passé disparu, tout en se montrant critiques envers d'autres personnages comme Argoitia (le partenaire de Natalia), un artiste établi qui sait tirer les ficelles du pouvoir pour obtenir des subventions culturelles", résume le journal mexicain **Excelsior**.

Loin d'être linéaire, le récit "condense des thèmes comme le déracinement et le nihilisme en un puzzle littéraire qui s'inspire des chorégraphies expressionnistes de [l'Allemande] Mary Wigman, de l'île légendaire de Blockula – lieu de rencontre entre le diable et les sorcières lors du sabbat – et du procès expéditif de Märet Jonsdotter en Suède, accusée de transformer les femmes en sorcières" au XVII<sup>e</sup> siècle.

### ROYAUME-UNI LA CLÉ DES CHAMPS



Au commencement est une serrure. En pleine épidémie de Covid-19, Sandy, la narratrice d'*Un bout de chemin*, reçoit un coup de fil de Martina, depuis longtemps perdue de vue. Employée dans un grand musée, celle-ci revient de l'étranger où, entre deux vagues de confinement, elle est allée récupérer une serrure médiévale d'une grande finesse. Retenue plusieurs heures aux douanes, elle a entendu une voix lui murmurer : "Oiseau de feu ou couvre-feu." Un bien étrange message...

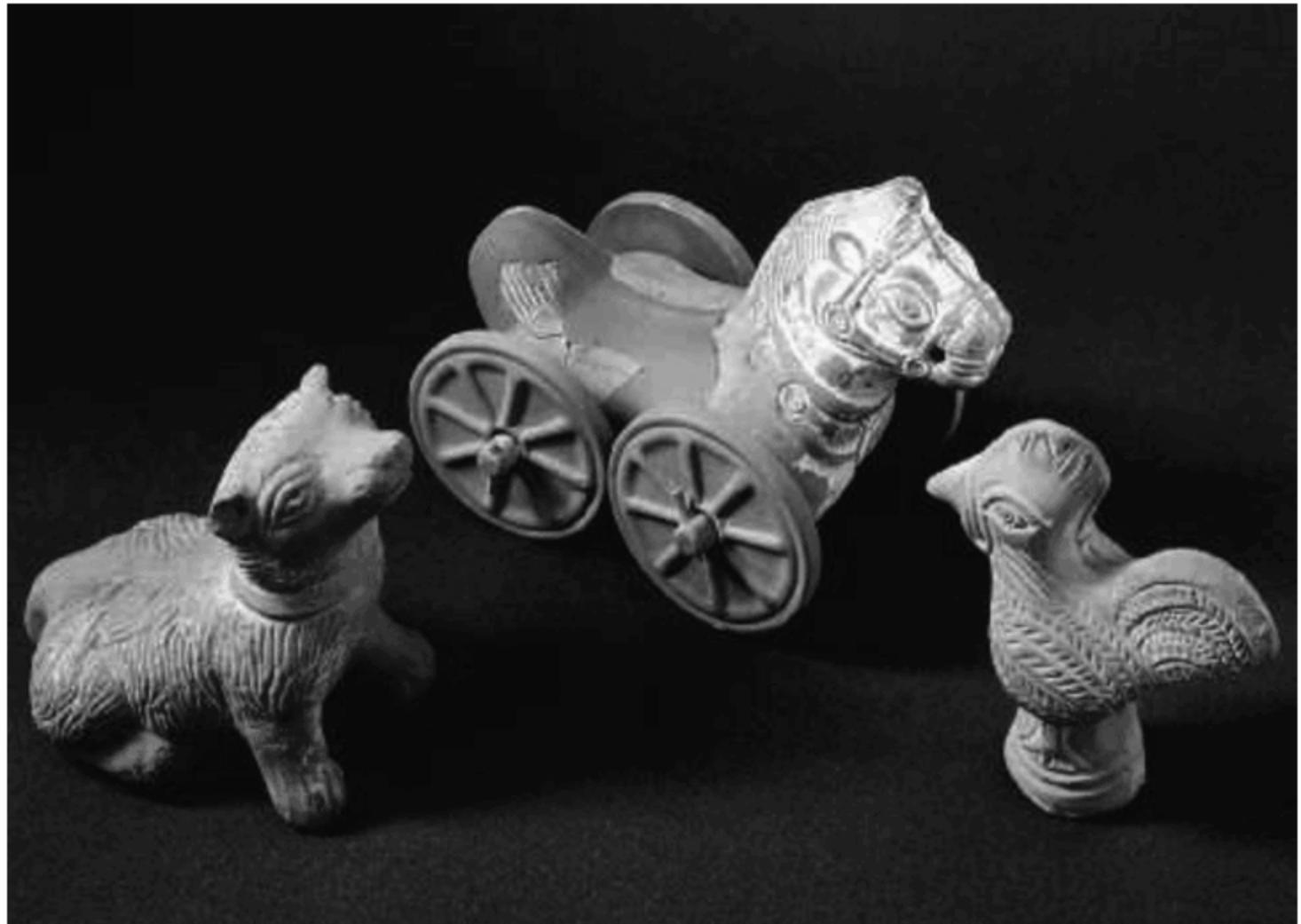
Sandy, férue de poésie, habile à déchiffrer les mystères des mots et de l'existence, saurait-elle l'aider à le décrypter ? Dans ce roman, le motif de la serrure est bien plus qu'un ornement. L'Écossaise Ali Smith, 62 ans, est une magicienne du temps et du verbe, prévient le quotidien britannique **The Times** : "Elle démonte les mots et les phrases pour ensuite les remonter à sa manière et nous offrir de nouvelles choses passionnantes." Son roman, traduit chez Grasset, se découvre comme une astucieuse invitation à faire sauter le verrou des convenances et des assignations sociales pour jouir de sa liberté.

# histoire.

## Les jouets indémodables des petits Romains

**Antiquité — Rome**

Il y a deux mille ans, les enfants jouaient comme ceux d'aujourd'hui. En bois, en os ou en terre cuite, leurs figurines d'animaux, leurs dés et leurs hochets auraient tout à fait leur place dans nos magasins modernes.



—Die Welt (Berlin)

L'humanité a considérablement évolué au fil des siècles, et pourtant, certaines choses n'ont presque pas changé. Les jeux, par exemple. Les magasins de jouets modernes ont beau être le royaume de l'électronique (avec leurs petites voitures, avions et fusées miniatures qui clignotent en tous sens dans un boucan d'enfer), et les enfants d'aujourd'hui, se mettre de plus en plus tôt aux jeux vidéo et autres divertissements numériques, les jouets traditionnels résistent vaillamment. On en trouve encore un peu partout – et certains ne sont guère différents de ceux de l'Antiquité.

Les vitrines du Musée romain-germanique de Cologne abritent ainsi une petite figurine sur roulettes qui ressemble à s'y méprendre aux jouets à tirer d'aujourd'hui. Et le musée renferme bien d'autres trésors. Les enfants de l'Antiquité appréciaient particulièrement les statuettes d'animaux en argile, dont la plupart représentent les animaux de la ferme qu'ils côtoyaient au quotidien : chevaux, poules, chèvres, moutons. Les nombreux jouets en bois, hélas, n'ont pas survécu à l'épreuve du temps, sauf dans les régions désertiques d'Afrique du Nord.

À Cologne, les archéologues ont exhumé un service de maison de poupée – le reste de la cuisine, construit en bois, avait pourri. «*Cette vaisselle aurait parfaitement sa place dans une maison de poupée moderne*», assure Friederike Naumann-Steckner, directrice adjointe du musée. Lorsque les petites Romaines entraient dans l'âge adulte, vers 12 ou 14 ans, elles faisaient symboliquement offrande de leurs poupées aux dieux du foyer.

Les enfants de l'époque affectionnaient aussi les statuettes à l'effigie de gladiateurs et de légionnaires (deux piliers de la culture romaine), sortes d'ancêtres des petits soldats

de plomb et de nos figurines en plastique modernes.

Les tout-petits jouaient avec des hochets. Les archéologues ont aussi retrouvé des sifflets, toujours en état de marche. En fait, tous ces objets sont encore utilisables aujourd'hui – les jouets de l'Antiquité étaient de grande qualité. «*Beaucoup plus résistants que ceux en plastique d'aujourd'hui*», observe Friederike Naumann-Steckner. Pour ce qui est des jeux de plateau, les historiens ne savent pas si les enfants les appréciaient, ou s'ils n'étaient pratiqués que par les soldats, pour passer le temps.

**Les dés sont pipés.** Une chose est sûre en revanche, les petits Roms passaient beaucoup de temps à jouer dehors, car avoir sa propre chambre était exceptionnel à l'époque. L'espace était encore plus rare et précieux qu'aujourd'hui. Témoin de ces jeux, le musée de Cologne abrite une sculpture – en très mauvais état – d'un enfant portant un camarade sur son dos.

La plupart des parents n'avaient pas les moyens d'acheter des jouets coûteux, en terre cuite par exemple. Alors les enfants s'amusaient souvent avec de simples noix, comme en attestent les écrits de l'époque. Ces noix étaient en quelque sorte les billes de l'Antiquité : les petits Roms s'en servaient pour mettre à l'épreuve leur habileté, les empilaient pour construire des tours. Ces jeux étaient si populaires qu'ils ont donné naissance à l'expression *nubes relinquere*, littéralement «abandonner ses

**Lorsque les petites Romaines entraient dans l'âge adulte, vers 12 ou 14 ans, elles faisaient offrande de leurs poupées aux dieux du foyer.**

noix», qui désignait le fait de quitter l'enfance. Les jeux de ballon, à contrario, n'étaient sans doute pas aussi fréquents qu'aujourd'hui, car les balles romaines, souvent fabriquées à partir de lambeaux de tissu, avaient une consistance relativement molle et ne rebondissaient pas.

Les enfants de l'Antiquité jouaient également aux osselets, issus de pattes de chèvre ou de mouton. Ces petits os comportent quatre faces distinctes, très caractéristiques, et pouvaient ainsi, avec un peu d'imagination, être utilisés pour toutes sortes de jeux, notamment d'adresse, ou pour jongler. Les Romains fabriquaient d'ailleurs de nombreux objets en os, comme des dés, de toutes les tailles. Les plus gros étaient creux et très souvent pipés : leurs propriétaires coulaient du plomb sur l'un des côtés, afin qu'ils tombent systématiquement sur la «bonne» face.

La vie des petits Roms était souvent plus dure et plus incertaine que celle des enfants d'aujourd'hui. Les familles les plus pauvres vendaient même leur progéniture comme esclaves si elles ne voyaient pas d'autres moyens de s'en sortir. Le prix de vente dépendait de leur capacité de travail. Ceux qui vivaient à la ferme devaient donner un coup de main dès le plus jeune âge, en surveillant les oies, par exemple. Avec tout cela, il ne leur restait sans doute plus beaucoup de temps pour jouer.

Le quotidien était différent dans les familles riches. Les enfants y grandissaient dans le luxe, choyés par leurs parents. Hérode Atticus, homme politique [grec du II<sup>e</sup> siècle apr. J.-C.], avait ainsi fait sculpter des lettres d'ivoire à son fils pour l'aider à apprendre à lire. Le genre d'objets que l'on retrouve aujourd'hui encore dans les magasins de jouets, même si le bois, et plus souvent le plastique, a remplacé l'ivoire depuis longtemps.

—Martin Klemrath,  
publié le 29 janvier

↗ Jouets romains  
1<sup>er</sup>-ve siècle après  
J.-C. Athènes,  
Musée de l'Agora.  
Photo Nimatallah/  
AKG IMAGES

# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier  
international**

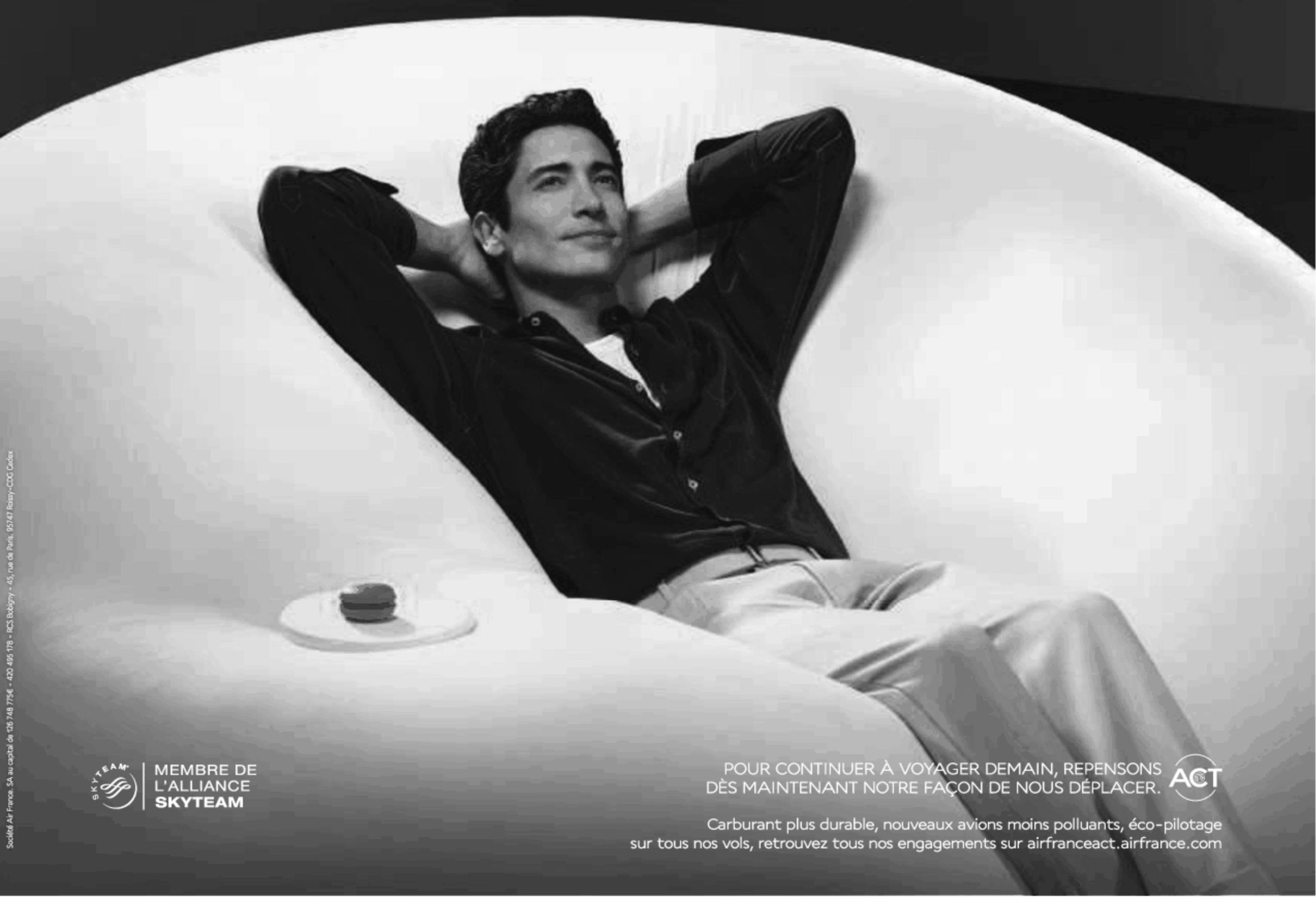
# NOUVELLE CABINE PREMIUM.

Une inclinaison certaine pour le confort.

En cabine Premium, tout est pensé pour votre confort. Comme le parcours prioritaire SkyPriority jusqu'à l'embarquement, de petites attentions tout au long du vol ou encore un plat signé d'un chef étoilé au départ de Paris. Sans oublier un fauteuil qui s'incline idéalement pour votre repos et vous transporte dans une bulle de détente.

S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE

**AIRFRANCE** /



Société Air France SA au capital de 126 748 775€ - RCS Bobigny n°45 495 178 - CGC Défense



MEMBRE DE  
L'ALLIANCE  
**SKYTEAM**

POUR CONTINUER À VOYAGER DEMAIN, REPENSONS  
DÈS MAINTENANT NOTRE FAÇON DE NOUS DÉPLACER. 

Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage  
sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur [airfranceact.airfrance.com](http://airfranceact.airfrance.com)